

صباحنا من الامل

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15930 - 7 F

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 AVRIL 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Communes
voix
du Parti conservateur

Seize morts
dans un incendie
à l'aéroport
de Düsseldorf

■ Le nouveau syndicalisme de SUD
Les confédérations observent avec irritation l'émergence de ce syndicat créé par des dissidents de la CFDT. p. 6

■ L'affaire Gigastorage
Le garde des sceaux demande au ministre public l'ouverture d'une information pour violation du secret de l'instruction après la publication de notre enquête dans nos éditions du 13 avril. p. 26 et notre éditorial p. 15

■ Rêves d'urbanistes pour Sarajevo
La restauration et la reconstruction sont à l'ordre du jour. Les quartiers ottomans, austro-hongrois et tristes attendent leurs soigneurs. p. 13

■ Trois pages « Placements »
Un panorama des Bourses et des marchés complète nos rubriques sur l'immobilier, les taux et les matières premières. p. 17, 18 et 19

■ Des clichés en or
A New York, la « Fourchette » (1928) de Kertész pourrait dépasser les 600 000 francs. p. 23

■ Jack Lang au « Grand Jury »
Le maire de Blois, membre du bureau national du PS, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 14 avril, à partir de 18 h 30.

Le retour d'une navigatrice



FLORENCE ARTHAUD
ELLE RENOUVE avec la course au large, quatre années après sa dernière traversée de l'Atlantique. Agée de trente-huit ans, devenue mère de famille, Florence Arthaud est au départ de la Transat en double Lorient-Saint-Barthélemy, samedi 13 avril. Mais cette course est bien différente de la Route du Rhum 1990, qu'elle avait gagnée en solitaire. La navigatrice fait ainsi équipe avec Jean Le Cam, vainqueur de la précédente édition de cette Transat. Et c'est sur un petit monocoque qu'elle embarque. Les dix-neuf voiliers qui sont partis samedi 13 avril de Lorient ne mesurent en effet que 9,30 mètres. Tous identiques, ils devaient permettre aux équipages, privés de routiers, de mettre en valeur leurs qualités pures de navigateurs.

Lire page 20
Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 8 F; Belgique, 25 ATS; Espagne, 6 P; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 DKK; France, 200 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,40 £; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Luxembourg, 40 F; Malaisie, 10 M; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 S; Suisse, 2,20 F; Turquie, 1 TL; USA (NY), 2 \$; USA (Calif.), 2,50 \$.

M 0146 - 0414 - 7 00 F

Israël se montre déterminé à combattre le Hezbollah en territoire libanais

Une trentaine de localités ont été pilonnées au nord de la « zone de sécurité »

L'AVIATION israélienne a repris, samedi 13 avril, ses raids contre des positions du Hezbollah au Liban, bombardant le village de Jibal el Botom, au nord de la « zone de sécurité » que l'armée israélienne occupe au Liban sud. Après une courte pause en début de matinée, l'artillerie et les chars israéliens ont commencé à pilonner une trentaine de localités au nord de cette zone. La veille, treize personnes avaient été tuées et trente-neuf autres blessées par les bombardements terrestres et aériens israéliens en différents points du territoire libanais. Dans la banlieue de Beyrouth, un soldat syrien a été tué lors d'un raid d'hélicoptères contre un dépôt de munitions de l'armée syrienne, qui maintient quelque 35 000 hommes au pays du Cèdre. Hormis un commentaire de Radio-Damas très sévère à l'égard d'Israël, la Syrie garde un profil bas depuis le début de ce nouveau cycle de violence. En 1993, les États-Unis avaient sollicité ses bons offices pour conclure un « arrangement » entre Israël et le Hezbollah - sur lequel Damas exerce une influence cer-



taine - limitant le champ de leurs affrontements à la seule « zone de sécurité ». Les bombardements israéliens visent à réduire au silence le Hezbollah - dont la milice a encore tiré

exclus toute action contre le « parti de Dieu » qui mène, a-t-il dit, des actes de résistance contre Israël. Inquiet de ce qu'il juge être un parti pris américain en faveur d'Israël, M. Hariri a demandé l'intervention de la France. Aussi Jacques Chirac a-t-il eu vendredi soir une conversation téléphonique avec le président Bill Clinton et le premier ministre israélien, Shimon Pérès. Parallèlement, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, prenait contact avec Beyrouth, Damas et Téhéran. « Très préoccupé par le dangereux enlèvement de la violence qui pourrait menacer le processus de paix », la France souhaite que « toutes les parties fassent preuve de retenue et de responsabilité ». M. Pérès a réaffirmé vendredi sa détermination à continuer les opérations militaires jusqu'à ce que les localités du nord d'Israël recouvrent la sécurité, mais une inquiétude se fait jour à Tel-Aviv quant aux risques de dérapage à l'approche des élections du 29 mai.

Lire page 3

L'Afrique du Sud propose des assurances-vie à ses sidéens

JOHANNESBURG
de notre correspondant
Le produit, lancé par deux compagnies sud-africaines, constitue une première mondiale. « Aucun assureur n'avait répondu de cette manière au problème du sida », proclame ce jour-là la publicité dans les journaux. Les deux millions de personnes infectées par le VIH en Afrique du Sud (sur une population de quarante millions d'habitants) sont en effet les premières à pouvoir bénéficier d'une assurance-vie spécifique.

Jusqu'à maintenant, les assureurs sud-africains ne s'étaient guère fait remarquer par une attention particulière à l'égard des sidéens. L'un d'entre eux s'était même illustré, en 1993, en proposant une réduction du tarif de l'assurance-vie aux clients acceptant de se soumettre au test de dépistage du sida. Trois ans plus tard, le lancement de « l'assurance-sida » représente une opération de mar-

keting plutôt qu'un brusque accès de philanthropie. Cette assurance n'est ouverte qu'aux séropositifs au premier stade de la maladie. De plus, un capital-déces limité et des mensualités cinq fois plus élevées que celles d'une assurance normale garantissent à l'assuré de récupérer sa mise au bout de sept années. A raison de 600 francs par mois (le salaire ouvrier de base est d'environ 1 000 francs), pour un capital-déces de 70 000 francs, l'assurance-vie proposée aux personnes contaminées est hors de prix pour la très grande majorité d'entre elles. La plupart des malades du sida font en effet partie de la population noire la plus défavorisée. Ils représentent néanmoins un « marché potentiel » important pour les compagnies d'assurances. Le nombre de séropositifs double presque chaque année en Afrique du Sud. A ce rythme, le pays devrait compter huit millions de personnes infectées en 2005.

Le lancement d'assurances-vie pour les personnes séropositives reflète bien la prise en compte par les milieux économiques de la progression alarmante du sida en Afrique du Sud. Le pays, qui ambitionne de jouer un rôle économique régional, peut difficilement se permettre de voir le quart de sa main-d'œuvre touché par la maladie.

Conscients du danger, la plupart des entreprises ont mis en place des programmes d'éducation pour leurs employés. Les compagnies d'assurances, de leur côté, prennent position sur le « marché » du sida. Mais elles s'inquiètent, elles aussi, de son augmentation. En l'absence de Sécurité sociale, l'assurance maladie, payée par les entreprises ou par les particuliers à titre personnel, repose sur ces compagnies. Elles seront donc les premières à subir le choc financier de la progression du sida.

Frédéric Chambon

Lire page 16

L'argent du football



C'EST Michel Platini, coprésident de la Coupe du monde de football, qui le dit au Monde : « Un match retransmis par une télévision doit être à chaque fois un événement ». D'où les moyens mis en œuvre pour retransmettre les rencontres sportives. Dans son enquête, Daniel Peenny raconte aussi l'autre match, celui qui oppose TF1 et Canal+ pour la diffusion de matches qui représentent l'assurance d'une forte audience et la promesse de gains importants.

Notre cahier spécial propose aussi une enquête sur les écoles du Vercors qui ont choisi de découvrir l'univers du multimédia grâce au « réseau buissonnier », un réseau local ouvert sur Internet. On lira aussi, outre les programmes des chaînes de télévision et une sélection des programmes radio, notre rubrique « Une publicité, une enquête » et la chronique de Daniel Schneidemann.

Lire notre cahier

« Télévision, radio, multimédia »			
International	2	Aujourd'hui	20
France	6	Agenda	22
Société	10	Abonnements	22
Carnet	12	Météorologie	22
Horizons	19	Mots croisés	22
Entreprises	16	Culture	25
Placements	17	Radio-Télévision	25

Le jeu européen de Pékin contre Washington

« FAIRE DU BRUIT à l'est pour attaquer à l'ouest ». Avec le voyage, controversé, de Li Peng en France, la Chine a une fois de plus mis en application ce vieux principe de stratégie guerrière. De Paris, Pékin s'est adressé d'abord à Washington. La violence avec laquelle le premier ministre chinois a dénoncé le comportement des États-Unis en matière commerciale, vendredi 12 avril, devant la communauté française des affaires réunie à la chambre de commerce et d'industrie de Paris, est, à cet égard, fort éclairante.

Bravant les quelques manifestations sur les droits de l'homme et passant outre l'incident diplomatique du Quai d'Orsay, Li Peng a en fait voulu faire savoir, de Paris, au président américain Bill Clinton - qui entame dimanche une tournée en Asie - que la Chine disposait en Europe de partenaires plutôt conciliants. Même si elles doivent être analysées avec prudence, les annonces aéronautiques - l'achat d'Airbus et la lettre d'intention pour l'avion à 100 places - sont spectaculaires et tout à fait significatives. Le message est simple : si Washington veut la guerre - diplomatique, économique ou militaire - avec Pékin, la Chine saura trouver ailleurs quelques avocats puissants.

Entre Pékin et Washington, les sources de tension se sont en effet dangereusement accumulées au cours des derniers mois. La montée en puissance économique et militaire de l'empire du Milieu y a largement contribué. La crise provoquée par les élections présidentielles dé-

mocratiques du 23 mars à Taïwan s'est certes atténuée ; elle a cependant laissé de profondes traces. Elle a notamment alimenté aux États-Unis une relance du débat sur le lien entre droits de l'homme et commerce. Bill Clinton doit décider, en juin, s'il renouvelle en faveur de la Chine la clause de la nation la plus favorisée. En période préélectorale, les discussions risquent d'être animées.

Les contentieux économiques-politiques entre les deux grandes puissances sont d'ailleurs très nombreux. A la suite de la vente au Pakistan par la Chine de matériels pouvant contribuer à la prolifération d'armes nucléaires, l'administration Clinton doit décider d'un éventuel embargo financier sur Pékin. Les entreprises américaines s'inquiètent de constater que les Chinois continuent à violer les accords internationaux,

pourant signés par Pékin - comme ceux contre le piratage industriel. Elles dénoncent la poursuite des importations sauvages de produits textiles. Le déficit commercial américain vis-à-vis de Pékin pourrait bientôt dépasser le déficit enregistré avec le Japon.

Erik Izraelewicz

Lire la suite page 15

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

FRANCE ALLEMAGNE

la charge héroïque

« Lorsque il y va de l'essentiel, comment rester insensible à la charge héroïque du député de Belfort... rafraîchissante pour tous ceux qui ont envie de comprendre l'Allemagne. »

LUC ROSENZWEIG, LE MONDE

PLON

MORS SÉRIE

Observateur

C'ÉTAIT MITTERRAND

ENTRE 1981 ET 1995

THE COMPTON SYSTEM

AFRIQUE Combats, meurtres et pillages ont continué, vendredi 12 avril, à Monrovia, la capitale du Libéria, où la guerre civile a brutalement repris le 6 avril, après une accalmie

de plusieurs mois. Le choléra est apparu en ville, faisant une douzaine de morts au camp militaire de Barclay. Des dizaines, voire des centaines de cadavres jonchent les rues,

selon des témoignages de Libanais arrivés à Dakar. ● LES ETATS-UNIS poursuivent leurs opérations d'évacuation des ressortissants étrangers et des employés d'organisations hu-

manitaires, mettant en œuvre de gros moyens matériels. Washington a décidé d'envoyer sur place des renforts militaires. Mais le président Bill Clinton a précisé au Congrès qu'il

s'agissait là d'une opération limitée. ● UNE TRÊVE aurait été conclue, vendredi soir, entre les factions rivales, après une médiation ghanéenne.

Le Libéria, déchiré, est livré à lui-même

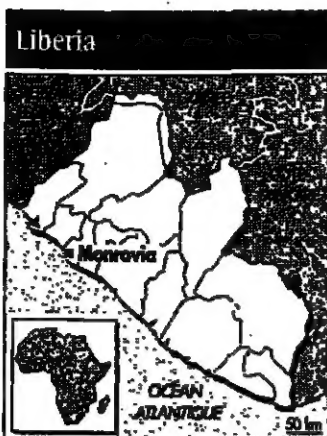
Les Américains poursuivent l'évacuation des étrangers, les organisations humanitaires quittent Monrovia, abandonnée aux pillards, la force d'interposition africaine, l'Ecomog, reste impuissante

FREETOWN

Une semaine après la soudaine flambée de violence dans la capitale libérienne, les ressortissants étrangers évacués de l'ambassade des Etats-Unis estiment que rien ne peut, dans l'immédiat, empêcher les bandes de jeunes incontrôlés de piller les quartiers résidentiels de Monrovia. « Ils ont menacé de violer nos enfants, puis ils ont pris six de nos voitures », explique le représentant d'une association caritative américaine, Brian Johnson, qui vivait au Libéria depuis 1973.

Brian Johnson et plus de 1300 autres étrangers ont déjà accompli un voyage d'une heure et demie en hélicoptère pour atteindre l'aéroport international de Lungi, près de Freetown, en Sierra Leone. Ils sont ensuite embarqués vers Dakar, au Sénégal, à bord d'un avion Hercules C-130 de l'armée américaine. Une ressortissante libanaise exprime son désarroi. Accompagnée de son mari et de ses deux enfants, elle n'a pu prendre que deux petites valises. « Les événements se sont précipités. Je ne croyais pas que nous allions en arriver là. Nous sommes partis comme des misérables », dit-elle.

Des adolescents en armes se consacrent depuis mercredi 10



avril au pillage du quartier des ambassades, Mamba Point, s'emparant d'abord des voitures tout-terrain des organisations humanitaires, avant de les remplir de marchandises volées. Le représentant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) affirme que des « fighters » ont pris une quinzaine de ses véhicules. Un Canadien d'origine libanaise, propriétaire d'un immeuble au centre-ville, raconte qu'il est resté coincé pendant cinq jours dans le bâtiment avec soixante autres personnes, sans ravitailler ni eau potable. « Nous avons profité d'une accal-

mie pour nous rendre à pied jusqu'à l'ambassade des Etats-Unis. Mais il a fallu négocier notre passage avec les miliciens : durant le trajet, nous avons vu plusieurs cadavres dans la rue, tandis que de jeunes vandales pillaient les commerces devant nous », explique-t-il.

Monrovia vivait dans un calme relatif depuis 1993 et n'avait jamais connu un tel embrasement en six ans de guerre civile. Les habitants de la ville avaient pourtant fêté, dans la liesse, en août 1995, l'entrée dans la capitale de Charles Taylor et des autres chefs de factions. Réunis pour la première fois au sein du gouvernement de transition, ils auraient dû ensuite déposer les armes et préparer les élections prévues pour la fin de cette année. Mais l'accord de paix signé à Abuja, au Nigeria, a également réduit le rôle des factions plus faibles, dont celle de Roosevelt Johnson.

GUÉRILLA URBAINE

Le chef de la branche Khran du Mouvement uni de libération (Ulimo-K) s'est retrouvé avec le portefeuille de ministre du développement rural, alors que le Front national patriotique du Libéria (NPFL) de Charles Taylor, par exemple, s'est attribué plusieurs des ministères les plus im-

portants, dont celui de la justice. Inculpé de meurtre par le ministre de la justice, Roosevelt Johnson, exclu du gouvernement et rejeté ces dernières semaines par sa propre faction, avait déjà perdu dans des combats le contrôle de Kakata, son fief, quand les forces de l'ordre gouvernementales ont pris sa résidence d'assaut, dans la nuit du 5 au 6 avril. Sa riposte a instantanément déclenché une guérilla urbaine. Les deux autres factions dominées par les Khrans, l'ethnie du sergent-chef Samuel Doe, assassiné en septembre 1990 (il était chef de l'Etat), neuf mois après le début de la guerre civile, se sont spontanément ralliées à Roosevelt Johnson.

Alors que la Force d'interposition inter-africaine, l'Ecomog, restait à l'écart des combats, les forces de Charles Taylor et celles de la branche mandingue de l'Ulimo (Ulimo-M) ont, ensemble, encerclé le camp d'entraînement militaire de Barclay, à trois kilomètres du centre-ville ; le « général » Johnson et ses miliciens khrans y ont retranchés avec plus de cinq cents otages, dont des ressortissants libanais et quelques soldats de l'Ecomog.

Pour la troisième fois en six ans, les Etats-Unis organisent l'évacuation des ressortissants étrangers, mais jamais auparavant les

combats n'avaient touché Mamba Point. Plusieurs hélicoptères ont essuyé des tirs lors d'atterrissages et de décollages. Des grenades et des roquettes sont tombées près de l'enceinte de l'ambassade.

Un grand nombre de Libériens espèrent que les Américains interviendront militairement chez eux, comme ils l'ont fait en Somalie, rappelant volontiers les liens historiques avec les Etats-Unis. Le Libéria n'a-t-il pas été fondé, au début du siècle dernier, par des esclaves affranchis venus d'Amérique ? Mais le commandant Gordon Davis, des forces spéciales, affirme formellement que les seuls objectifs de sa mission sont « d'éviter les combats en ville, tout

en évacuant les gens le plus vite possible ». Les trois navires de guerre qui ont quitté l'Adriatique, jeudi, pour la côte libérienne, ne viennent que pour faciliter l'évacuation. Neuf hélicoptères et onze avions gros porteurs sont actuellement utilisés pour cette opération, y compris trois énormes C-5 Galaxy, dont l'entretien coûte plusieurs centaines de milliers de dollars chaque jour. Une débauche de moyens dont l'équivalent aurait permis, avant cette nouvelle flambée de violence, le déploiement des soldats de l'Ecomog chargés de désarmer les factions sur le terrain.

François Picard

Une nouvelle trêve ?

Les différentes factions libériennes auraient accepté, vendredi 12 avril, un nouveau cessez-le-feu, après une journée marquée à Monrovia par la poursuite des combats - commencés le 6 avril -, des pillages, et l'évacuation massive des étrangers et des organisations humanitaires vers Freetown et Dakar. Selon le vice-ministre ghanéen des affaires étrangères, Mohamed Chambas, dont le pays assure la présidence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qui maintient sur place une force d'interposition de 8 000 « casques blancs », le cessez-le-feu devait entrer immédiatement en vigueur. Un précédent cessez-le-feu, conclu jeudi, n'avait pas été respecté. Dans la journée, le Conseil de sécurité de l'ONU avait exprimé son « soutien politique » aux efforts des représentants de la communauté internationale à Monrovia, qui tentaient d'obtenir une trêve. - (AFP, Reuters.)

Les Etats-Unis souhaitent se cantonner à un rôle humanitaire

Le souvenir de l'échec de l'intervention en Somalie persiste

WASHINGTON

Moins de deux cents soldats américains assurent la sécurité de l'ambassade des Etats-Unis à Monrovia et, par voie de conséquence, celle des opérations d'évacuation des quelque 20 000 personnes qui se sont réfugiées dans l'enceinte diplomatique. Ils représentent la seule force organisée dans un pays livré à l'anarchie et aux massacres. Leur mission est de tenir bon jusqu'à l'arrivée du groupe amphibie qui fait route vers Monrovia. Composé de cinq navires de guerre, transportant plus de 1 600 « marines », celui-ci devrait atteindre les côtes libériennes en milieu de semaine prochaine.

Outre un rôle dissuasif, cette présence navale permettra d'évacuer plus rapidement les milliers de réfugiés qui attendent un prochain départ. Selon le départe-

ment d'Etat, environ 1100 étrangers - dont plus de 160 Américains - avaient été évacués vendredi soir. Les rotations d'hélicoptères, qui acheminent les réfugiés sur Freetown, la capitale de la Sierra Leone voisine, devraient se poursuivre pendant plusieurs jours, sans que l'on sache jusqu'à quand ce pont aérien sera maintenu. Le président Clinton a cependant souligné que cette opération serait de « durée limitée », dans une lettre adressée au Congrès et rendue publique vendredi 12 avril.

MANIFESTATION A WASHINGTON

Le chef de la Maison Blanche précise notamment que les forces américaines, bien qu'« équipées pour le combat », participent à des opérations d'évacuation « dans le but de protéger les citoyens américains et [n'ont] pas pour but de modifier ou préserver le statu quo politique existant au Libéria ». Avec le départ des représentants de la plupart des organisations internationales et humanitaires, la responsabilité de l'administration Clinton devient en effet chaque jour plus décisive. Les Etats-Unis ne souhaitent pas intervenir militairement dans un pays livré aux appétits de pouvoir et à la convoitise d'une poignée de chefs de guerre,

mais ils ne peuvent davantage ignorer les conséquences que risqueraient de provoquer leur départ.

Deux cents personnes ont manifesté, vendredi, devant la Maison Blanche, pour demander au président Clinton de rétablir l'ordre à Monrovia. Cet appel a peu de chances d'être entendu. La situation de guerre civile régnant au Libéria rappelle trop celle de la Somalie, où les Etats-Unis ont essuyé un échec cuisant, les obligeant à un retrait peu glorieux en mars 1994. Les Américains ont, longtemps considéré qu'ils avaient une responsabilité historique - en même temps que des intérêts stratégiques et économiques - au Libéria : ce pays de 2,8 millions d'habitants a été créé, à partir de 1822, par d'anciens esclaves noirs libérés, grâce à l'action philanthropique de l'American Colonisation Society.

Depuis son indépendance, en 1847, le Libéria a bénéficié du soutien politique et économique de l'Amérique. Mais l'instabilité chronique de la plus ancienne République africaine ainsi que la fin de la guerre froide ont modifié l'attitude de Washington. L'Afrique ne constituant plus un enjeu de la « confrontation Est-Ouest », le continent noir ne fait pas partie

des priorités de la diplomatie américaine. En sept ans d'affrontements, quelque 150 000 personnes ont été tuées au Libéria, où la moitié de la population est sans abri.

Enfin, depuis 1989, aucun des treize accords de paix n'a tenu très longtemps. Aujourd'hui, alors que Washington conduit une nouvelle opération pour évacuer ses ressortissants (les précédentes ont eu lieu en 1990 et 1992), les Etats-Unis, comme la plupart des pays occidentaux, ont pratiquement cessé toute coopération économique avec Monrovia. De 1990 à 1994, ils ont versé une aide d'urgence (essentiellement alimentaire) d'environ 500 millions de dollars (2,5 milliards de francs). Il y a six ans, quelque 2 000 Américains vivaient encore au Libéria (contre un peu plus de 400 aujourd'hui), beaucoup d'entre eux étant employés par la société Firestone, qui gère une vaste plantation d'hévéas à une cinquantaine de kilomètres de Monrovia.

La nature particulière des relations américano-libériennes, bien que de plus en plus ténues, interdit donc un départ pur et simple des Etats-Unis, tout autant qu'une action militaire pour tenter de séparer les factions.

Laurent Zecchini

COMMENTAIRE

LAISSÉS

POUR COMPTE

La dernière explosion qui convulse le Libéria, depuis une semaine, éclaire d'un jour cru les principaux responsables d'une inévitable agonie. Les factions armées libériennes d'abord. C'est la plus importante d'entre elles, le NPFL de Charles Taylor, qui a pris l'initiative de la rupture, en se vêtant des oripeaux de l'Etat de droit, et en prétendant arrêter pour meurtre le chef d'un groupe rival, Roosevelt Johnson. On a bien vu alors que le NPFL - qui déclencha la guerre civile, il y a plus de cinq ans - ne disposait ni de la légitimité ni de la puissance nécessaires pour aller jusqu'au bout de ses prétentions. En quel-

ques heures, ses « combattants » ont échappé à tout contrôle et, comme la plupart des jeunes gens (souvent des enfants) recrutés par les chefs de guerre, ont retrouvé leurs habitudes de pillards et d'assassins, rejoints par des soudards de toutes obédiences.

Les « casques blancs » de la force d'interposition ouest-africaine ont également perdu beaucoup de leur crédit, déjà bien entamé par les exactions commises depuis 1990. Dirigés par le Nigeria, ils avaient réussi à gagner une relative popularité dans la région de Monrovia en y assurant un minimum de sécurité. Leur passivité, voire leur complicité, devant les récents pillages, a montré à quel point le Nigeria était paralysé par ses compromissions passées avec certaines factions. L'Occident enfin - incarné en la circonstance par les Etats-

Unis, qui font figure ici d'ancienne puissance coloniale - manifeste encore une fois son terrible égoïsme en déployant des moyens colossaux pour sauver des vies humaines à Monrovia, à la condition expresse qu'elles ne soient pas africaines.

En Sierra Leone, pays voisin du Libéria, également en proie à une guerre civile d'une extrême sauvagerie, les civils ont voté en masse le mois dernier, manifestant leur volonté de sortir d'une logique imposée par des guerilleros et des militaires en lesquels ils ne se reconnaissent pas. Les Libériens, s'ils se voyaient proposer pareille opportunité, en profiteraient vraisemblablement pour congédier les chefs de bande qui ont détruit leur pays. Mais qui leur en donnera les moyens ?

Thomas Sotinel



A la recherche d'un impossible cessez-le-feu

Malgré les pressions extérieures, occidentales et africaines, les factions libériennes n'ont pas réussi à conclure un cessez-le-feu durable malgré la présence, depuis six ans, de la Force d'interposition ouest-africaine (Ecomog), conduite par le Nigeria.

● 1990 9 septembre : capturé par les rebelles de Prince Johnson, le président Samuel Doe meurt sous la torture.

19 : l'Ecomog qui avait débarqué, en août, à Monrovia, annonce une « offensive totale contre les factions rebelles ».

22 : chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL), qui contrôle la majeure partie du pays, Charles Taylor ordonne un cessez-le-feu unilatéral, avant de promettre des élections générales à très court terme.

28 novembre : sous les auspices de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), les trois parties belligères signent, à Bamako, au Mali, un nouvel accord de cessez-le-feu.

● 1991 13 février : les principales factions signent, à Lomé, au Togo, un accord d'application du cessez-le-feu.

19 mars : la Conférence de réconciliation nationale s'ouvre, à Monrovia, en l'absence de M. Taylor.

31 octobre : le NPFL accepte de

confier à l'Ecomog le soin de contrôler l'ensemble du pays, et de superviser le désarmement des factions belligères.

● 1992 7 novembre : sept chefs d'Etat de la Cedeao donnent carte blanche à l'Ecomog pour imposer à M. Taylor le respect du cessez-le-feu.

● 1993 17 juillet : un accord de cessez-le-feu est conclu, à Genève, sous l'égide de l'ONU, qui prévoit l'organisation d'élections générales.

● 1994 12 septembre : les factions en guerre s'engagent, une nouvelle fois, au Ghana, à cesser immédiatement les hostilités et à mettre en œuvre un plan de paix.

● 1995 20 août : les chefs de guerre libériens signent à Abuja, au Nigeria, un onzième accord de paix en six ans de guerre civile.

14 décembre : les troupes de l'Ecomog qui contrôlaient Monrovia et ses alentours commencent à se déployer dans le reste du pays.

28 décembre : une faction de l'ethnie Khran, dirigée par Roosevelt Johnson, se heurte à l'Ecomog.

● 1996 10 avril : les factions armées s'affrontent de nouveau dans Monrovia, tandis que les Etats-Unis mettent sur pied un plan d'évacuation des étrangers.

Le Liban redoute l'« encouragement » américain aux opérations israéliennes sur son territoire

Beyrouth a demandé à Paris d'intervenir auprès de Washington et de Jérusalem

Treize personnes ont été tuées et trente-neuf autres blessées, vendredi 12 avril, par les bombardements israéliens contre plusieurs localités

libanaises désertées par leurs habitants. Opérations qui ont repris samedi matin. Le Hezbollah a tiré plusieurs salves de roquettes contre le

nord d'Israël. Désespérant d'une intervention américaine pour calmer les esprits, le Liban a demandé à la France d'intervenir.

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale
« La seule solution à cette guerre folle est politique et réside dans un retrait d'Israël du Liban sud. Le Liban a aujourd'hui un gouvernement et une armée forte et peut garantir la sécurité à sa frontière sud. » Devant la très nette aggravation de la situation au Liban, bombardé toute la journée du vendredi 12 avril par l'aviation et l'artillerie israéliennes, le premier ministre, Rafic Hariri, a déclaré, lors d'une conférence de presse, qu'aucune autre solution ne lui paraissait de nature à mettre fin à l'escalade en cours.

Reconnaissant qu'Israël avait tous les moyens de détruire le Liban et que cette opération visait à faire pression sur son gouvernement pour qu'il désarme le parti intégriste chiite du Hezbollah, M. Hariri a répété : « Le Hezbollah représente la résistance. Israël nous demande, en fait, de l'aider à occuper notre terre. Nous ne le ferons pas. La manière dont Israël veut résoudre le problème du Hezbollah est fautive et vaine. » En attendant, a-t-il ajouté, fataliste, « nous subissons les pressions ».

LA SYRIE VISÉE

Les dirigeants libanais ne font toutefois pas mystère de leurs inquiétudes, renforcées par le sentiment que Washington a donné une sorte de feu vert à l'armée israélienne. La déclaration du porte-parole du département d'Etat, pour qui « les agissements du Hezbollah et les violentes attaques à la roquette contre la population civile du nord d'Israël sont pour une large part d'origine de cette dernière série d'agissements », n'a pu que conforter leurs craintes. La déclaration, la veille, du secrétaire d'Etat, Warren Christopher, rejetant la responsabilité de l'escalade sur le seul Hezbollah, avait été jugée par M. Hariri

comme un « encouragement » pour Israël. Lors d'une situation similaire en 1993, M. Christopher avait interrompu un voyage en Asie pour entreprendre une intense action diplomatique auprès d'Israël, de la Syrie et du Liban, afin de parvenir à un cessez-le-feu. Son intervention avait abouti à un accord qu'Israël semble aujourd'hui remettre en cause et qui stipulait que l'affrontement entre l'Etat juif et le Hezbollah se limiterait à la seule « zone de sécurité », créée par le

trêve durable pendant les négociations de paix. « Israël occupe une partie du Liban depuis 1978 et a tout essayé sans succès, affirme un homme politique libanais. Qu'est-ce qu'il peut encore faire que nous n'ayons déjà vu ? » L'interrogation, à l'initiative d'Israël, des négociations de paix avec la Syrie, qui, selon de bonnes sources, a refusé d'intervenir pour freiner le Hezbollah, ne contribue pas à calmer le jeu.

Dans un violent réquisitoire contre Israël, la radio syrienne a af-

firmé vendredi qu'« il sera très difficile d'éliminer les séquelles de la politique suivie par Pères. (...) Les dirigeants israéliens, mais par des su-
renchères électorales, pourraient se retrouver à jamais prisonniers d'une politique dont ils ne pourraient se débarrasser ». Radio-Damas a, d'autre part, invité les Arabes et la communauté internationale à « réviser complètement » leur position à l'égard de l'Etat juif.

Sur le terrain, Israël s'en est pris directement à la Syrie, en bombardant par hélicoptères un dépôt de munitions de l'armée syrienne, non loin de l'aéroport de Beyrouth

M. Chirac s'entretient avec M. Clinton et M. Pères

Le président français, Jacques Chirac, s'est entretenu, vendredi 12 avril, par téléphone, avec le président américain Bill Clinton et avec le premier ministre israélien, Shimon Pères, de la détérioration de la situation au Liban. La France, dont le Liban a officiellement demandé l'intervention diplomatique, est « très préoccupée par le danger d'engrenage de la violence qui pourrait menacer le processus de paix », a-t-on indiqué à la présidence de la République, où l'on a précisé que Paris intervenait « auprès des autorités du Liban, de la Syrie et de l'Iran », outre celles d'Israël.

C'est le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, qui a pris contact avec Beyrouth, Damas et Téhéran, a-t-on appris de bonne source. « La France, a indiqué la présidence de la République, appelle les parties à faire preuve de retenue et de responsabilité. » M. Chirac était rentré, mardi, d'une visite officielle de cinq jours au Liban et en Egypte. — (AFP)

premier au Liban sud. Aucune initiative du genre n'est prévue à l'heure actuelle, et il semble au contraire que Beyrouth ait du mal à se faire entendre à Washington. « Nous n'arrivons pas à faire admettre par les Etats-Unis qu'il y a aussi des civils libanais qui meurent », affirme un ministre. C'est, sans doute, pour cette raison que le Liban s'est tourné vers la France, lui demandant d'intervenir à la fois auprès des Etats-Unis et d'Israël pour calmer le jeu.

Pour le Liban, il ne faut pas de doute qu'Israël cherche désormais à transformer l'accord de 1993 en

firmé vendredi qu'« il sera très difficile d'éliminer les séquelles de la politique suivie par Pères. (...) Les dirigeants israéliens, mais par des su-
renchères électorales, pourraient se retrouver à jamais prisonniers d'une politique dont ils ne pourraient se débarrasser ». Radio-Damas a, d'autre part, invité les Arabes et la communauté internationale à « réviser complètement » leur position à l'égard de l'Etat juif.

Sur le terrain, Israël s'en est pris directement à la Syrie, en bombardant par hélicoptères un dépôt de munitions de l'armée syrienne, non loin de l'aéroport de Beyrouth

Visite-éclair du pape dans la capitale tunisienne

Jean Paul II se rend auprès d'une petite communauté catholique et poursuit son dialogue avec l'islam modéré

TUNIS

de notre envoyé spécial
C'est à une communauté catholique moins grande que la plus petite paroisse de Rome que le pape rend une visite-éclair de dix heures, dimanche 14 avril, à Tunis. On l'évalue généreusement à 20 000 personnes, dont la moitié d'épouses (d'origine étrangère) de Tunisiens musulmans, et à un millier de pratiquants : outre cent soixante-dix religieux, quarante prêtres et religieux, essentiellement des diplomates et des coopérants. Avant l'indépendance, en 1956, la communauté chrétienne de Tunisie comptait près de 300 000 fidèles, ainsi que plusieurs dizaines d'églises, dont la plupart sont passées sous le contrôle de l'Etat.

Cette petite Eglise tunisienne a chèrement payé le prix de l'époque coloniale et d'une tentative maladroite de restaurer alors un climat de chrétienté, dans un pays musulman qui avait gommé tout son héritage antislamique, riche de ses figures d'évêques, de martyrs et de saints (Augustin, Cyprien, Perpétue, etc.). Le journal du diocèse de Tunis ne s'appelle-t-il pas *La Tunisie catholique* ? Et pour le Destour, le parti nationaliste d'Habib Bourguiba, le Congrès eucharistique de Carthage, en 1930, avec ses défilés d'enfants habillés en croisés, resta longtemps un scandale.

Si les jeunes Tunisiens ignorent tout de ce passé, les plus âgés regardent encore cette communauté chrétienne comme une survivance étrangère. D'où les réserves émises avant la visite du pape — jusqu'au sein de la conférence des évêques d'Afrique du Nord —, dans des communautés religieuses qui ne conçoivent leur présence en terre musulmane que gratuite et discrète. Dans dix-sept établissements, elles scolarisent six mille élèves musulmans, prennent en charge des enfants handicapés et abandonnés, alors qu'à Tunis, l'Institut des belles-lettres arabes (IBLA), fondé en 1926 par les Pères blancs, reste un centre de rayonnement intellectuel.

A cette présence chrétienne « enfouie » dans la société musulmane, s'oppose une autre vision défendue en particulier par l'évêque de Tunis, Mgr Fouad Twal, un jordanien de cinquante-cinq ans nommé en 1992, pour qui l'Eglise doit rompre avec des « complexes » issus du passé colonial et retrouver une « visibilité » en pays arabe et musulman. Selon lui, c'est une question de vie et de mort pour le christianisme au Maghreb, condamné, avant même les menaces islamistes, par l'âge du clergé, l'absence de séminaire et de vocations autochtones et étrangères.

Défendre cette présence chrétienne et poursuivre le dialogue avec l'islam modéré, tel sera le double message de la visite du pape en Tunisie, la troisième en pays arabe, après le Maroc (1985) et le Soudan (1993). Mais cet enjeu religieux risque d'être éclipsé par la polémique politique à laquelle elle donne lieu. Les opposants et militants des droits de l'homme,

ainsi qu'une partie du clergé, voient dans la poignée de mains de dimanche, au palais de Carthage, entre le président Ben Ali et Jean Paul II, en présence d'un millier d'invités politiques et religieux, une caution à un régime qui multiplie les arrestations arbitraires, musèle la presse, et dont l'obsession sécuritaire s'exerce même au détriment d'un clergé pourtant inoffensif. Une récente retraite de prêtres à Monastir a été troublée par une visite des services de police.

Cette situation n'altère pas la volonté de l'évêque de Tunis. « Des policiers font du zèle, mais ce n'est pas la ligne du gouvernement », dit au Monde Mgr Twal, obligé — en principe — de soumettre à l'approbation des autorités ses lettres pastorales. Il explique : « La Tunisie a des voisins turbulents comme la Libye et l'Algérie. Les autorités ont le droit de savoir ce que nous disons et ce que nous faisons. Nous voulons être transparents. Il ne faut pas dramatiser les visites des policiers dans nos églises. » C'est un avis qui est loin d'être partagé dans une communauté chrétienne inquiète de cette dérive autoritaire, mais qui croit

Troisième séjour, depuis 1985, en pays arabes, après le Maroc et le Soudan

cependant le régime d'une volonté de promouvoir un islam modératiste et ouvert aux autres religions.

La réforme de l'instruction religieuse a atténué l'enseignement supérieur et ouvre des perspectives nouvelles. Au département religieux de la faculté des lettres, des étudiants préparent des thèses sur la doctrine sociale de l'Eglise ou sur la théologie de la libération. A l'Institut de théologie de la ville universitaire Zitouna, l'enseignement intègre, désormais, des cours de religions comparées et d'histoire des religions. Son recteur, Jeloud Jribi, vient de signer des accords avec l'université de la Grégorienne à Rome et l'Institut pontifical d'études arabes.

Un tel effort, destiné à couper l'herbe sous le pied des islamistes (dont les meneurs sont en prison ou en exil), n'est encore qu'à l'état d'ébauche, dans un pays où le dialogue islamo-chrétien n'a jamais réuni que quelques spécialistes isolés. « Il ne faut pas se faire trop d'illusions sur ce que la société tunisienne est capable d'assimiler de l'extérieur », dit Jean Fontaine, Père blanc dans le pays depuis quarante ans, grand spécialiste de littérature arabe. Il ajoute : « Je connais bien leur culture, mais il me restera toujours cette blessure : l'impossibilité de partager avec mes amis tunisiens, sans prosélytisme, ma foi de chrétien, soit ce que j'ai de plus profond en moi. »

Henri Tincq

M. Pères risque d'être pris dans l'engrenage qu'il dénonça en 1982

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le spectre d'une intervention massive, comme en 1982, a resurgi, vendredi 12 avril, à l'issue de la deuxième journée de bombardements israéliens au Liban. Même les analystes les plus adoucés n'auraient jamais imaginé que moins de six mois après avoir endossé les deux uniformes de premier ministre et de ministre de la défense de son prédécesseur assassiné, Shimon Pères serait le grand ordonnateur d'une série de raids aériens contre Beyrouth et de l'exode de centaines de milliers de villageois libanais vers le nord de leur pays. En blouson noir, la mèche rebelle, le chef du gouvernement s'est rendu près du théâtre des opérations, à Kiyat Shmona, où il a annoncé que les bombardements continueraient « jusqu'à ce que la vie à Kiyat Shmona reprenne son cours normalement ».

M. Pères — les Israéliens ne l'ont pas oublié — fut l'un des plus farouches opposants à l'invasion du Liban, orchestrée par la droite, en juin 1982. Premier ministre du gouvernement de cohabitation en mai 1985, il avait ordonné l'évacuation des soldats israéliens du territoire libanais jusqu'à la limite nord de la « zone de sécurité », toujours occupée aujourd'hui. En faisant attaquer la capitale libanaise à plusieurs reprises au cours des dernières quarante-huit heures, c'est un tabou vieux de quatorze années qui a été brisé par le numéro un

travaille. L'éditorialiste du quotidien *Yediot Aharonot*, Nahoum Barnea, a rappelé, vendredi, qu'au vu des expériences passées, « il était plus facile d'arriver jusqu'à Beyrouth que d'en repartir ». Certes, a-t-il ironisé, « des Arabes bombardés n'ont jamais porté préjudice à un gouvernement israélien à quelques semaines d'un scrutin », mais le danger du dérapage et du retour dans le bourbier libanais est grand : « L'axe Beyrouth-Kiyat Shmona, qu'a établi Pères, risque de le poursuivre jusqu'aux élections du 29 mai. » D'ici là, chaque incident à la frontière nord d'Israël sera désormais source de pression pour le forcer à frapper de nouveau Beyrouth.

RIPOSTE DU HEZBOLLAH

Après l'annonce par Radio-Damas de la mort d'un soldat syrien sous le feu des hélicoptères israéliens, le ministre des affaires étrangères, Ehoud Barak, a adopté le ton dur qu'il affectionnait il y a peu, dans son uniforme de chef d'état-major, pour expliquer que les Syriens n'étaient pas la cible des pilotes israéliens. « C'est le Hezbollah que nous visons, pas les Syriens », a-t-il affirmé, sans pour autant manifester le moindre regret pour les pertes syriennes. « Personne ne doit nous déranger. Celui qui nous tire dessus s'expose à notre riposte », a-t-il ajouté, faisant allusion à la DCA syrienne. « Celui qui n'apprécie pas nos opérations aurait dû se réveiller plus tôt et empê-

cher le Hezbollah de nuire. D'ailleurs, il peut encore le faire s'il le souhaite », a conclu le chef de la diplomatie.

Les tirs de roquettes du Hezbollah contre la Galilée, vendredi matin, en riposte aux raids aériens lancés la veille par l'armée israélienne, ont blessé cinq personnes, dont une jeune femme, grièvement touchée. Au total, sept salves de katouchas, les célèbres « organes de Snail », ont été tirées, vendredi, par le Hezbollah contre le nord d'Israël, faisant d'importants dégâts matériels. Selon un rituel bien établi, l'artillerie israélienne puis l'aviation ont chassé toute la journée des positions chiites.

« Nos intentions sont fermes », a expliqué le chef du renseignement, le général Bougi Yablon. Nous recommandons aux paysans qui servent de boucliers au Hezbollah de s'éloigner, car nous comptons continuer nos tirs contre les villages. Nous frapperons le Hezbollah tant qu'il ne sera pas brisé. Et nous avons le souffle nécessaire pour continuer longtemps. Mais M. Pères n'a pas caché à ses plus proches collaborateurs qu'il souhaitait que le calme soit rapidement restauré afin de ne pas risquer de compromettre l'image de « faiseur de paix » qu'il s'est construite. Il n'a pas oublié que la guerre israélienne au Liban, en 1982, fut le prolongement de la campagne électorale, menée au rythme des attaques de l'OLP à partir du Liban contre le nord d'Israël, par Menahem Begin, le premier ministre de l'époque. — (Interim.)

Françoise Chipaux

La France et l'Allemagne vont créer à Kiev un centre de recherche sur Tchernobyl

APRÈS QUATRE JOURS de travaux à Vienne, experts et politiques restent très divisés sur les leçons à tirer de la catastrophe de Tchernobyl. Le seul résultat concret a été l'annonce, vendredi 12 avril, de la création à Kiev d'un centre international de recherche scientifique, chargé de faire la lumière sur les conséquences de l'accident de 1986, tant en Ukraine qu'en Russie et

Belonssie. C'est le ministre français de l'environnement, Corinne Lepage, qui a annoncé cette décision, prise en commun avec son homologue allemand, Angela Merkel, qui présidait cette Conférence internationale sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. La France et l'Alle-

magne financeront le fonctionne-

ment du centre à hauteur de 1 million de francs par an. Cette décision confirme le rôle prépondérant de la coopération franco-allemande en matière de nucléaire à l'est. Lors de la Conférence paneuropéenne de l'environnement réunie à Sofia (Le Monde du 27 octobre 1995), Corinne Lepage et Angela Merkel avaient déjà proposé une aide franco-allemande à la Bulgarie pour la fermeture de la centrale nucléaire de Kozlodouy. Des entreprises françaises et allemandes sont aussi associées au projet du consortium Alliance, qui a fait l'étude de faisabilité pour la reconstruction du sarcophage. Le centre de recherche de Kiev réunira les compétences des experts français de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN)

et des experts allemands du GRS (Phonologie du IPSN), déjà associés sur le terrain depuis 1991 aux termes d'un programme lancé par l'Union européenne.

DÉTOURNEMENT DE L'AIDE

A Vienne, le ministre allemand a déploré que les participants n'aient pas pris plus fermement position en faveur de la fermeture de toutes les centrales nucléaires considérées en Occident comme peu sûres, qu'il s'agisse des quinze réacteurs RBMK du type de Tchernobyl ou des réacteurs plus récents du type VVER 440, comme celui de Kozlodouy. Lors d'une conférence de presse, le 12 avril, elle a expliqué que, faute de pouvoir obtenir leur fermeture, il fallait « apporter des améliorations aux

réacteurs existants, car il serait irréalisable de ne rien entreprendre ». Et elle a admis que, dix ans après la catastrophe, il était difficile de tirer des conclusions définitives : « Nous avons eu le courage de dire que, jusqu'à présent, nous ne savions pas grand-chose. »

De fait, les experts n'ont pu se mettre d'accord sur les conséquences sanitaires de l'accident nucléaire. Nul ne sait avec précision ce qu'il est advenu des quelque 600 000 « liquides » que l'Union soviétique avait alors mobilisés pour construire en toute hâte le sarcophage et décontaminer le site alentour. Ces personnels, pour la plupart militaires à l'époque de leur engagement, étaient venus de toute l'Union soviétique et se sont dispersés ensuite. Quant aux

4 millions d'habitants qui ont subi les retombées radioactives, il est toujours aussi difficile de faire la part des maladies induites ou non par la radioactivité. Les experts réunis à Vienne estiment qu'il faudra attendre encore une dizaine d'années pour percevoir une augmentation significative des cancers. La seule donnée sûre reste le nombre de cas de cancers de la thyroïde observés chez les enfants de moins de quinze ans : environ huit cents au total, dont la moitié dans la seule Biélorussie. Ces enfants, une fois opérés par ablation de la glande thyroïde, devaient normalement survivre à condition de suivre un traitement à vie.

A Kiev, une commission parlementaire chargée de lutter contre la corruption a révélé vendredi 12 avril

que « 70 % des enfants de Tchernobyl nécessitant des soins médicaux n'ont reçu aucune assistance », comme l'a indiqué son président, Grigori Omelchenko. L'argent de l'aide aurait été détourné par des fonctionnaires lors de séjours de vacances et des voyages à l'étranger, en lieu et place des enfants victimes de la catastrophe. Quant aux appartements réservés aux liquidateurs, ils seraient souvent occupés par des personnes n'y ayant pas droit.

A Moscou, les officiels occidentaux chargés de préparer la conférence du G7 sur le nucléaire à l'est, les 19 et 20 avril prochains, se déclarent très pessimistes sur les chances d'un accord.

Roger Cans

Les négociations avec Bagdad progresseraient, selon l'ONU

IRAK. Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a donné l'impression, vendredi 12 avril, qu'il s'impliquait désormais personnellement dans les négociations ONU-Irak sur la formule « pétrole contre nourriture » qui ont atteint un stade délicat. Jugant qu'il était temps d'informer les membres du Conseil de sécurité de l'avancement des pourparlers et « des progrès réalisés jusqu'à présent », selon un porte-parole de l'ONU, il a reçu séparément les membres du Conseil, dont le président en exercice, Juan Somavia. Celui-ci a déclaré qu'il y avait encore « des problèmes en suspens », mais que M. Boutros-Ghali était « prudemment optimiste ». Selon des diplomates, le principal obstacle est lié aux modalités de distribution au Kurdistan d'une partie de l'aide générée par les revenus pétroliers. Les négociateurs devaient continuer leurs travaux durant le week-end. — (APR)

MAGHREB

■ ALGERIE : les sept moines trappistes français enlevés, il y a une quinzaine de jours, par un groupe armé non identifié devraient être toujours vivants, a indiqué, vendredi 12 avril, un responsable de l'ordre des trappistes à Rome, d'après des « rumeurs et éléments d'informations » collectés par le Père Armand Veilleux, procureur général de l'ordre, qui s'est récemment rendu sur place. — (APR)

EUROPE

■ ESPAGNE : le roi Juan Carlos a proposé, vendredi 12 avril, José María Aznar, chef du Parti populaire (PP), vainqueur aux législatives du 3 mars, comme candidat à la présidence du gouvernement pour succéder au socialiste Felipe Gonzalez. Pour être élu, M. Aznar, qui ne dispose pas de la majorité absolue au Parlement, compte sur l'appui des seize députés nationalistes catalans de Convergence et unité (CIU). — (APR)

■ ALLEMAGNE : la justice a indiqué, vendredi 12 avril, qu'elle envisageait d'inculper des techniciens chargés de la maintenance de l'aéroport international de Düsseldorf après l'incendie qui a causé, jeudi, la mort de seize personnes et fait cent cinquante blessés. D'après les enquêteurs, des travaux de soudure dans l'aéroport seraient à l'origine de l'incendie. — (APR)

■ GRANDE-BRETAGNE : plus de 7 000 incidents racistes sont constatés chaque année, depuis 1992, au Royaume-Uni, d'après un rapport à la commission des droits de l'homme de l'ONU rendu public vendredi 12 avril à Genève. — (APR)

■ POLOGNE : les anciens présidents Wojciech Jaruzelski et Lech Walesa percevront, désormais, une retraite selon une loi votée par la Diète, vendredi 12 avril. Cette question avait été soulevée par Lech Walesa qui, se disant à court de ressources, avait décidé de reprendre son ancien emploi d'électricien aux chantiers navals de Gdansk. — (APR)

■ RUSSIE : le premier avion militaire franco-russe, le Mig-AT, a été présenté pour la première fois vendredi 12 avril à Moscou. Cet appareil d'entraînement, vendu 12 millions de dollars (60 millions de francs) l'unité, a été conçu par Mapo-Mig et utilise un réacteur, le Larzac, du groupe français Snecma-Turbomeca et des équipements de Sextant-Avionique, Hispano-Suiza et de Messier-Bugatti. — (APR)

■ Une journaliste russe, Nadejda Chaikova, trente-trois ans, disparue en mars alors qu'elle couvrait le conflit tchétchène pour l'hebdomadaire *Obochtchoua Gazeta*, a été retrouvée tuée d'une balle dans la nuque. Elle est la seizième journaliste à avoir trouvé la mort en Tchétchénie. — (APR)

AFRIQUE

■ NIGERIA : les enquêteurs de l'ONU au Nigeria ont déclaré, vendredi 12 avril, avoir rencontré trois opposants, dont Moshood Abiola, emprisonné depuis juin 1994. — (Reuters)

■ RWANDA : le représentant des Nations unies au Rwanda, Shahrar Khan, a annoncé, vendredi 12 avril, qu'il quitterait ses fonctions en raison de l'incertitude qui pèse sur le sort de l'organisme politique censé remplacer la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda), dont le mandat a expiré le 8 mars. — (Reuters)

ÉCONOMIE

■ MONNAIE UNIQUE : « L'Allemagne et la France ne sont pas qualifiées à l'heure actuelle. (...) De gros efforts sont encore nécessaires dans ces deux pays pour remplir les critères de Maastricht », a déclaré, vendredi 12 avril, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer. Sans l'Allemagne et la France, l'Union monétaire a peu de chances de démarrer au 1^{er} janvier 1999, a-t-il ajouté. — (APR)

« J'ai beau être romaine et communiste, je voterai pour toi »

En campagne, en Italie, avec Walter Veltroni, le numéro deux du Parti démocratique de la gauche

Alors que le premier face-à-face télévisé entre Silvio Berlusconi, le chef de la coalition de droite, et son adversaire de gauche, l'économiste Romano Prodi, s'est terminé, vendredi 12 avril, par un match nul, Walter Veltroni, le numéro deux du Parti démocratique de la gauche (PDS), principal

parti de l'Alliance progressiste, veut donner une image résolument moderne de sa formation, héritière de l'ancien Parti communiste.

ROME

Walter Veltroni semble parfaitement à l'aise en cette matinée ensoleillée, via Portico d'Ottavia, à quelques encablures de Piazza Venezia, au cœur du centre historique de la capitale, un quartier populaire, où échoppes d'artisans et petits commerces continuent de prospérer. Une femme l'apostrophe : « J'ai beau être romaine et communiste, je voterai quand même pour toi... »

Walter Veltroni, la quarantaine dynamique, journaliste — il est directeur de *L'Unità*, le quotidien du PDS — et numéro deux du parti, n'a en effet pas grand-chose en commun avec l'image de cadre issue du séral communiste où il s'est pourtant formé. D'abord à la jeunesse communiste, puis au secteur communication. Non, Walter Veltroni c'est plutôt *l'Americano*, comme on l'appelle pour ses modèles d'outre-Atlantique. Des frères Kennedy à Clinton en passant par la culture on the road. Cet artisan de la transformation de l'ex-PCI en Parti démocratique de la gauche, un PDS qu'il veut emmener encore plus loin vers un modèle de parti démocrate à l'américaine, est aujourd'hui l'homme-clé de la coalition de L'Olivier, le rassemblement de centre gauche. C'est de sa capacité de mobiliser et de fonder sur son nom et ceux de ses coéquipiers toutes les composantes du centre et de la gauche italienne que dé-

pendra la naissance d'une véritable gauche de gouvernement, moderne et crédible.

Walter Veltroni, c'est aussi le prototype de la nouvelle classe politique italienne, celle qui émerge de la crise profonde qu'a traversée le pays avec les enquêtes « Mani pulite ». Il est à l'origine de deux néologismes, le *buonismo* et le *veltronismo* — à savoir la courtoisie en politique.

TROIS THÈMES-CLÉS

De la défaite électorale de 1994, Walter Veltroni a tiré une conclusion qui est devenue son credo politique : la nécessité d'être constructif et de ne pas se limiter à contrer l'adversaire. En cela, il se démarque résolument de la position de parti d'opposition dans laquelle s'est cantonnée la gauche italienne au cours des décennies. Ces élections, il est déterminé — condamné ? — à les gagner. Pour gouverner et mettre ses idées en pratique. De son programme, qu'il s'applique à expliquer, aussi bien dans un « bar à vin », avec surtout des jeunes, que dans des palais princiers où on l'invite, on peut retenir trois thèmes-clés.

Priorité : il faut investir sur le capital humain, en premier lieu l'éducation, l'Université, la recherche. L'intellectuel de gauche n'est pas loin, mais l'angle d'attaque a changé. Il ne s'agit plus de prôner l'égalité pour tous, trop souvent synonyme de nivellement par le bas, mais bien de l'égalité

des chances : « On doit donner à chacun l'opportunité de partir sur la même ligne de départ sans handicap. »

Autre thème : favoriser les forces productives du pays et en particulier les PME, fer de lance de la compétitivité italienne. Là, c'est déjà le responsable de gouvernement qui parle. Un troisième argument enfin, preuve que chez Veltroni le pragmatisme l'emporte : « dédramatiser ». Un sujet qui a fait le beau jeu de la droite, mais que le candidat aborde sans tabou : « Avec une jungle de 150 000 lois, on ne peut pas être un Etat moderne. L'Italie doit se penser comme une entreprise et ses fonctionnaires changer de philosophie en se tournant vers un modèle de productivité et de qualité du service. » Un discours qui n'est pas fait pour déplaire aux électeurs de sa circonscription, le centre historique de la capitale dont — faut-il le rappeler ? — c'est Silvio Berlusconi qui y fut élu lors des dernières législatives. C'est là tout le charme et le paradoxe du personnage.

Candidat-député, Veltroni a choisi une circonscription difficile — son opposant est l'ancien garde des sceaux Filippo Mancuso, nouveau « choucho » de Silvio Berlusconi sur les questions judiciaires —, mais à combien symbolique. S'il a son franc-parler, il tente de ne pas sombrer dans la démagogie ambiante. Face à ses adversaires qui, comme aime-t-il le rappeler, ont l'impu-

dence de promettre « moins d'impôts pour tous », il affirme, par exemple, que la pression fiscale ne pourra pas baisser. Attablé à l'heure de la pause déjeuner avec un échantillon mélangé d'entrepreneurs, cadres et commerçants de la très huppée via Veneto, le candidat illustre sa promesse d'une simplification fiscale. Puis enfourche un autre cheval de bataille : enrichir la vie culturelle du centre-ville.

De Paris, il évoque le rayonnement de la Fnac. De Rome, il déplore la fermeture des cinémas. Cinéphile, il n'oublie pas qu'en son temps il a fait des études de mise en scène. Et son discours est ponctué d'images empruntées au septième art. Ses références, c'est Woody Allen, Nanni Moretti et Marx (Groucho, s'entend). Chaque semaine, ses critiques sur le cinéma sont d'ailleurs toujours là, dans le supplément de *La Repubblica*. Lors des « états généraux » de L'Olivier pour la culture, qui se sont tenus dans un théâtre romain, Veltroni a été promu sur-le-champ comme le nouvel espoir en ce domaine en recevant au passage un baiser passionné d'un Roberto Benigni déchaîné.

Walter « le Bon » triomphera-t-il des « méchants » ? Beaucoup l'espèrent et sont même prêts à lui pardonner l'impardonnable, à Rome : être supporter inconditionnel de la Juventus de Turin.

Salvatore Aloisio

Des promesses d'argent frais pour la reconstruction en Bosnie

BRUXELLES
de notre correspondant

Parrainée par la Commission européenne et la Banque mondiale, la seconde conférence internationale pour la reconstruction de la Bosnie devait s'achever samedi 13 avril à Bruxelles par des promesses d'argent frais évaluées vendredi à quelque 900 millions de dollars (4,5 milliards de francs) pour l'année 1996. Ces sommes s'ajoutent aux 600 millions de dollars (3 milliards de francs) promis par divers donateurs lors d'une première conférence, en décembre 1995. L'objectif que s'étaient fixé la Banque mondiale et la Commission était d'atteindre 1,2 milliard de dollars pour l'ensemble de l'année.

En fait, une certaine imprécision demeure dans les chiffres avancés, car, parmi la soixantaine de pays et la trentaine d'organisations invitées, la distinction n'était pas toujours faite clairement entre dons et prêts, entre aide à la reconstruction et aide humanitaire, entre aide bilatérale et aide multilatérale, entre aide bilatérale et la part de chaque pays dans la contribution de l'Union européenne. En 1996, cette contribution, en propre, de l'Union européenne sera de 370 millions de dollars (1,85 milliard de francs), dont 113 millions de dollars déjà utilisés.

La France évalue son apport total à 400 millions de francs. Mais en précisant clairement qu'elle compte là-dedans ce que son armée a

déjà fait en Bosnie en matière de reconstruction d'infrastructures et sa contribution à l'aide communautaire. Ses nouveaux engagements pris samedi à titre bilatéral sont seulement de l'ordre de 25 millions de francs. Comme les autres pays donateurs, elle consacrera directement cette somme au financement de travaux effectués par ses entreprises : EDF, GDF, France Télécom, etc. Seule l'aide multilatérale donne lieu à des appels d'offres internationaux.

COMPARAISONS

Chacun a sa propre perception du problème de l'aide. Les Allemands ont fait valoir que les dépenses occasionnées par la présence de quatre cent mille réfugiés sur leur territoire les mettent dans une situation à part. Dans le petit jeu des comparaisons, certains se demandent si des dons arabes destinés au financement de nouvelles mosquées peuvent être mis sur le même plan que la reconstruction des infrastructures civiles.

Pour la Commission européenne et la Banque mondiale, les priorités sont la reconstruction de logements destinés aux réfugiés et la création d'emplois à attribuer aux deux cent mille soldats démobilisés en Bosnie.

Un autre objectif essentiel est la destruction des mines. « Plus nombreuses que les habitants » en Bosnie. Les déminages effectués

par l'IFOR (la force de mise en œuvre des accords de paix, sous l'égide de l'OTAN) sont en effet limités aux passages militaires. Tout le reste incombe à l'aide civile à la reconstruction, ce travail étant accompli par des entreprises spécialisées — principalement françaises, britanniques et américaines — qui se font bien payer. Sur les 200 millions de dollars supplémentaires promis par les Etats-Unis, 50 iront aux opérations de déminage.

A moyen terme, l'Union européenne veut conduire la Bosnie à une économie de marché, alors que son industrie ne tourne plus qu'à 15 % de sa capacité. Le problème est d'éviter les duplications entre la Fédération croato-musulmane et la République serbe de Bosnie, par exemple un aéroport international pour chacune. Les quinze espèrent pouvoir croiser les économies des anciens belligérants et les rendre interdépendantes. Présentée comme le résultat temporaire des pressions de Radovan Karadzic et du général Ratko Mladic sur le premier ministre Rajko Kasagic, plus fréquentable, l'absence des Serbes de Bosnie à l'ouverture de la conférence n'a pas été dramatisée. L'objectif déclaré est d'aider l'ensemble des populations de la Bosnie.

Jean de la Guévière

Lire aussi notre enquête page 13

L'homme qui a fait peur aux Japonais

Le président des Etats-Unis a nommé Mickey Kantor secrétaire au commerce

WASHINGTON

La concomitance des deux événements ne devait rien au hasard : Bill Clinton a profité, vendredi 12 avril, d'une cérémonie organisée à la Maison Blanche pour saluer l'augmentation des exportations automobiles américaines au Japon, pour annoncer la nomination au poste de secrétaire au commerce de Mickey Kantor, l'un des principaux artisans de cette percée industrielle. C'est en effet une photo fameuse qui définit le mieux celui qui exerceait jusque-là les fonctions de représentant américain pour le commerce : sur ce cliché, Mickey Kantor pointe un sabre de kendo sur la gorge de Ryutaro Hashimoto, ancien ministre japonais de l'Industrie et du commerce international devenu



Portrait

premier ministre. Le sabre est un cadeau, mais la photo un symbole : celui d'une période de vive tension commerciale américano-japonaise. Si M. Hashimoto n'a pas caché un jour que son « ami Mickey » lui donnait « davantage la frousse que (sa) femme », il faisait cependant allusion aux nombreuses passes d'armes qui l'ont opposé à son interlocuteur au plus fort des négociations entre les deux pays, et qui ont valu à l'intéressé une réputation de négociateur redoutable.

AMI FIDÈLE

La chaleur avec laquelle le chef de la Maison Blanche a présenté le nouveau responsable de la diplomatie commerciale des Etats-Unis — accolade et compliments réciproques appuyés — montrait assez que le successeur de Ron Brown, décédé le 3 avril dans un accident d'avion près de Dubrovnik, est, comme son prédécesseur, un ami fidèle de M. Clinton.

« Je ne pourrais pas avoir deux

meilleurs amis au monde », a souligné M. Kantor en désignant Bill Clinton et le vice-président Al Gore. C'est la campagne présidentielle de 1992 — qu'il a dirigée avec succès — qui a valu à M. Kantor d'être nommé à un poste dont le détenteur doit avoir, selon M. Clinton, « la confiance absolue du président ». Telle était en effet la principale qualité (plus que la moindre expérience dans ce domaine) de celui qui est devenu le négociateur en chef des Etats-Unis dans toutes les discussions commerciales internationales, à commencer par celles du GATT pour la ratification du cycle de l'Uruguay, mais aussi de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain) et de l'APEC (forum de coopération économique Asie-Pacifique).

Avocat d'affaires (à Los Angeles) et lobbyiste pendant dix-sept ans, notamment pour le compte de multinationales et de clients étrangers, Mickey Kantor, qui est né en 1939 dans le Tennes-

see, a commencé sa carrière d'avocat à l'Office des services juridiques, où l'une de ses collègues s'appelait Hillary Clinton. Sa nomination, saluée à la fois par les principaux représentants du Parti républicain et plusieurs responsables des milieux d'affaires, signale clairement que l'administration américaine, comme l'a souligné M. Clinton, n'a pas l'intention de relâcher ses efforts pour accentuer la percée américaine sur les marchés d'exportation.

L'équipe soudée que Mickey Kantor formait avec Ron Brown devrait connaître une transition souple, puisque le nouveau représentant (intérimaire) pour le commerce n'est autre que sa propre adjointe, Charlene Barshefsky, qui, elle-même avocate de formation, a gagné une réputation d'interlocuteur tenace lors des négociations commerciales de Washington avec Tokyo et Pékin.

Laurent Zecchini

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

JACK
LANG

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
MICHEL NOBLECOURT (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

صكنا مع الراحل

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 AVRIL 1996 / 5



Votre femme voyage léger.



communiste, toi

de la gauche

Le mouvement de la gauche a été dominé par la culture de la gauche.

Le mouvement de la gauche a été dominé par la culture de la gauche.

Le mouvement de la gauche a été dominé par la culture de la gauche.

Le mouvement de la gauche a été dominé par la culture de la gauche.

Salvatore Aloise

reconstruction en Bosnie

La reconstruction en Bosnie est un défi de taille.

La reconstruction en Bosnie est un défi de taille.

La reconstruction en Bosnie est un défi de taille.

La reconstruction en Bosnie est un défi de taille.

aux Japonais

Le secrétaire au commerce

Le secrétaire au commerce japonais a été nommé.

Le secrétaire au commerce japonais a été nommé.

Laurent Zecchini

SOCIAL Le sigle SUD (Solidaires, unitaires et démocratiques) créé par des dissidents de la CFDT des postes et télécommunications en 1989, se répand depuis le mouvement social

de la fin 1995. Après les bons résultats obtenus par les syndicats SUD aux élections de la SNCF, des organisations nouvelles se créent dans les secteurs les plus divers. Le « groupe

des dix », qui réunit plusieurs syndicats « autonomes » (non confédérés), va adopter l'intitulé « Solidaires et unitaires ». ● LES RÉFÉRENCES des syndicalistes de

SUD associent aux thèmes CFDT des années 70 - autogestion, anticapitalisme, féminisme - la prise en compte du chômage et la lutte contre l'exclusion. ● LA NAISSANCE

d'une sixième confédération syndicale n'est pas officiellement à l'ordre du jour de SUD, mais elle est inscrite virtuellement dans la démarche de ses dirigeants.

Un nouveau syndicalisme s'organise dans le sillage de SUD

Né d'une dissidence chez les postiers et agents des télécommunications CFDT en 1989, le syndicat d'Annick Coupé fait école dans le secteur public. Les confédérations observent avec irritation la possible émergence d'une centrale concurrente

SOLIDAIRES, unitaires et démocratiques : les trois adjectifs, réunis en un sigle syndical, ont acquis leurs lettres de noblesse pendant le mouvement social de novembre et décembre. Aux côtés de la CGT, de FO et de la FSU, SUD-PTT, deuxième syndicat à France Télécom et quatrième à La Poste, a été très présent dans les manifestations et les grèves. Un vent de renouveau semble souffler sur le syndicalisme « autonome ». Depuis début janvier, des « bébés SUD » émergent sur le territoire national. SUD-Rail ou SUD-Chimie, qui a réussi sa percée aux élections professionnelles à la SNCF, mais aussi SUD-Chimie, SUD-Défense nationale, créé dans le département du Nord, en attendant la constitution de SUD-Education, le 6 mai, de SUD-Spectacles, de SUD-Douanes et de SUD-Trésor.

Un passé commun relie ces équipes syndicales. Elles appartiennent toutes à la gauche syndicale et, plus précisément, à la gauche de la CFDT. La transformation de la centrale, par Nicole Notat, en un syndicat réformateur, principal interlocuteur des pouvoirs publics et du patronat, continue de déchirer sa gauche. Pour la première fois, la direction de la confédération, en décembre, n'a pas accompagné un mouvement social. Pire, elle a donné l'impression à certains de ses adhérents qu'elle l'avait combattu. Pour beaucoup, le choc a été trop fort.

La nébuleuse des syndicats autonomes



Pari audacieux, le départ, le 26 janvier, de sept cents cheminots de la CFDT pour créer un syndicat SUD avant les élections professionnelles à la SNCF s'est transformé en un coup d'éclat. Avec 4 % des voix, SUD a obtenu un score comparable à celui de FO et de la CFDT. Préparant son congrès constitutif pour le 27 avril, le nouveau syndicat cheminot revendique deux mille adhérents.

Les élections à la SNCF, le 28 mars, ont démontré qu'il est possible de quitter une des grandes confédérations, de constituer un

syndicat, et de survivre. Le soutien logistique et juridique de SUD-PTT a été précieux. Dans deux domaines très pointus, celui des frontières entre le droit public et le droit privé et celui de la représentativité syndicale, SUD-PTT a acquis une expertise qu'il a mise au service des autres SUD pour gagner les procès intentés soit par les directions d'entreprise, soit par les syndicats rivaux.

Ainsi, présent dans dix régions seulement pour les élections à la SNCF, SUD-cheminots a pu obtenir, grâce à des décisions de justice,

le report du scrutin dans deux régions où sa représentativité n'avait pas été reconnue. Cependant, alors qu'au dépôt de la gare de Lyon, à Paris, les cheminots CFDT sont devenus à 80 % SUD, il vient de recevoir un avis d'expulsion de leur local par la direction de la SNCF.

DIVORCE DOULOUREUX

Les relations avec les autres syndicats se dégradent. Elles sont souvent traumatisantes avec la CFDT, où elles ressemblent à un divorce qui se termine en règlement de comptes devant le juge, et

la création de SUD est stigmatisée par des tracts à la CGT et superbement ignorée par FO. C'est que SUD marche sur leurs plates-bandes en alliant un gauchisme « intelligent » et un corporatisme dynamique. Peu à peu, SUD draine des équipes syndicales qui viennent d'horizons syndicaux variés, voire de novices en syndicalisme.

Créé à Avignon en 1993, SUD-CAM, présent au Crédit agricole et dans les banques mutualistes, a regroupé des syndiqués venant de la CFDT, mais aussi de la CGT, de la FGSOA et de la CFE-CGC. La création de SUD-Education par des dissidents du SGEN-CFDT de Paris n'est pas non plus perçue favorablement par les syndicats d'enseignants. Désormais, lorsque un syndiqué quitte la CFDT, il est pour lui normal de se tourner vers SUD. Des techniciens CFDT de l'Opéra de Paris mettent la dernière main aux statuts d'un SUD-Spectacles. Aux douanes et au Trésor CFDT, une association SUD a été créée, prémices de la création de syndicats SUD.

Dans cette évolution, un mot reste tabou, voire prosaïque : celui de confédération. Pourtant, dès son congrès constitutif, en 1989, SUD-PTT avait inscrit dans sa résolution identité qu'il ne se résignait pas à « rester une organisation non confédérée ». SUD-PTT tisse donc méticuleusement sa toile, par l'entremise du « groupe des dix », auquel il a adhéré dès 1989. C'est par là

que prend forme, peu à peu, la nébuleuse des syndicats autonomes. A chaque fois qu'une nouvelle structure SUD est créée, il lui est demandé de rejoindre le « groupe des dix ».

Rassemblant à l'origine, en 1981, dix syndicats autonomes, dont plusieurs ont depuis rejoint l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), créée autour de la FEN, le « groupe des dix » englobe aujourd'hui dix-huit syndicats autonomes. Il comprend des syndicats issus de la CFDT, comme SUD-PTT ou le CRC-Santé - exclu de la CFDT en 1988, après le mouvement des infirmières, - et des syndicats autonomes souvent majoritaires dans leur catégorie, tels le SNUI aux impôts, le Syndicat autonome de la Banque de France et plusieurs syndicats des transports aériens. Réuni en intersyndicale interprofessionnelle, le « groupe des dix » compte, dès que le logo sera prêt, adopter comme nom « Solidaires et unitaires ».

Il est encore trop tôt pour parler de sixième confédération. L'émergence de SUD bouscule, toutefois, l'ordre établi par les grandes centrales. Dans certains endroits, comme à Toulouse ou à Rouen, la création de syndicats SUD interprofessionnels paraît envisageable à court terme. Il s'agit, pour l'instant, de continuer une entreprise de rénovation du syndicalisme portée par l'élan de décembre.

Alain Bayle-Méry

Les utopies des années 70 associées à la lutte contre l'exclusion

UN ZESTE d'esprit libertaire, un vieux fond d'anarcho-syndicalisme, une religion de la base, une culture fondamentalement anticapitaliste et tiers-mondiste, une forte sensibilité féministe, écologiste et antiraciste, une solidarité à fleur de peau avec les chômeurs et, plus globalement, les exclus : SUD se présente comme un mélange détonnant, issu des courants anciens du syndicalisme contestataire et des pratiques nouvelles des coordinations.

Christophe Aguiton, un des responsables de SUD, qui refuse avec force l'image d'un syndicat « catégoriel », se réfère à « la double besogne » de la Charte d'Amiens, en 1906, à savoir « la défense des revendications immédiates » des salariés et la « lutte pour une transformation d'ensemble de la société », dans la « plus totale in-

dépendance » vis-à-vis des partis. Si l'origine politique des dirigeants de SUD, qui, pour la plupart, viennent de l'extrême gauche - quelques « anars » côtoyant des militants de la Ligue communiste révolutionnaire - ou de l'écologie radicale, a laissé quelques empreintes sur sa doctrine, la fédération ne se réduit pas à une simple remise au goût du jour du syndicalisme révolutionnaire des années 70. « On a suffisamment grandi pour que le danger d'être récupéré par un groupuscule ne puisse exister », assure M. Aguiton, qui définit son organisation comme « antilibérale » et non comme « anticapitaliste ».

La « matrice commune » est bien la CFDT, mais celle des années 70 qui, dans la foulée de mai 1968, voulait rompre avec le capitalisme et construire le socialisme

autogestionnaire ; la CFDT d'avant la re syndicalisation de 1978, année où Edmond Maire l'avait engagée dans la voie du réalisme et de la recherche du compromis.

CRITIQUE DE L'EUROPE

Au-delà des discriminations de statut, de race ou de sexe, SUD affirme « la communauté d'intérêts qui nous lie tous et toutes ensemble en tant que travailleurs » ; prône « une rupture profonde avec la logique capitaliste » ; se reconnaît dans le socialisme autogestionnaire ; vise « l'émancipation des travailleurs » à partir d'une « conception globale de l'intérêt des salariés ». Hostile aux lois du marché, mais aussi à « l'esprit d'entreprise », SUD revendique « une organisation sociale solidaire dirigée par les travailleurs en fonction de la

satisfaction des besoins sociaux et écologiques ».

Dénonçant tant la « domination coloniale » de la France dans certains DOM-TOM que « l'oppression spécifique des femmes », SUD fait de la solidarité avec le tiers-monde le pilier de sa doctrine. Le syndicat s'en prenant à la domination des « grandes puissances impérialistes » avec, au premier rang, les Etats-Unis, et voit d'abord dans l'Europe un espace de déréglimentation, qu'elle condamne. « Indépendante, mais pas neutre », la fédération accable la droite, accusée de faire le lit de l'extrême droite, mais exerce aussi sa sévérité à l'encontre de la « gauche parlementaire ». Le PS se voit ainsi reprocher d'avoir mené « une politique antisociale », avec comme résultat que les travailleurs et les exclus « se retrouvent

aujourd'hui sans projet alternatif au libéralisme ».

Pour autant, SUD se garde bien de présenter un projet de société « clefs en mains ». Dans une organisation où le syndicat est roi - il juge du « bien-fondé de la reprise ou non des décisions centrales » - et la « base » reine, la priorité à la lutte contre le chômage est abordée autrement que dans les confédérations. Au-delà de la revendication des trente-deux heures sans perte de salaire, elle intègre les exclus dans ses combats, travaillant depuis 1994 en quasi-osmose avec Agir ensemble contre le chômage (ACI). SUD repoue avec les utopies des années 70, mais joue, en même temps, l'avant-garde dans une pratique nouvelle de la solidarité.

Michel Noblecourt

Une marque déposée

Au quartier général de SUD, rue de la Mare (Paris-20), on essaie de gérer « en douceur » le bouillonnement printanier des syndicats qui veulent adopter le nouveau sigle. « Chaque jour, on reçoit des coups de téléphone d'équipes syndicales qui veulent créer un SUD chez eux », explique Thierry Renard, un des secrétaires de SUD-PTT.

Le sigle SUD a été déposé à l'Institut national de la propriété industrielle (INPI). Récemment, un syndicat SUD s'est créé sur l'autoroute Paris-Rhin-Rhône. L'équipe syndicale provenait de la CFDT, comme dans la majorité des créations annoncées. Le principal souci de SUD est de s'assurer que les candidats ne sont pas l'objet d'une infiltration par le Front national, lequel tente de développer, lui aussi, son implantation syndicale.

Explosion « sudiste » à Pont-de-Buis

QUIMPER de notre correspondant

La direction de la poudrerie de Pont-de-Buis, dans la Finistère, se refusant à démentir une information du *Télégramme de Brest* qui annonçait la suppression d'une cinquantaine de postes avant la fin 1997, le personnel a débarrayé durant une heure le 10 avril. Pour la première fois le syndicat SUD-Chimie conduisait une action dans cet établissement. Fondé il y a un peu plus d'un mois, il a rallié à lui, selon ses responsables, 80 % des cégétistes de l'entreprise.

Pourquoi tant de militants fidèles ont-ils, d'un seul coup, changé de camp ? Le soutien de Nicole Notat au plan Juppé et la signature par la CFDT de l'accord interprofessionnel instituant l'annualisation du temps de travail ont été très mal perçus par les poudrifiers. D'autant qu'après une longue période de vaches maigres beaucoup étaient déjà déabusés, voire amers.

En moins de dix ans, l'entreprise, rebaptisée Nobel-Sport Pont-de-Buis, a connu trois plans sociaux et vu ses effectifs chuter de 520 à 320 salariés. La restructuration du groupe SNPE (Société nationale des poudres et explosifs) l'a amené à abandonner l'une de ses activités majeures, la poudre de guerre, et à se spécialiser dans la poudre de chasse, dont il est aujourd'hui, avec 40 % du marché, le premier producteur européen. Néanmoins, d'autres suppressions de postes sont à attendre dans les deux années qui viennent, et plusieurs ateliers n'occupent plus que quelques ouvriers pourraient bien être fermés.

Dans un tel contexte, de nombreux militants considèrent toute concession comme une trahison.

« On ne recule plus !, clament-ils haut et fort. Le syndicat doit être un contre-pouvoir et non l'allié du pouvoir. » Pour Henri Guillou, ancien secrétaire de la section CFDT, porté à la tête de SUD-Chimie, « la lutte des classes est loin d'être dépassée, car elle est imposée par les patrons dans la réalité quotidienne ». « A leur yeux, souligne-t-il, seuls comptent les impératifs économiques, mais, si le chômage continue de s'étendre et notre niveau de vie à baisser, des coups de sang ne sont pas à écarter. »

M. Guillou souligne que ce n'est pas la personne de M. Notat qui est en cause, mais sa politique. Au passage, il regrette que les responsables départementaux n'aient pas fait preuve de la même correction à son égard : le divorce n'a pas eu lieu sans frictions. Son ancien « complice », Michel Kowal, considéré comme la tête pensante de l'ancienne section CFDT, demeure sans doute cégétiste. A cela, plusieurs raisons. La première est sentimentale. « Je n'ai jamais appartenu à un autre syndicat, dit-il, ce qui n'est pas le cas de la plupart des autres dirigeants, en général cégétistes. Aussi la CFDT est-elle un peu ma famille. »

La seconde raison est plus profonde : pour faire changer la maison, il faut y rester. Alors, en bon grognard, il se battra pour modifier la ligne directrice, mais il ne s'en ira pas. Surtout, il rappellera aux uns et aux autres que, si ses amis et lui n'avaient pas si souvent fait preuve, dans le passé, d'indépendance d'esprit par rapport aux instances départementales et nationales, la section CFDT n'aurait jamais été aussi clairement majoritaire dans l'entreprise.

Jean Le Naour

La gauche de la « deuxième gauche »

LORSQUE les responsables du syndicat CFDT-PTT de l'Île-de-France - Annick Coupé, Christophe Aguiton, Thierry Renard et Christian Chartier -, après le conflit des « camions jaunes » de décembre 1988, sont partis, juste avant d'être exclus, pour créer le syndicat SUD-PTT, ils ont trouvé refuge au dépôt des cheminots CFDT de la gare de Lyon, dirigé alors par Henri Célié.

Lorsque Henri Célié a pris la décision, en janvier 1996, de franchir le Rubicon et de créer un syndicat SUD-Rail, il a tout naturellement trouvé assistance et soutien chez SUD. Les contacts entre les « ex » de la CFDT et ceux qui étaient restés ne se sont jamais interrompus. Les militants de SUD cueillent tous leur références dans un même jardin « deuxième gauche », mais aux racines multiples, qui vont de l'anarcho-syndicalisme (comme Thierry Renard) au catholicisme de gauche, en passant par le trotskisme de la Ligue communiste révolutionnaire (comme Christophe Aguiton). Ils ont tous la quarantaine. Ils ont tous débuté leur carrière militante à la CFDT. Dans l'actuel secrétariat de SUD-PTT, composé de douze membres, tous sont passés par la CFDT, mais le renouvellement prévu au prochain congrès devrait briser cette harmonie.

Des dirigeants « historiques », seule M. Coupé doit être maintenue jusqu'en 1999 comme secrétaire générale ; les autres laisseront la place à des nouveaux. Dans les statuts, il est inscrit qu'un permanent ne doit pas exercer plus de deux mandats d'affilée. Le culte de la personnalité ou l'exercice solitaire du pouvoir ne sont pas de mise. Beaucoup de traits des dirigeants de SUD résultent d'une réaction à ce qu'ils avaient pu vivre à l'intérieur d'une confédération. La bureaucratisation et la calcification des appareils syndicaux sont leurs deux hantises.

RÉPARTITION DES TÂCHES

Derrière les mots - défendre un syndicat rénové, plus démocratique, plus moderne, plus radical - se cache un style plus décontracté. Mais l'ambiance potache et complice, qui fait penser à une joyeuse bande de copains, n'exclut pas un travail d'équipe profession-

nel et efficace, où l'on s'est réparti les tâches : M. Renard déniche les lièvres juridiques ; M. Coupé a pris en charge la communication et les relations avec le « groupe des dix » ; M. Aguiton, membre du conseil d'administration de France Télécom, a été pendant toute l'année 1994 permanent à l'ACI et s'est chargé des actions à mener avec les chômeurs.

Pour M. Célié, la décision de quitter la CFDT et de créer un syndicat SUD a été prise pendant le conflit de décembre. En désaccord avec la direction de la CFDT, il était au diapason avec la fédération des cheminots, tandis que certains syndicats voulaient s'autodissoudre. En revanche, le conflit terminé, et le sentiment de la victoire en poche, il paraissait impossible de rester à l'intérieur de la CFDT et de se présenter, sous cette étiquette aux élections professionnelles. « Pour les moins de trente ans, les combats d'appareil n'ont pas de sens, ils n'auraient pas voté CFDT, de toute façon », explique-t-il. SUD-Rail a choisi d'être plus petit, mais plus dynamique : sa démarche est en phase avec celle de SUD.

A. B.-M.

صكنا مع الاميل

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 AVRIL 1996 / 7

CPOT des
antidépia-
le prise en
et la lutte
LA BARRACCI

sillage de SUD

du Coupe fait eto e d'et e
concurrente

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI

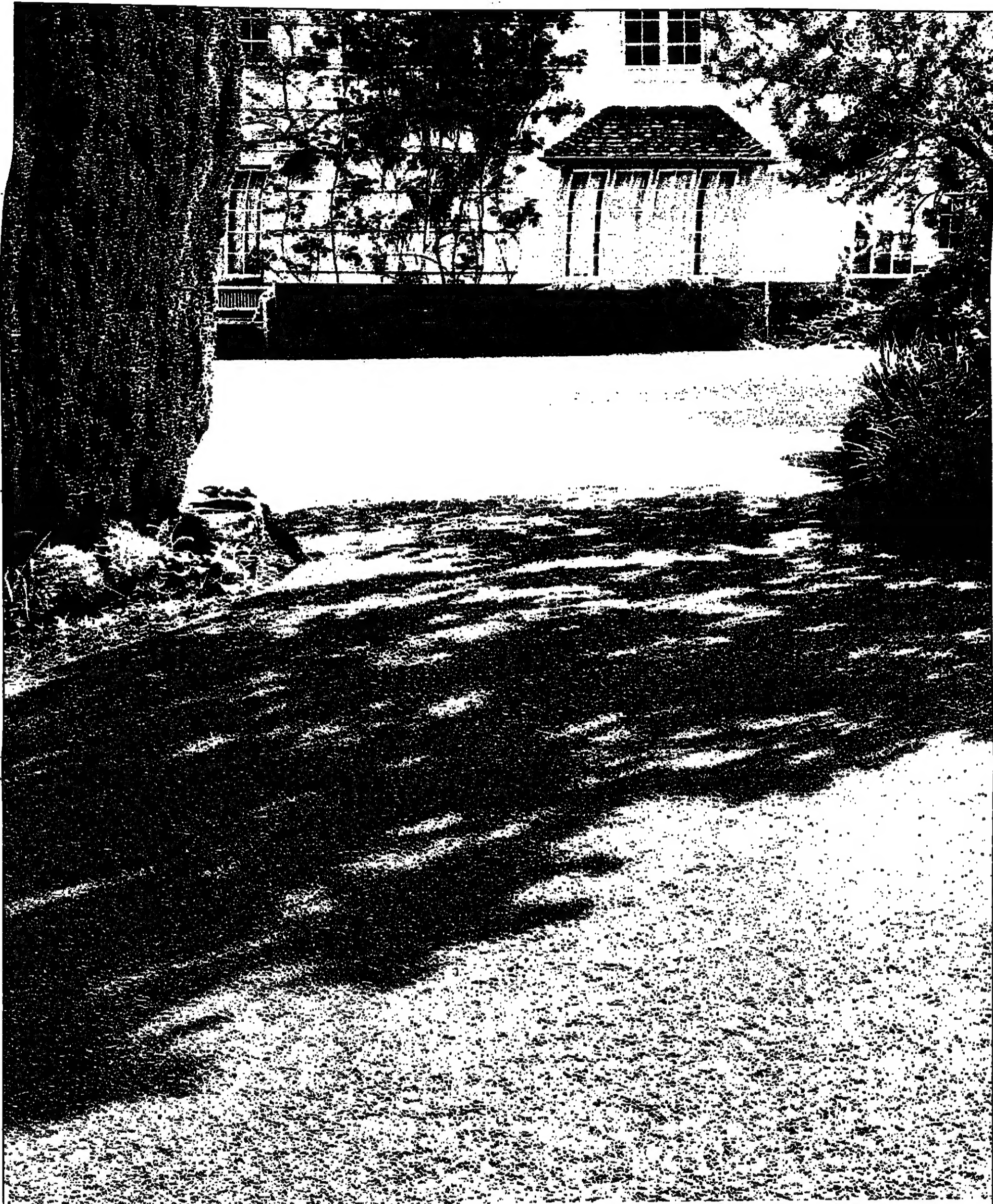
CPOT des

antidépia-

le prise en

et la lutte

LA BARRACCI



Quant à votre chien...
Vous n'avez pas de chien.


Audi

Une campagne d'affichage sur le service national

POUR ENCOURAGER un débat public sur le service national, qui a du mal à prendre corps dans les régions, le ministère de la défense a lancé une vaste campagne d'affichage et repoussé au 15 mai les réponses au questionnaire qu'il a adressé aux maires. Quelque 5 000 affiches sont en voie d'être apposées sur des emplacements publicitaires - avec le titre : « Quel sera le service national ? Participez au débat » - dans les villes de plus de 100 000 habitants. Pas moins de 200 000 affichettes seront distribuées à des élus communaux. Cette campagne est estimée à 3,6 millions de francs, un coût qui s'ajoute au million de francs entraîné par la conception et la diffusion du questionnaire. Dirigé par Jean-Louis Langlais, inspecteur général de l'administration au sein du ministère de l'intérieur, un comité dit de « pilotage » assurera la coordination des débats au niveau local et le retour des questionnaires au ministère de la défense, avant leur exploitation confiée à l'institut de sondage Ipsos.

DÉPÊCHES

■ **HÔPITAL** : trois syndicats de médecins hospitaliers appellent à des journées d'action les 18 et 24 avril pour protester contre le projet d'ordonnance sur l'hôpital. Il s'agit de la Coordination médicale hospitalière, de la Confédération des hôpitaux généraux et de l'Inter-syndicale des psychiatres publics, qui déclarent représenter plus de la moitié des quinze mille médecins hospitaliers et qui organisent, vendredi 12 avril, une grève des soins « non urgents ».

■ **CAISSES** : les administrateurs de la Caisse nationale d'allocation familiales (CNAF) ont émis un avis favorable sur le projet d'ordonnance sur la gestion des caisses, a indiqué la CNAF, vendredi 12 avril. Le vote, qui a eu lieu le 9 avril, a été acquis par 17 voix (patronat, travailleurs indépendants, CFDT, CFTC, CFE-CGC, personne qualifiée) contre 8 voix (CGT, FO).

■ **1^{er} MAI** : la CGT appelle les salariés à construire « tous ensemble un puissant 1^{er} mai 1996, revendicatif, unitaire, solidaire ». La célébration de la fête du travail doit donner lieu à diverses initiatives, dont des manifestations, dans l'ensemble du pays. A Paris, l'Union régionale Ile-de-France (URIF-CGT) appelle à une manifestation de la gare du Nord à la Bastille, à laquelle pourraient participer des organisations de la CFDT, ainsi que SUD-PTT, SUD-Rail et SOS-Racisme.

■ **PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE** : Jacques Chirac et son épouse ont visité, vendredi 12 avril, la Maison d'éducation de la Légion d'honneur, à Saint-Denis, où ils ont assisté au concert annuel donné par les élèves. Grand maître de l'ordre de la Légion d'honneur, le président de la République se rendait pour la première fois depuis son élection dans cet établissement destiné à accueillir les filles ou petites-filles de personnes décorées de la Légion d'honneur. Son prédécesseur, François Mitterrand, s'y rendait chaque année.

■ **HISTOIRE** : Roland Dumas a été élu président de l'Institut François-Mitterrand lors de la première séance du conseil d'administration, réuni jeudi 11 avril, à Paris. Le président du Conseil constitutionnel et ancien ministre des affaires étrangères avait été chargé par François Mitterrand de créer la fondation qui porte son nom, et qui devra contribuer à la connaissance de l'histoire politique et sociale de la France contemporaine (Le Monde du 10 avril).

■ **JUSTICE** : Maurice Adevah-Pouef, maire (PS) de Thiers, dans le Puy-de-Dôme, et ancien député, a été mis en examen pour abus de biens sociaux, jeudi 11 avril, dans un dossier concernant des irrégularités dans la gestion d'une société d'économie mixte, la Société d'équipement de l'Auvergne (SEAU). M. Adevah-Pouef était président de cette société.

Jean Tiberi annonce une inflexion de la politique de l'urbanisme parisien

Le maire RPR juge que la capitale a « besoin de souffler un peu »

Jean Tiberi, maire (RPR) de Paris, a tiré, vendredi 12 avril, certaines leçons du recul de la droite dans la capitale aux élections municipales de

juin 1995 en affirmant qu'il voulait écrire « une nouvelle page de l'urbanisme parisien », axée sur « la proximité, des espaces publics plus convi-

viaux, la concertation et le dialogue ». L'opposition conteste la réalité du changement de politique annoncé par le maire.

Jean TIBERI veut écrire « une nouvelle page de l'urbanisme parisien ». Avant le Conseil de Paris du lundi 15 avril, qui sera consacré à ce sujet, le maire (RPR) de la capitale a reconnu la dimension électorale de cette question, en déclarant : « Lors des dernières élections municipales, les Parisiens nous ont clairement fait comprendre qu'ils voulaient être mieux informés et entendus ».

Après avoir réaffirmé son intention de mener à son terme l'opération de la ZAC Seine rive gauche, désormais baptisée Paris Rive gauche, M. Tiberi a sonné la fin des grandes opérations d'urbanisme. « Mon point de vue est que Paris a besoin de souffler un peu, au terme de quatre ou cinq décennies de transformations rapides », a-t-il déclaré en confirmant que le projet de la ZAC de la porte Maillot est définitivement abandonné. Désormais, M. Tiberi opte pour « une nouvelle pratique de l'urbanisme, qui doit privilégier un urbanisme de proximité, des espaces publics plus conviviaux, la concertation et le dialogue ».

Pour réaliser cet « urbanisme de proximité », des plans d'occupations des sols (POS) particuliers seront dressés dans certains quartiers et une meilleure protection du patrimoine devra être garantie par la création d'une section d'architectes voyers spécialisés. « Cet urbanisme de proximité impliquera un réexamen des interventions publiques en cours », promet M. Tiberi, qui veut privilégier la réhabilitation des immeubles anciens. Afin de rendre plus agréables les rues de la capitale et de donner plus de place aux piétons, un « guide de l'espace pu-

blic » édictera les règles « pour garantir le maintien et l'identité de la qualité de l'espace public parisien ». Un nouveau mobilier urbain sera créé et l'installation d'activités dans les rez-de-chaussée d'immeubles sera facilitée. Le maire de Paris souhaite aussi « retrouver nos grandes promenades ». Les grands boulevards et les berges de la Seine seront réaménagés.

Par ailleurs, M. Tiberi a annoncé la création d'une « conférence périodique de la qualité de la vie à Paris », composée de personnalités qualifiées, et celle d'une « commission extramunicipale du cadre de vie », qui se réunira sur des thèmes comme l'urbanisme, les déplacements, l'environnement, le logement, les équipements.

Plus nouveau : M. Tiberi a annoncé que « l'écoute et le dialogue seront engagés très en amont de la mise au point des projets », c'est-à-dire au moment des études préliminaires. Il a aussi promis que certains services de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), souvent considéré comme un véritable Fort-Knox, seraient désormais ouverts aux arrondissements et aux élus.

« Le maire de Paris change de discours en reprenant nos idées, mais il manque des actes », estime Bertrand Delanoë, président du groupe socialiste, en égrenant ses

griefs : démolition de certains quartiers historiques, hégémonie de l'automobile, échec économique et financier des ZAC, manque de perspectives à long terme. Quant à Georges Sarre, président du groupe Mouvement des citoyens (MDC), il estime que l'annonce de « cet urbanisme à visage humain sonne comme un aveu d'échec » et que « le maire de Paris tente de gommer les aspects les plus négatifs d'une politique sanctionnée par les électeurs ».

RECONVERSION DE BUREAUX

Pourtant, les collaborateurs de M. Tiberi avaient bien orchestré la préparation de ce débat sur un sujet dont les héritiers de Jacques Chirac savent qu'il est une des causes de leur échec aux dernières élections municipales. Pour contrecarrer les reproches sur la politique passée de la ville en faveur des bureaux, les services de la mairie avaient opportunément rappelé, il y a trois jours, que « plus de 110 000 mètres carrés de bureaux anciens ont été réaffectés ou sont en cours de reconversion, représentant 1 400 logements ».

Pour illustrer à l'avance les mérites de la réhabilitation des quartiers anciens, M. Tiberi, flanqué d'une escorte de journalistes, de collaborateurs et d'élus, a visité

Jeudi le faubourg Saint-Antoine. Il a rappelé que ce quartier de 80 hectares à cheval sur les 11^e et 12^e arrondissements faisait l'objet d'un plan de protection, permettant de sauvegarder les bâtiments dont l'architecture est particulièrement intéressante et de rénover les cours et les passages de ce quartier d'artisans. Par ailleurs, deux opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH), financées par la Ville et l'Etat, seront mises en place pour aider les propriétaires à réhabiliter des appartements et des immeubles.

Les remarques de Georges Sarre (MDC), maire du 11^e, et celles des associations de quartier qui participaient à cette visite ont permis à M. Tiberi de faire des travaux pratiques en matière de concertation. « L'OPAH est insuffisante et n'assure pas le maintien des personnes à faibles revenus dans le quartier. En outre, elle n'a pas empêché la Ville de Paris de poursuivre des démolitions dans des sites caractéristiques du faubourg Saint-Antoine », peste M. Sarre, qui réclame une zone de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU), qui impose une étude préalable avant toute opération et assure une meilleure prise en compte des besoins des habitants.

Françoise Chirot

Raymond Barre veut imposer à Lyon cinq ans de rigueur budgétaire

LYON

De notre bureau régional. Dix mois après son installation à la mairie de Lyon, Raymond Barre (UDF) a présenté, vendredi 12 avril, le plan de mandat fixant les objectifs de sa majorité jusqu'en 2001. L'ancien premier ministre, tout en affichant pour ambition d'accroître « le rayonnement » de Lyon et de faire de la ville « le cœur du grand Sud-Est européen », se pose en « gestionnaire responsable », soucieux d'administrer sa ville « au plus juste de ses besoins et de ses moyens ». Il assume d'avance la critique d'un programme dépourvu de « paillettes » et de « flamboyance ».

Cette politique financière « rigoureuse » se traduira par une hausse annuelle des impôts locaux qui n'excèdera pas 3 %, jusqu'à la fin de son mandat, mais aussi par un « recentrage » de l'action de la ville. La municipalité vient ainsi de supprimer le financement des cours de langues dans les écoles primaires. L'effort d'investissement, soit 500 millions de francs par an, va donc être sensiblement réduit par rapport au mandat de

Michel Noir. A l'intérieur de ce cadre budgétaire plutôt rigide, le maire de Lyon entend privilégier le renforcement du tissu économique de sa cité. Il souhaite ramener au centre-ville des activités industrielles qui l'ont quitté et qui n'ont été que partiellement remplacées par le secteur tertiaire. M. Barre veut aussi assurer « une plus grande solidarité » entre ses administrés, notamment en construisant de nouveaux logements sociaux, ainsi qu'une « meilleure qualité de vie » passant par un nouveau plan des déplacements urbains.

DÉVELOPPER SATOLAS

Parmi ses « grands projets », M. Barre a insisté sur le développement de l'aéroport de Lyon-Satolas, qui a vocation, selon lui, à devenir « non pas le troisième aéroport de l'Ile-de-France, mais le premier du Sud-Est européen ». « Nous investissons sur le site avec la région et le département. Je souhaite qu'avant fin 1996 nous nous engageons sur la réalisation d'une liaison ferrée entre Lyon et Satolas », a-t-il indiqué, sans préciser le niveau des

investissements envisagés. Le maire de Lyon espère également la délocalisation vers sa ville de l'école normale supérieure de lettres de Fontenay-Saint-Cloud, qui rejoindrait ainsi l'école normale supérieure de sciences, installée à Lyon depuis 1987.

Le même jour, le groupe socialiste, radical et apparentés a présenté un « contre-plan de mandat ». Son président, Gérard Collomb, maire (PS) du 9^e arrondissement, estime que le programme présenté par M. Barre n'est pas de nature à donner à Lyon « un nouvel élan », au moment où plusieurs « signaux d'alarme », comme le choix de Lille pour la candidature française à l'organisation des Jeux olympiques d'été de 2004, montrent que « d'autres régions progressent et viennent concurrencer Lyon ». Les élus socialistes critiquent « l'obsession de l'équilibre » de M. Barre et craignent que « des secteurs essentiels pour l'avenir soient handicapés par des choix frileux », notamment dans le domaine culturel.

Pierre Le Hir

Alain Juppé chez les Indiens « qui n'existent pas »

SAINT-LAURENT-DU-MARONI (Guyane)

De notre envoyé spécial. L'hélicoptère et la pirogue. A l'occasion de son déplacement en Guyane, Alain Juppé a dû combiner ces deux moyens de transport pour aller à la rencontre, vendredi 12 avril, d'Amérindiens de la forêt amazonienne. Un tiers des communes de la Guyane ne sont pas encore desservies par la route. Accueilli par une poignée d'officiels en tenue blanche et par quelques dizaines d'Indiens Wayanas vêtus du ka-limbé, un pagne rouge vif, le premier ministre n'a cessé d'errer entre deux mondes : celui de la modernité et celui de la cueillette.

Fondé en 1967 par André Cognat, ethnologue lyonnais devenu chef coutumier après avoir épousé la fille de son prédécesseur, Antecume-Pate est, il est vrai, un village un peu particulier. Alimenté en électricité par une mini-centrale hydraulique et par un réseau de capteurs solaires, il est situé à l'extrême sud de la Guyane, dans une zone d'ordinaire réservée aux autochtones. Grâce à ce système, l'école, où exercent deux jeunes instituteurs métropolitains, abrite deux ordinateurs et une photocopieuse. C'est le fruit d'un échange avec une école d'un village du Rhône : des produits de l'artisanat local contre du matériel informatique.

« Les gens que vous avez en face de vous, monsieur le premier ministre, n'existent pas », a dit M. Cognat, à l'heure de la remise des cadeaux. L'état civil de la commune de Maripasoula, trop éloignée, ne recense pas les Wayanas. Dans les méandres du Maroni, ils ne connaissent que l'immensité du fleuve et ses deux rives : l'une appartient au Surinam, l'autre

à la France. Voilà qui complique singulièrement la perception de la question de l'immigration clandestine - très réelle en Guyane - qui justifiait ce déplacement, loin à l'ouest, de M. Juppé. Les Indiens ne connaissent pas la frontière. Plus au nord, les Noirs marrons qui descendent des anciens esclaves rebelles non plus. Pas plus que les réfugiés économiques de toutes nationalités.

Interpellé par une Brésilienne sur le marché de Cayenne, M. Juppé a répété, embarrassé, que « la France ne peut pas accueillir tout le monde ». A Saint-Laurent-du-Maroni, le premier ministre a annoncé le renforcement du dispositif de surveillance sur la frontière surinamienne, la création d'une zone d'attente pour les étrangers devant être reconduits chez eux et la constitution de patrouilles mixtes associant la gendarmerie et d'autres militaires sur la frontière avec le Brésil. « Il convient de réfléchir aux adaptations éventuelles de notre législation pour prendre en compte la spécificité de la Guyane, qui est la seule dans l'Union européenne à posséder une frontière avec un pays en voie de développement », a ajouté M. Juppé.

A Twenke, le premier ministre a pris la mesure de cette autre frontière qu'est la barrière de la langue. Comme un jeune interprète s'échinait à mettre ses propos dans la langue locale, on s'aperçut bien vite que « monsieur le président », « le gouvernement français », « les autorités compétentes », « les responsables de la DDASS » n'ont pas de traduction en wayana.

Jean-Louis Saux

Du 15 au 26 Avril / 14h - 15h30



RTL OFFRE À 250 FAMILLES DE 4 PERSONNES, DES PASSEPORTS (CENTRÉE & TOUTES LES ATTRACTIONS) & 40 SÉJOURS (2 JOURS & 1 NUIT EN PENSION COMPLÈTE À L'HOTEL CHEYENNE & TOUTES LES ATTRACTIONS) À DISNEYLAND PARIS

Le Festival Far West se déroule du 12 avril au 23 juin

AVEC VINCENT PERROT & THIERRY GUILLAUME

RTL

Donc, p offrez-

صلى الله عليه وسلم

une inflexion anisme parisien

nom de souf en un de.

Le nom de souf en un de.

Le nom de souf en un de.

Le nom de souf en un de.

Le nom de souf en un de.

veut imposer gueur budg.

Le nom de souf en un de.

Le nom de souf en un de.

Le nom de souf en un de.

Le nom de souf en un de.

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 AVRIL 1996 / 9


Vous n'avez pas de chien et vous voyagez léger. Vous n'avez aucune raison d'avoir un break classique. Cependant vous aspirez au volume, à l'espace et au raffinement. Vous avez donc toutes les raisons de vous offrir la nouvelle Audi A4 Avant.



Nouvelle Audi A4 Avant
Mieux qu'un break, une Avant

ANJAR
POUR VOTRE SÉCURITÉ

**Donc, plutôt qu'un break,
offrez-vous une Avant.**


Audi

ÉDITION La parution, le 3 avril, d'un livre du sociologue Frédéric Martel, *Le Rose et le Noir*, déclenche de nombreux débats sur la structuration et les engagements

des mouvements homosexuels. Cette histoire détaillée depuis 1968 aborde deux questions sensibles : celle du « communautarisme » et celle du « déni du sida » par les mi-

litants gays jusque dans les années 1984-1985. ● LES REPRÉSENTANTS de plusieurs associations nient toute démarche vers un communautarisme à l'américaine, tel que

le dénonce l'auteur. « Faux débat », estiment-ils, tout en défendant une communauté qui « s'est aussi structurée à partir d'une expérience commune de la discrimination ».

● FRÉDÉRIC MARTEL note comment « le sida a provoqué un big bang fondateur ». « Après le sida, l'homophobie ne peut plus être la même qu'avant », ajoute-t-il.

Les homosexuels se divisent sur la question du communautarisme

La publication d'un livre, « Le Rose et le Noir », histoire des hommes et des femmes homosexuels depuis 1968, relance deux débats sensibles : la structuration en communauté et l'attitude, au début des années 80, des mouvements gays face à l'épidémie de sida

L'HOMOSEXUALITÉ fait à nouveau débat. Mais cette fois, la controverse se développe au sein même du milieu homosexuel. Un ouvrage intitulé *Le Rose et le Noir*, paru le 3 avril sous la signature d'un jeune sociologue, Frédéric Martel, a provoqué la tourmente. L'auteur décrit l'histoire des hommes et femmes homosexuels en France depuis 1968. Son travail documentaire est unanimement salué, mais il développe deux questions sensibles : celle du « communautarisme » et celle du « déni du sida » par les militants gays jusque dans les années 1984-1985.

Dans un épilogue ouvertement subjectif, Frédéric Martel soutient la thèse du « droit à l'indifférence », arguant que la sexualité des individus relève de la sphère privée et qu'elle ne peut en aucun cas servir de gage à la construction d'une identité. Il oppose l'universalisme républicain au communautarisme à l'américaine, dont l'importation en France pourrait selon lui engendrer des « effets pervers ».

« Fantasma ! », lance Alexis Meunier, directeur du Centre gai et lesbien. « Quand on parle de communauté homosexuelle en France, cela n'a rien à voir avec les États-Unis, estime-t-il. Le communautarisme est

un faux débat, la priorité aujourd'hui est de s'attaquer au quotidien des gens, de se battre sur le terrain des droits. de l'incompréhension, et de l'injustice. » Citant le cas d'adolescents qui viennent parfois confier leur désarroi au centre, Alexis Meunier explique que « lorsqu'on se découvre homosexuel, on se dit « je ne suis pas normal », et on souffre réellement. Il juge dommage qu'« après cet impressionnant travail documentaire, la conclusion très subjective [vienne] tout gâcher ».

« DÉBAT LUXUEUX »

Même son de cloche du côté d'Act-Up Paris, où Philippe Mangot juge le livre « précieux, mais assez faible d'un point de vue théorique ». Sa critique est plus dure encore : « Frédéric Martel est sans cesse dans l'abstraction, et il confond en permanence identité et communauté, ce qui lui interdit de penser l'hospitalité des communautés, affirme le militant. La communauté s'est aussi structurée à partir d'une expérience commune de la discrimination. Tous les adolescents homosexuels ont eu un jour le sentiment de n'être pas chez eux, chez eux. Or, arriver à ne plus avoir peur, cela passe aussi par le groupe. » Dans ces

conditions, « dresser le communautarisme contre le modèle d'intégration républicain » relève selon lui d'« un débat très luxueux ».

M. Mangot ne croit pas non plus au modèle communautaire américain tel que Frédéric Martel le redoute. « Une communauté, dit-il, c'est un lieu de convivialité, d'échanges, de pratiques sexuelles et sociales partagées, mais ce n'est pas beaucoup plus que cela. » Surtout, « il n'existe pas une communauté qui ne passe pas par des questions d'identité. Il existe toujours un risque de repli et de fabrication d'exclusion, mais ces questions se posent à des moments donnés, en fonction de certaines nécessités ». Le représentant d'Act-Up Paris préfère « être joyeux au risque d'être ridicule et d'en faire trop. C'est tout de même mieux que la dignité dans la souffrance... »

Du côté d'Arcat-Sida, Mathieu Verbois juge possible « une communauté parfaitement intégrée et qui conserve sa spécificité ». Il ne s'agit pas selon lui de demander « des droits supplémentaires, mais les mêmes droits » que les hétérosexuels. Pour M. Verbois, « la fin de l'homophobie, ce ne sera pas quand je pourrai embrasser mon copain dans la rue, mais le jour où l'on pourra envoyer bouler un pédé sans



qu'il vous accuse d'être anti-homo »! Bernard Bosset, président du syndicat national des entreprises gales (SNEG), assure pour sa part qu'« une minorité d'homosexuels est dans le modèle identitaire. On ne voit que la partie visible de l'iceberg. 60 % des homosexuels ne fréquentent pas les établissements

gays ». Et le syndicaliste gay d'ajouter : « Individuellement, je ne me reconnais pas dans la plupart des revendications identitaires. Je ne suis pas fier d'être gay. Mais tout le monde n'a pas la chance de s'assumer totalement. Certains souffrent et ont besoin de s'exprimer. » L'autre passage controversé du

Rose et le Noir est le chapitre où Frédéric Martel raconte le déni du sida au sein du milieu homosexuel au début des années 80. Personne ne voulait alors croire à ce que certains appellent « cancer gay », et qui fut considéré comme une nouvelle arme de la propagande anti-homosexuelle. Le milieu associatif en fait même. Ce nouveau coup de boutoir discriminatoire n'était pas admissible, pas supportable, estimait-il alors.

Le rappel historique, qui n'épargne pas grand monde, vaut à l'auteur les foudres du SNEG. « Il est vrai que nous avons pensé que le « cancer gay » était un truc homophobe, et il y a effectivement eu une période de latence, confirme M. Bosset. Mais jusqu'en 1987, la publicité pour les préservatifs était interdite et la prévention dans les établissements gays pouvait être considérée comme une incitation à la débauche ». Mathieu Verbois assure quant à lui qu'« on ne peut pas dédouaner les politiques », tandis qu'Alexis Meunier souhaite « replacer le déni du sida dans le contexte », et se dit persuadé qu'à cet égard le livre « est du pain béni pour les homophobes ».

L. F.

De l'outrance des « Gazolines » à la Gay Pride de juin 1995

L'OUVRAGE fera date. *Le Rose et le Noir* est une recherche documentaire fouillée et complète sur l'histoire des hommes et des femmes homosexuels en France depuis 1968, dans laquelle l'auteur



reconstitue les petites et grandes étapes d'un mouvement qui ne se structurera véritablement qu'avec l'épidémie de sida. Il échoie au passage quelques mythes fondateurs.

Au commencement, entre 1968 et 1979, « la révolution du désir » bat son plein. Deux ans après les émeutes qui ont suivi la fermeture par la police du café new-yorkais The Stonewall Inn, en France, le radicalisme féministe va inspirer l'activisme gay. Les femmes du MLF « serviront de modèle » au Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR). Réunions aux Beaux-Arts, happenings et premières manifestations... Le FHAR et les homosexuelles du MLF vont faire un moment cause commune. Dans la foulée de mai 1968, le ton est ludique, provocateur. En février 1971, sous la conduite de Françoise d'Eaubonne, les militantes investissent la salle Pleyel, où Mémé Grégoire anime une émission sur le thème « l'homosexualité, ce douloureux problème ». Quelques rares garçons sont

présents. En 1971, Guy Hocquenghem, militant gauchiste de Vive la révolution (VLR), rejoint les premiers membres du FHAR aux Beaux-Arts. Il propose de consacrer un numéro de *Tout*, le journal de VLR, à la question homosexuelle. Le numéro paraît et vaut à Jean-Paul Sartre, son directeur de publication, d'être inculpé pour outrage aux bonnes mœurs et pornographie. Le Conseil constitutionnel lui donnera finalement raison. Un slogan est trouvé, qui reprend le concept américain du « come out » (sortir du placard) : « Arrêtons de raser les murs. »

DÉRISION

Dès 1971, raconte Frédéric Martel, « les assemblées générales du FHAR aux Beaux-Arts deviennent un lieu de consommation sexuelle immédiate ». Un langage s'invente, qui préfère les « pédés » aux homosexuels et les « hétéro-flics » aux hétérosexuels. Les Gazolines, une douzaine de travestis et transsexuels pratiquant la dérision et l'outrance, forment « la tendance folle hystérique du FHAR ». Le mouvement, méconnu en province, ne durera pas. Son bilan « reste considérable ». Avec lui, précise l'auteur, l'homosexualité passe de la vie privée à la vie publique, et cette logique a réussi à perturber durablement l'extrême gauche. »

En 1976, les petites annonces Chéri (e) de *Libération* font leur apparition. L'an-

née suivante, le Groupe de libération homosexuel organise une semaine de projections au cinéma l'Olympic à Paris. En 1978, la discothèque le Palace ouvre ses portes, sous la houlette de Fabrice Emaer. En 1979, la création du journal *Gai Pied* marque le vrai début de « la socialisation » des homosexuels. Les personnalités et les artistes qui font encore aujourd'hui référence dans « le milieu » sont convoqués au détour du récit : Paoletti, Visconti, Béjart, Fassbinder, Genet, Cocteau, Bowie, Dalida, Queen, Copi, Foucault, Chéreau, Yourcenar, Tchénic, Guibert, Freaux, et tous les autres.

L'élection de François Mitterrand déchaîne tous les espoirs. *Gai Pied* titre à la « une » : « Sept ans de bonheur ? ». La marche homosexuelle du 4 avril 1981, initiée par le Comité d'urgence antirépresseur homosexuel (Cuah), restera dans les mémoires. Jack Lang a ouvert le cortège, aux côtés d'Yves Navarre et de Jean-Paul Aron. Une certaine « culture homosexuelle » se fait jour mais les mesures antidiscriminatoires prises par les socialistes « retirent aux associations militantes une part de leur raison d'être ».

Les établissements et les commerces gays fleurissent. De nouvelles pratiques sexuelles se développent. « La nouveauté réside moins dans la promiscuité sexuelle, qui était déjà traditionnelle dans les bains

publics, que dans l'institutionnalisation » et la « systématisation » ; moins dans le sexe que dans la création de lieux spécifiques, visibles, commerciaux, « pour baiser », observe l'auteur.

En septembre 1981, *Gai Pied* évoque pour la première fois le « cancer gay ». Une autre histoire va commencer, qui marque « la fin de l'insouciance ». Ce chapitre est, avec l'épilogue, le premier passage du livre qui prête à controverse. Frédéric Martel raconte en effet comment les homosexuels vont nier l'existence de l'épidémie, jusque dans les années 1984-1985. Quelques médecins et chercheurs tentent d'alerter le milieu et se heurtent à un déni systématique. « En dénonçant le « cancer gay », estime l'auteur, les militants sont surtout victimes du piège identitaire contre lequel ils prétendent lutter ».

LES TEMPS DES CONTRADICTIONS

Les homosexuels refusent la sélection des dons du sang, les établissements gais rechignent à faire de la prévention. La fondation de Aides par des homosexuels non militants inaugure la prise de conscience. Le mouvement de lutte contre le sida est ainsi créé « par des homosexuels non engagés dans des luttes identitaires ». Dans la foulée, le discours homophobe se renouvelle, qui devient « particulièrement perceptible en France à travers les positions de l'extrême droite et

de l'Eglise catholique ». En 1989, débute « le temps des contradictions ». Act-Up naît et « reprend à son compte la posture de la victime emblématique de l'oppression - sinon de la répression -, substituant le triangle rose à l'étoile jaune ». L'association a « l'ambition de défendre ouvertement la naissance d'un modèle communautaire en France ».

Distillant tout au long de son livre la thèse du « droit à l'indifférence », Frédéric Martel évoque pour finir « le repli identitaire », qui s'illustre, selon lui, au moins partiellement, dans le succès de la *Gay Pride* de juin 1995. Son épilogue est volontairement détaché de « la réserve » qu'il s'est imposé au cours de ses descriptions du passé. Frédéric Martel dénonce l'émergence du communautarisme. Il estime que « l'homosexuel doit redevenir un individu sans étiquette » et que « ce qui distingue désormais les homosexuels est plus important que ce qui les réunit ». « Pour retrouver un bonheur moins impossible, conclut-il, il nous appartient de défendre l'idée, au nom de l'autonomie de chacun, que la question homosexuelle n'a plus de sens. » La polémique est lancée.

L. F.

★ *Le Rose et le Noir*, de Frédéric Martel, éditions du Seuil (l'Epreuve des faits), 449 pages, 140 F.

Collaborateur au « Journal du sida » et à « Esprit »

Frédéric Martel a vingt-huit ans. Il est diplômé d'études en sociologie, en philosophie et en sciences politiques. Ce n'est pas un inconnu dans le milieu homosexuel. Il a collaboré tout jeune au journal *Gai Pied*, en 1988-1989, et présidé pendant une année le Gage, une association d'étudiants gays. Il est ensuite parti faire son service militaire en coopération comme attaché culturel de l'ambassade de France en Roumanie. A son retour, il est engagé comme chargé de mission au ministère de la culture.

Après le départ de Jack Lang et à la suite d'un désaccord avec un conseiller technique de Jacques Toubon, il démissionne de son poste. Frédéric Martel a également été appelé par Michel Rocard à la direction du PS pour suivre notamment les questions liées au sida. Il collabore régulièrement au *Journal du sida* et à la revue *Esprit*.

« Quelles sont les premières réactions suscitées par votre ouvrage ? »

— Il y a trois types de contradicteurs à ce livre, et je n'en suis nullement surpris. Il y a d'abord les militants un peu dogmatiques, dont je casse certains mythes : la lutte contre les discriminations du Front homosexuel d'action révolutionnaire, la prise en charge immédiate du sida par les gays, le rapport de François Mitterrand avec les homosexuels. Deuxième type d'adversaires : ceux qui ont, d'une manière ou d'une autre, participé au déni de la maladie au tout début des années 80. Je comprends qu'il soit difficile pour certains de s'entendre aujourd'hui rappeler leurs éditoriaux ou leurs prises de position de l'époque. Je ne me situe pas dans une recherche de culpabilité mais dans une explication du contexte : la maladie n'était pas « audible » au moment où elle est apparue. Troisième type de contradicteurs : les communautaristes, ceux qui le sont vraiment et ceux qui le sont sans le savoir.

— Vous dénoncez la montée du communautarisme homosexuel en France. Certains y voient un « fantasme » et un faux débat. Que leur répondez-vous ?

— Il est très naturel que le débat universalisme contre communautarisme apparaisse chez les homosexuels français. Je constate que les critiques contre ce communautarisme naissent provoquant une évolution des discours à 180 degrés. Tout en conservant les termes *Gay Pride* et une logique identitaire, les militants gays nous parlent désormais République et égalité des droits. Mais leur approche n'est pas d'une très grande clarté. Peut-être ai-je trop agité l'épouvantail. Dans tous les cas, le débat est loin d'être tranché.

Cependant, la conclusion du livre s'intitule « Un communautarisme improbable ». Je crois qu'il est improbable, mais il me semble nécessaire de ne pas en évacuer les dérives. Toute défense catégorielle me paraît irritante. L'appartenance à une minorité, au lieu de supprimer l'exigence d'impartialité, la renforce

Frédéric Martel, sociologue

« Le sida a provoqué un big bang fondateur »

au contraire. Je ne pense pas que l'on sera par exemple mieux soigné si l'on est soigné dans un hôpital homo, dans une pharmacie homo ou par un médecin gay. Certaines formes de communautarisme ne sont pas pour autant inefficaces. Tout le génie de Daniel Defert et Frédéric Edelmann, les fondateurs de Aides, a été de rester méfiant vis-à-vis de l'identité homosexuelle en permettant une mobilisation communautaire.

— Le succès de la dernière *Gay Pride* s'inscrit-il à votre avis dans cette tendance ?

— Que vont faire les gens à la *Gay Pride* ? Le discours des organisateurs consiste à dire « Ils viennent affirmer une fierté et une visibilité ». Qu'en savons-nous ? Certains viennent sans doute affirmer leur fierté, lutter contre le sida, peut-être même simplement faire la fête. Mais l'élément central, qui explique le succès des dernières *Gay Pride*, me semble cependant être étroitement lié à l'épidémie de sida. Jusqu'en 1989, la *Gay Pride* ne s'est pas

préoccupée du sida. Aujourd'hui, après l'hécatombe, la mobilisation contre la maladie a permis au mouvement de faire nombre. Il n'en reste pas moins que, durant les années 80, les militants gays ont été absents de la lutte contre le sida.

Le communautarisme présume par ailleurs que la minorité est forcément bonne, idyllique, et surtout homogène. Cette image est fautive. Les parcours d'entrée et de sortie sont extrêmement variables : les uns passent par la bisexualité, d'autres se marient. Je trouve gênant de réduire un individu à sa sexualité. L'essentiel de la communauté est en outre une communauté commerciale, sexuelle, dont les intérêts ne sont pas obligatoirement la défense des droits individuels.

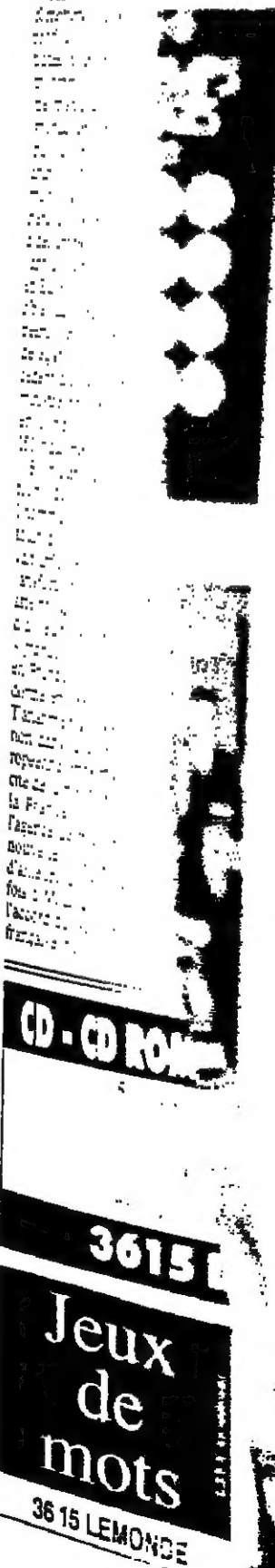
— L'évolution des mentalités et la lutte contre les discriminations ne passent-elles pas par une phase de radicalisation nécessaire ?

— Le radicalisme des années 70 a été relativement efficace et souvent amusant. En 1996, après quinze ans d'épidémie, est-ce toujours d'actua-

lité ? Cela permet-il encore de lutter contre l'homophobie ? Je ne crois pas à une homophobie éternelle ou rampante. Le sida a provoqué un big bang fondateur. En même temps, l'homosexualité a acquis une certaine gravité. Le jour où la maladie aura disparu, je pense que la tolérance restera.

Les discriminations existent. Mais il ne s'agit pas d'exclusion sociale ou économique, le ressort essentiel est familial. J'observe qu'en France les choses s'améliorent. La seule lutte que l'on puisse mener passe, me semble-t-il, par la revendication pleine et entière des droits, avec notamment le contrat d'union civile ou sociale. Il est absolument prioritaire, dans une logique d'égalité des droits, de ne pas hésiter à corriger la loi partout où elle pose problème. D'un côté, il faut éviter le droit à la différence, et de l'autre, favoriser le droit à l'indifférence, ce qui ne veut pas surtout pas dire le droit à l'existence.

Propos recueillis par Laurence Folléa



صكنا من الاموال

Le tribunal de Paris estime qu'un reportage de l'émission « La preuve par l'image » a « trompé » les téléspectateurs

Martine Aubry, attaquée en diffamation pour l'avoir qualifié de « bidonné », est relaxée

La 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a relaxé, vendredi 12 avril, Martine Aubry, qui était poursuivie en diffamation pour avoir qualifié de « bidonné » un reportage sur les trafics d'armes en banlieue, diffusé dans l'émission « La preuve par l'image ». Le tribunal a estimé

Martine Aubry, qui était poursuivie en diffamation par le journaliste Ariz Zemouri pour avoir qualifié son reportage sur les trafics d'armes en banlieue de « bidonné », a été relaxée, vendredi 12 avril, par le tribunal correctionnel de Paris. Le 27 septembre 1995, l'ancien ministre du travail, qui préside la Fondation agir contre l'exclusion (FACE), avait expliqué que le reportage produit par Case Production et diffusé le 18 septembre sur France 2 dans l'émission « La preuve par l'image » était un faux.

Dans son jugement, la 17^e chambre correctionnelle, présidée par Jean-Yves Monfort, estime que « non seulement le film (...) a trompé les spectateurs sur la réalité et les circonstances des faits qu'il prétendait leur montrer par des commentaires fallacieux et des images truquées, mais encore que « les conditions mêmes du tournage sur les lieux ont comporté le recours à des procédés mensongers de mise en scène incompatibles avec les exigences d'un reportage journalistique ».

Toujours selon ce jugement, il y

a « contradiction fondamentale » entre le travail de reportage que M. Zemouri prétend avoir réalisé sur le terrain, et la présentation (il était fait état de « caméras cachées » et d'« armes de guerre ») qui en a été faite lors de sa diffusion à l'écran. En effet, même si une caméra cachée a été utilisée pour le tournage d'une séquence, il est clair pour les magistrats que les images n'étaient pas tournées clandestinement et qu'elles ont été rendues techniquement médiocres, voire truquées par des procédés techniques. Les magistrats considèrent également que les auteurs du reportage ont induit les spectateurs en erreur en affirmant s'être fait passer pour des acheteurs potentiels d'armes, alors que celles présentées n'étaient que des répliques ou des armes d'alarme.

Le tribunal a également relaxé Laurent Cathala, maire de Créteil, qui avait dénoncé ce reportage, ainsi que les journaux qui avaient rapporté les propos de M^{me} Aubry. En revanche, il a condamné Jean-Pierre Elkabbach (France 2) et An-

Les avocats de M. Tapie acceptent de plaider dans l'affaire du « Phocée »

LE PROCÈS DE BERNARD TAPIE dans l'affaire du Phocée a connu de nouveaux rebondissements vendredi 12 avril. Alors que, la veille, les avocats des cinq prévenus avaient décidé de boycotter les plaidoiries en signe de protestation contre la requalification par le ministère public d'une partie des faits en « banqueroute », le défenseur du banquier Pierre Despesailles, a accepté la proposition de la présidente du tribunal de plaider après un délai de quatre jours supplémentaires. Les autres n'ont pu que lui emboîter le pas. Les débats, qui devaient s'achever vendredi, ont donc été reportés au mercredi 17 avril. Seul le défenseur de Bernard Tapie dans le dossier fiscal avait accepté de plaider vendredi. M^{re} Bernard Lagarde s'est efforcé de montrer que l'homme d'affaires, soumis à de constantes vérifications d'impôts depuis 1974, n'avait aucunement eu l'intention de frauder le fisc.

Un couple de retraités séquestré pendant un an par deux drogués

UN COUPLE DE RETRAITÉS habitant un appartement du 18^e arrondissement de Paris a été séquestré et battu pendant plus d'un an par deux jeunes drogués, qui squattaient leur logement pour s'y livrer à un trafic de stupéfiants, et détournaient l'argent de leurs maigres pensions. Les deux hommes, Mohamed Merone, trente-deux ans, et Mamoud Benchaïba, trente ans, tous deux sans domicile fixe et connus des services de police, ont été récemment interpellés et déferés au parquet de Paris. Les victimes, Claude, soixante-sept ans, et sa concubine Denise, soixante et un ans, étaient souvent battues ou privées de nourriture, et en étaient réduites ces derniers temps à « faire les poubelles pour subsister », selon la police.

■ DIFFAMATION : Jacques Granger et Marie-Madeleine Delarue, éditeur et auteur d'un ouvrage intitulé *Les Aventures de Lang de Blois*, ont été condamnés, vendredi 12 avril, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris, pour diffamation envers l'ancien ministre de la culture. Ils devront payer 15 000 francs d'amende chacun et un franc symbolique à Jack Lang. L'ouvrage, publié en 1995, suggère que M. Lang « aurait, de façon habituelle, fait un usage personnel des deniers de l'Etat ».

R.-P. P.

L'incident du vol Paris-Brazzaville relance le débat sur les expulsions

PLUSIEURS passagers du vol Air France 7022, qui assurait, jeudi 11 avril dans la soirée, la liaison Paris-Brazzaville, ont découvert, peu après le décollage, que l'un de leurs voisins de fauteuil, qui avait la particularité de voyager entre deux policiers, en avait une autre : ses chevilles étaient entravées par plusieurs épaisseurs de papier collant. Félicien Tati, un Congolais de trente-deux ans, qui sortait de deux mois passés en prison pour infraction à la législation sur les stupéfiants, était en cours d'expulsion du territoire français, où sa présence a été définitivement interdite par décision de justice.

Ses compagnons de vol avaient-ils connaissance de ces détails biographiques ? Leur réaction de révolte a-t-elle été spontanée ? Le ministère de l'Intérieur penche pour la première hypothèse en affirmant que l'un des tribuns, un Français, avait purgé une peine pour le même motif que l'expulsé. Toujours est-il que quatre voyageurs ont fait bruyamment connaître leur désapprobation. Ils ont pris fait et cause pour l'homme aux pieds scotchés et s'en sont pris aux deux membres de l'escorte, certains les traitant de « nazis ».

En plein ciel, le chahut menaçait de dégénérer en mutinerie violente. Le prisonnier commençait à gesticuler dangereusement. Le commandant de bord a donc décidé d'interrompre le vol et d'atterrir en urgence, vendredi vers 1 h 30, sur l'aéroport de Marseille-Marseille. (Le Monde du 13 avril). Le Congolais en cours d'expulsion,

Philippe Bernard

M. Fauroux dénonce « des rumeurs » concernant les travaux de sa commission

« LE TEXTE PRÉSENTÉ comme un avant-projet de rapport n'était en réalité qu'un avant-projet de préface. (...) Les prétendues propositions constituent un relevé provisoire, inachevé, d'idées » : le communiqué de la commission Fauroux, publié vendredi 12 avril après que Le Monde eut révélé le contenu de ses premiers travaux, tente d'en minimiser la portée. Cette mise au point s'ajoute à une série d'interventions médiatiques de Roger Fauroux. Vendredi 12 avril, il a assuré sur France 2 qu'il ne s'agissait que « d'un exercice de style pour essayer de voir toutes les possibilités ».

« On ne peut pas nous juger sur des rumeurs, des faux bruits et des vols de documents », a déclaré le président de la commission sur RMC. M. Fauroux avait accordé des interviews à plusieurs quotidiens pour exposer ses idées, notamment aux Echos et au Figaro.

Le document dont Le Monde a dévoilé la teneur a été distribué aux vingt-deux membres de la commission et à ses rapporteurs pour le séminaire que celle-ci a tenu le 30 mars. Il se compose d'un texte de seize pages, estampillé « confidentiel », extrêmement structuré : ses cinq parties – les enseignements primordiaux, les rythmes scolaires, la formation profession-

nelle et l'orientation, l'université, la gestion du système éducatif – sont précédées d'un long exposé des motifs, fort clair. Viennent ensuite les seize propositions de la commission énumérées. Enfin, un plan très détaillé du rapport final est précédé d'une longue introduction. La première partie (40 pages est-il précisé) traitera en deux chapitres de l'« obligation de résultat », la deuxième partie (50 pages), en quatre chapitres, du « devoir d'équité », la troisième partie (50 pages), en trois chapitres, de l'« impératif de modernisation ». Dans la partie traitant du « devoir d'équité », à la phrase « A inégalités initiales, pédagogies différencielles », une note précise : « Il sera capital, ici, de faire l'éloge des ZEP et des actions conduites dans le cadre de la politique de la ville, pour bloquer la source des irritations syndicales que suscite le « différentielisme pédagogique ».

La conclusion est intitulée « Le cylindre et la pyramide ». Une liste de seize annexes devant représenter au total 80 pages, dont les « organigrammes présents et futurs du ministère de l'Éducation nationale », complète l'ensemble.

Béatrice Gurrey

LES OFFRES RECORDS CITROËN

HOMOLOGUÉES PAR CITROËN DU 1^{er} AU 15 AVRIL



À partir de 43 400 F

Avec 6000 F d'économie Citroën et l'aide de l'État. Offre non cumulée réservée aux particuliers sur véhicules neufs dans les points de vente participants. Tarif conseillé du 31/03/96 au 31/03/96.

ZX HARMONIE SUPER EQUIPÉE

À partir de 59 200 F



Avec 9000 F d'économie Citroën et l'aide de l'État. Série limitée – Coupe, Berline ou Break – 4 motorisations – Essieu arrière auto-directionnel – Barres de renfort dans les portes – Plus de 30 équipements de série : Compteur-tour électronique – Vitres teintées – Intérieur velours – Peintures nacrées ou métallisées – Essuie-glace arrière – Prégarniture radio – Projecteur antibrouillard (sur Coupé et Berline) – Volant réglable en hauteur – Pédaliers et boutons de commande à l'usage de l'Etat si vous en bénéficiez. Offres non cumulables, réservées aux particuliers pour l'achat d'une Citroën neuve dans les points de vente participants. Tarif conseillé du 31/03/96 au 31/03/96.



SUR XANTIA
REPRISE ARGUS* + 12 000 F
ou reprise minimum 12 000 F
soit jusqu'à 19 000 F d'économie avec l'aide de l'Etat**.

*Valeur de reprise Argus calculée en fonction du cours moyen de l'Argus du jour du démontage du véhicule et déduction des éventuels frais de remise à l'Etat standard et des 15% pour frais et charges professionnelles, à laquelle Citroën ajoute 12 000 F. Cette offre de reprise ne s'applique que sur les véhicules d'une cylindrée inférieure ou égale à celle de la Xantia neuve A.M. 96 actuelles. **Avec 12 000 F de reprise minimum Citroën et l'aide de l'Etat si vous en bénéficiez. Offres non cumulables, réservées aux particuliers pour l'achat d'une Citroën neuve dans les points de vente participants.

3615 CITROËN (1.29 F/mn)

PORTES OUVERTES LE WEEK-END DU 13 AVRIL
SUivant AUTORISATION



le dénominateur commun, « faux débat », « faux débat », tout en défendant une thèse qui n'est que la reproduction de la discrimination.

FREDERIC MARTEL
« le vrai a provoqué
fondamental » « Après
monopole ne peut
même qu'avant »

tion du communautarisme

homosexuels depuis 1968, relance de la discussion sur les mouvements gays face à l'épidémie de sida



ry Pride de juin 1995

Le 1^{er} juin 1995, jour de la Fête de la Liberté, les militants de la communauté gay ont organisé à Paris une manifestation pour dénoncer la discrimination et pour célébrer la victoire du sida. La manifestation a été organisée par le collectif « Les Gays de Paris » et a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Les participants ont parcouru les rues de Paris en portant des banderoles et en chantant des chansons. La manifestation a été marquée par la présence de nombreux artistes et personnalités. Elle a été l'occasion de rappeler que le sida est une maladie qui ne fait pas de distinction entre les sexes et que la lutte contre le sida est une lutte pour la liberté et la dignité de tous.

big bang fondateur

Le 1^{er} juin 1995, jour de la Fête de la Liberté, les militants de la communauté gay ont organisé à Paris une manifestation pour dénoncer la discrimination et pour célébrer la victoire du sida. La manifestation a été organisée par le collectif « Les Gays de Paris » et a rassemblé plusieurs milliers de personnes. Les participants ont parcouru les rues de Paris en portant des banderoles et en chantant des chansons. La manifestation a été marquée par la présence de nombreux artistes et personnalités. Elle a été l'occasion de rappeler que le sida est une maladie qui ne fait pas de distinction entre les sexes et que la lutte contre le sida est une lutte pour la liberté et la dignité de tous.

DISPARITIONS

Richard Condon

Un maître du roman paranoïaque

LE ROMANCIER américain Richard Condon, auteur de *L'Honneur des Prizzi*, est mort mardi 9 avril à Dallas. Il avait quatre-vingt-un ans. Après avoir longtemps travaillé comme publiciste à Hollywood, Richard Condon avait publié *The Manchurian Candidate* (Un crime dans la tête) en 1959. Le roman ne rencontra guère d'écho à sa publication, mais il fut adapté au cinéma par John Frankenheimer, sur la suggestion de Frank Sinatra. Le film sortit en 1962. Il racontait comment un soldat américain, capturé par les Soviétiques pendant la guerre de Corée, est conditionné afin d'assassiner le président des États-Unis plusieurs années plus tard. Quelques mois après la sortie du film, John F. Kennedy était assassiné par un militaire démocrate qui avait passé plusieurs mois en URSS. *The Manchurian Candidate* servit de prototype à toute une série d'élucubrations paranoïaques de qualité très variable, dont - à l'écran - le *JFK* d'Oliver Stone.

Richard Condon ne se départit que rarement de cette veine, donnant en 1974 une interprétation a-

postérieure de la tragédie des Kennedy dans *Winter Kills*, qui faisait du patriarche du clan le responsable de la mort des fils. Richard Condon a toujours affirmé que le sénateur Kennedy fut à l'origine du retrait des écrans de l'adaptation cinématographique de *Winter Kills*.

Mais contrairement à nombre de ses éponymes Richard Condon ne se départit jamais d'un humour qui lui permettait de se tenir à bonne distance de ses sujets. C'est d'ailleurs l'un de ses livres les plus drôles, *L'Honneur des Prizzi*, qui lui permit en 1982 de renouer avec le succès commercial. L'adaptation cinématographique, par John Huston, de cette épopée relatant l'accession d'une famille mafieuse à la respectabilité rappela aux États-Unis que Condon, malgré son style brut de décoffrage, restait l'un des observateurs les plus astucieux de leurs turpitudes. Même si plusieurs d'entre eux ont été traduits, aucun ouvrage de Richard Condon n'est actuellement disponible en français.

Thomas Sotinel

■ BEN JOHNSON, acteur américain, est mort d'une attaque cardiaque, lundi 8 avril, près de Phoenix (Arizona), à l'âge de soixante-dix-sept ans. Ex-champion de rodéo, il arrive à Hollywood au début des années 40, où il devient figurant et cascadeur pour westerns, avant d'être découvert par le réalisateur John Ford. Ce dernier le fera d'abord sergent de cavalerie dans deux de ses films, avant de lui offrir le rôle principal dans *Le Convoi des*

braves (1950). Johnson tourna ensuite avec l'ancien assistant de Ford, Andrew McLaglen, puis avec Sam Peckinpah et Tom Gries. En 1971, il décroche un Oscar pour son interprétation dans *The Last Picture Show* (La Dernière Séance), de Peter Bogdanovich, et, consécration suprême, « reçoit » en 1994 une étoile sur le fameux « Walk of Fame » (trotoir des célébrités) d'Hollywood, plus de cinquante ans après son arrivée dans la ville.

NOMINATION

CONSEIL RÉGIONAL D'ALSACE

Adrien Zeller, député (UDF-FD) du Bas-Rhin et maire de Saverne, a été élu président du conseil régional d'Alsace, mercredi 10 avril, au troisième tour de scrutin (*Le Monde* du 12 avril). Il succède à Marcel Rudloff (UDF-FD), décédé le 23 mars.

[Né le 2 avril 1940 à Saverne (Bas-Rhin). Adrien Zeller, ingénieur agricole, a commencé sa carrière en tant qu'administrateur principal à la commission des communautés européennes. En 1973, il est

de conseiller général du Bas-Rhin, mandat qu'il conservera jusqu'en 1988, et député, apparenté au groupe UDF. Après avoir conquis la mairie de Saverne en 1977, Adrien Zeller est réélu à l'Assemblée nationale le 16 mars 1986. Nommé secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale au sein du gouvernement de cohabitation dirigé par Jacques Chirac, il cède son siège de député à Marc Reynaud. Réélu député du Bas-Rhin le 5 juin 1988, puis le 21 mars 1993, Adrien Zeller est inscrit au groupe UDF. Parlementaire européen de 1988 à 1992, il était vice-président du conseil régional d'Alsace depuis 1992.]

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages

Mario-Laure et Eric se sont mariés le samedi 13 avril à la mairie de Paris.

17, allée des Tillouls,
31280 Mors
Jean-Blanc
47231 Fala

Décès

Le 9 avril 1996,

M^{me} Jeanne BOUET,
née LE CLAIRE,

nous a quittés, en plein cœur du printemps.

Une bénédiction sera donnée le mardi 16 avril, à 10 heures, à la chapelle Saint-Paul de Vitry-sur-Seine.

— M. Jean Cayeux,
son mari,
M. et M^{me} Jean-Louis Rimbaut,
M. et M^{me} Remy Cayeux,
M^{me} Blandine Cayeux,
M. et M^{me} Denis Cayeux,
M. et M^{me} Christian Renard,
M. et M^{me} Louis Cayeux,
ses enfants,
Cécile, Thomas, Lucie, Anne et Olivier, Gilles, Pascal, Sébastien, Alain, Nathalie, Jérôme, Jean-Baptiste, Florian, Marlène,
ses petits-enfants,
vous remercieront de vous associer à leur peine à l'occasion du décès de

M^{me} Jean CAYEUX,
née Marie-Louise BERNOT.

survenu le 10 avril 1996, dans sa quatre-vingt-septième année, dans la paix du Seigneur.

La messe des funérailles sera célébrée le lundi 15 avril, à 9 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugrard, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Vaugrard.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue Théophraste-Renaudot,
75015 Paris.

— M^{me} Odette Bertrand,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-René Bertrand,
M. Gilles Bertrand,
ses enfants,
M. et M^{me} Roux,
Le général et M^{me} de Haldex Du Lys,
ses cousins et cousines,
Tous les membres de sa famille et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
Dieu du

général de brigade
René BERTRAND,
commandeur de la Légion d'honneur,
ancien évadé et interné résistant,

survenu le 11 avril 1996, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Louis des Invalides, le 16 avril, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Talant (Côte-d'Or).

Ni fleurs ni couronnes.

34, avenue Salvador-Allende,
92000 Nanterre

— Le général de corps d'armée (er) Woisard, président de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur,

Et les membres du conseil d'administration,
ont le regret de faire part du décès du

général (er) René BERTRAND,
commandeur de la Légion d'honneur,
secrétaire général de la société,

survenu le 11 avril 1996.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Louis des Invalides, le 16 avril, à 11 heures.

SEMLH,
Hôtel national des Invalides,
75007 Paris.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
45-66-77-13

Marthe Robert

Une conteuse d'idées

L'ESSAYISTE et traductrice d'allemand Marthe Robert est morte dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 avril. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

En août 1914, l'année où naquit Marthe Robert - le 25 mars, à Paris -, Franz Kafka écrivait une phrase étrange dans ce *Journal* qu'elle eut à cœur de traduire et de faire publier quarante ans plus tard, de faire aimer aussi, avec une ténacité et un courage irrédutibles. Il écrivait : « Mon Roman, c'est mon je, c'est mon impossibilité de vivre. » Un constat magnifique et inadmissible aussi, qui est le point de départ de questions qu'elle s'est acharnée à poser toute sa vie aux romans, à la psychanalyse, aux écrivains, et au judaïsme : « Quelles sont donc ces douleurs, cette indicible souffrance qui donnent naissance chez l'homme à la création ? »

VITE POUR L'ALLEMAGNE

Il y avait une petite fille dont le père était pacifiste, qui avait vu les horreurs de la Grande Guerre et la défaite allemande parce qu'elle n'était pas née très loin de la frontière. Elle avait éprouvé un effroi inoubliable devant l'humiliation. Et c'est ce qui l'amena, avec un sens du paradoxe, de la liberté de pensée et du défi aux conventions qui ne devaient jamais la quitter, à apprendre la langue allemande, à l'aimer, à aimer ses écrivains, et à vouloir les faire connaître en France, après l'autre guerre. Et c'est au fond par pitié pour l'Allemagne vaincue que Marthe Robert est devenue au fil des années une des plus grandes « talmudistes » de la littérature contemporaine, « la première non-juive, disait-elle en riant avec fierté, à recevoir le Prix de la Fondation du judaïsme français ». Elle aimait que sa vie illustre cette phrase de Cromwell : « Celui qui fait le plus de chemin est souvent celui qui ne sait pas où il va. »

Au début donc, elle traduisait des écrivains allemands, pour gagner sa vie, et sans pour autant se considérer comme une traductrice professionnelle. D'ailleurs, Marthe Robert ne se considéra jamais comme spécialiste de rien, sinon par rencontre et par accident. Amoureuse, oui, passionnée, sans aucun doute, acharnée et rigoureuse à l'évidence, mais spécialiste, non. Dès qu'elle était reconnue spécialiste de quelque

chose ou de quelqu'un, Kafka, Kleist, Freud, les contes de fées, Flaubert, la psychanalyse, Don Quichotte, la critique littéraire, la naissance du genre romanesque, ou la crise de la pensée, les aventures du langage, ou le mystère de la vie de Robert Walser, elle changeait de sujet. Mais sans jamais en abandonner aucun. Comme si elle dessinait une figure invisible, sa « traversée littéraire » à elle, une sorte de roman unique, composé de tous ses rêves, et de toutes ses lectures, qui sont aussi des rêves, comme on sait. Et c'est ce qui nous reste aujourd'hui, la trace des pas dans la neige des mots, de cette lectrice infatigable et magique.

Dans les années 50, elle traduit donc le *Journal* de Kafka, puis *Préparatifs de noces* à la campagne, mais aussi Kleist, qui lui fait apercevoir que le langage est bien souvent un obstacle à la communication, en ce qu'il est calcul et jugement. Kleist, qui lui fait devenir que les mots qui sont nos seuls recours dans notre solitude sont éternellement un instrument défectueux. Elle traduit : Büchner, Nietzsche, les Contes de Grimm, Lichtenberg et *L'Institut Benjamin* de Robert Walser en 1960.

L'art de la traduction l'amène à s'interroger sur la manière dont les mots nous possèdent, et sur les conséquences qu'a, pour la pensée, telle ou telle manière de dire le monde. Mais c'est en 1963 qu'elle commence à afficher ses convictions subversives concernant le roman avec *De Don Quichotte à Kafka*, un essai que couronne le Prix Femina Vacaresco. En 1967, elle récidive, avec un livre intitulé *Sur le papier*. Se précisent les questions qui l'obsèdent. D'où vient que les histoires nous fascinent ? Quelles histoires ? Qui les invente et pourquoi ? D'où vient la fortune inouïe du genre romanesque ?

Entre-temps, elle a traduit la correspondance de Kafka, et longuement travaillé à une série d'émissions radiophoniques qui vont devenir un livre culte : *La Révolution psychanalytique* (1979, rééd. « Petite Bibliothèque Payot »). Là encore, pas à pas, sans dogmatisme, en fuyant l'exégèse qu'elle abhorre, elle pose ses habituelles questions : comment, pourquoi ? Son Freud est un personnage de roman, un génie douloureux qui déclare à Arthur

Schitzler : « Je sais seulement que la psychanalyse n'est pas un bon moyen de se faire aimer, tandis que l'artiste, lui, aurait le privilège de montrer l'âme humaine dans toute sa noirceur en s'assurant, de surcroît, l'amour de l'humanité. » Parlant de Freud, Marthe Robert parle littérature, parlant de Kafka, de Kleist, ou de Flaubert, elle n'oublie jamais ce que lui a appris la psychanalyse.

FLAUBERT VIA KAFKA

En 1972, avec *Roman des origines, origine du roman* (Grasset), elle élabore le thème de l'enfant trouvé, qui rassemble ses écrivains préférés. Elle se rapproche de Flaubert, qu'elle a aimé grâce à Kafka. Bientôt les prix et les récompenses s'accumulent. Sa discrétion, son effacement constant devant les œuvres dont elle s'est faite la passeuse ne peuvent empêcher que sa réputation soit faite.

En 1977, elle obtient le Prix des critiques pour son premier *Livre de lecture* et le Grand Prix de la critique pour *La Vérité littéraire* en 1981 (les deux chez Grasset). En 1978, elle est entrée au jury du prix Médicis. Et l'année suivante paraît *Seul comme Franz Kafka* (nouvelle édition, Calmann-Lévy, 1985), où elle fait de son compagnon de toujours l'incarnation du malaise et de l'inquiétude inhérente à l'art avec ses questions, sa frivolité, son tragique, son humour.

Mais il faut encore se battre : Kafka est devenu le drapeau de n'importe quel. Et les écrivains sont trop nombreux à ne plus se poser de questions sur leur travail. La critique n'est plus très critique. Les années 80 défilent. Marthe Robert se désole que les livres soient devenus des marchandises. On ne peut rien y faire, note-t-elle. Mais alors, qu'on soit cohérent, qu'on leur applique la loi sur la publicité mensongère et qu'on punisse celui qui ose écrire : « On sort de ce livre foudroyé. » Puisse le législateur l'entendre !

Après sa *Traversée littéraire* (Grasset, 1994), Marthe Robert, qui reçut l'année suivante le Grand Prix national des lettres, s'est tue. La voix envoûtante de cette conteuse d'idées, de cette inlassable questionneuse d'évidence, va manquer.

Geneviève Brisac

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 8-mardi 9-mercredi 10 avril sont publiés :

● **Enfance** : une loi tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant.

● **Formation** : un décret relatif aux organismes collecteurs paritaires agréés au titre du congé individuel de formation.

● **Emploi** : un arrêté portant agrément de l'accord du 6 septembre 1995, relatif au développement de la cessation d'activité de salariés totalisant 160 trimestres et plus de cotisations aux régimes de base d'assurance-vieillesse.

Le *Journal officiel* publie, en annexe, le contenu de cet accord du 6 septembre 1995, signé par le CNPF, la CGPME, l'UPA, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, FO et la CGT.

● **Législative partielle** : un décret portant convocation des électeurs de la 9^e circonscription du Pas-de-Calais pour le dimanche 12 mai, en vue de procéder à l'élection d'un député qui succèdera à Jacques Mellick (PS), démissionnaire.

Au *Journal officiel* du jeudi 11 avril sont publiés :

● **Comptes de campagne** : une loi tendant à préciser la portée de l'incompatibilité entre la situation de candidat et la fonction de membre d'une association de financement électoral ou de mandataire financier. Ce texte vise à clarifier la loi du 19 janvier 1995 sur le financement des campagnes électorales, et à permettre aux candidats menacés d'illégalité et de la déchéance de leur mandat d'échapper à cette sanction. Il prévoit notamment que pour les élections antérieures au 5 février 1996 l'interdiction faite « à un candidat d'être membre de sa propre association de financement ne s'applique qu'au candidat tête de liste » (*Le Monde* du 30 mars).

● **Autoroutes de l'information** : une loi relative aux expérimentations dans le domaine des technologies et services de l'information (*Le Monde* du 22 février).

● **Emploi** : un décret relatif à l'aide à la création ou à la reprise d'entreprise par les demandeurs d'emploi.

● **Environnement** : un décret portant création de la réserve naturelle de la tourbière de Machals (Vosges).

● **Agriculture** : un décret relatif au statut particulier des attachés administratifs des services déconcentrés du ministère chargé de l'agriculture.

Anniversaires de décès

— Il y a douze ans, le 14 avril 1994, disparissait l'épistémologue et philosophe

Noël MOULOUZ

Malgré les années et le temps, son souvenir reste extrêmement vivant chez tous ceux qui l'ont connu et aimé.

M^{me} F. N. Moulouz,
38 bis, avenue René-Coty,
75014 Paris.

Anniversaires

Aujourd'hui
vingt-sixième anniversaire de Benjamin
et déjà trois années sans lui...

Benjamin FOLLIN

13 avril 1970 - 7 mars 1993

« Le temps ne me pas l'amour de la vie. »

Communications diverses

— A l'occasion de la Journée internationale de la Shoah (Holocauste), le Mouvement juif libéral de France organise, comme chaque année, un office solennel en sa synagogue le lundi 15 avril 1996, à 18 heures, ainsi que la lecture publique des noms des déportés juifs de France, de façon ininterrompue, du lundi 15 avril à 20 heures au mardi 16 avril à 20 heures, place des Martyrs-Juifs-du-Vélodrome d'Hiver (métro Bir-Hakeim, Paris-13^e). Toute la population parisienne qui se souvient est invitée à se joindre à l'office en vue à la lecture des noms à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. M.J.L.F. - 11, rue Gaston-de-Callaev, 75015 Paris.

Soutenances de thèse

— Denise CLAISSE, professeur agrégé d'éducation musicale, a obtenu le 10 avril 1996 à l'université de Paris-Sorbonne sa thèse de doctorat en musicologie « Jacques Castède, compositeur français ». Le jury, qui lui a décerné la mention « très honorable », était composé des professeurs Christian Gombault, Serge Gut, Jean-Paul Holstein, Danièle Pizoue (directeur de thèse), et de Marcel Landowski, chancelier de l'institut.

— Rome, Paris.

M^{me} Carla Lambertucci,
son épouse,
M^{me} Silvia Lambertucci
et Ferdinando Maria Vincenzoni,
M^{me} Sabina Lambertucci-Mann
et Michael Mann,
ses enfants,
M. Filippo Lambertucci,
son neveu,
Nicolas, Julia et Luisa Mann,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

professeur

Alfredo LAMBERTUCCI,

survenu le 10 avril 1996, à Rome.

« Lingua mortali dice quel ch'io
scrivo in seno. »
G. Leopardi (A. Silvia).

Rome, via G. Ferrari 11,
12, boulevard Arago,
75013 Paris.

— Paul et Clara,

ses enfants,
Pierre,
son mari,
Claude et Lise,
ses parents,
Hélène,
sa sœur,
Manfred et Marie,
ses grands-mères,
Les familles Marcard et Monnier,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Cécile MONNIER,

née MARCAUD,

survenu brutalement dans son sommeil,
le 11 avril 1996.

— Le jury du prix Médicis
a la tristesse de faire part du décès,
survenu le 12 avril 1996, de

Marthe ROBERT,

essayiste et spécialiste de Kafka
et de Freud.

qui y avait été élue en 1978.

Les obsèques auront lieu dans la stricte
intimité.

(Lire ci-dessus.)

— Bourg-la-Reine.

Aimée, Ellen et Catherine ont le
chagrin de devoir annoncer la mort de
leur mère.

Aimée DOCHERTY,

née SCHEREDINE,

le 11 avril 1996, à La Baule.

A son intention une cérémonie d'adieu
sera célébrée le 19 mai, à 12 h 30, en
l'église orthodoxe Saint-Alexandre-
Nevski, 12, rue Daria, Paris-18.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Nelly et Angeliki Garidis,
ses sœurs Souda et Katina,
Violette, Jacques Michot
et leurs enfants,
Sa famille de Grèce, ses amis,
Ses collègues et étudiants,
ont la grande tristesse d'annoncer que

Miltos GARIDIS

les a quittés le 7 avril 1996, à Paris, et sera
inhumé à Athènes.

Mir unapropos ni ayioyoyas,
pote pio pio ayioyoyas
Miltos Garidis unapropos
ayioyoyas ni unapropos
ayioyoyas pio pio ayioyoyas
ayioyoyas pio pio ayioyoyas.

« N'espérez pas que nous courrons
la tête, même pour un instant.
Pas plus que dans la tempête ne courbe
le cyprès
Nous avons aimé, beaucoup aimé la vie. »

Foix Angoulême, poète et ami de prison
pendant la guerre civile.

— La direction générale,
Et l'ensemble du personnel de
C&A France,
font part avec une profonde émotion et
une très grande tristesse du décès
accidentel de leurs collaborateurs de l'entreprise,
survenu jeudi 11 avril, à l'aéroport de
Düsseldorf.

M^{me} Marion GAUTIER,
M^{me} Isabelle VIGIER
et
M. Marc SANSON.

— M. Jacques Guazagnes,

M^{me} Marie-José Guazagnes,
M^{me} Dominique Thomas-Guazagnes,
M. Philippe Guazagnes,
leurs conjoints,
Ses petits-enfants,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacqueline GAZAGNES,
née GLAZE,

survenu le 9 avril 1996, à l'âge de
soixante-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, rue du Pont,
94430 Chennevières-sur-Marne.

— M. et M^{me} Michel Gillmann,

M^{me} Christiane Gillmann,
M^{me} Nicole Salinger,
ses enfants,
Muriel et Jean-Luc Bourlond,
Liliane, Fabienne et Sophie Gillmann,
Gregory Salinger,
ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la grande tristesse de faire part du
rappel à Dieu de

M^{me} Jean GILLMANN,
née Elisabeth ABBY,

le 11 avril 1996, à Paris, dans sa quatre-
vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 16 avril, à 9 h 30, au temple de
l'Eglise réformée de l'Escluse, 54, avenue
de la Grande-Armée, Paris-17^e.

L'inhumation suivra au cimetière
Saint-Gall à Strasbourg.

« Celui qui croit en moi vivra,
quand même il serait mort. »
Jean XI, 25.

248, rue de Rivoli,
75001 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les
annonces du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous
communiquer leur numéro de référence.

Dans l'attente
de l'aide économe
de la communauté
internationale
l'heure est aux
d'architectes
et d'urbanistes
Une reconstruction
rapide et sauve
de sa capitale
ne serait pas
garantie
d'une stabilité
en Bosnie-Herzégovine

Rêve

S

D

ENQUÊTE

e
 nomique
 nauté
 e,
 x projets
 es.
 iction
 vage
 zégovine

construire le Sarajevo de ses rêves, elle songe à la création d'espaces verts, elle désire planter des arbres.

La reconstruction de la capitale bosnienne est intimement liée à deux problèmes : l'aide économique de la communauté internationale et les choix du gouvernement bosnienog. Il est encore trop tôt, alors que l'arsenal d'armes et de munitions, pour prévoir un développement ambitieux de la cité meurtrie.

Les donateurs internationaux, qui ont raison d'exiger de connaître la destination de leur argent, doivent cependant être conscients qu'une reconstruction rapide et sauvage ne garantirait pas forcément la meilleure garantie d'une stabilité en Bosnie-Herzégovine. Qu'il ne suffit pas de couper du béton et d'ériger des tours de quinze étages pour restaurer un cadre de vie. Que l'harmonie d'une ville et le bien-être de ses citoyens sont certainement des facteurs de paix essentiels. A Sarajevo, une nouvelle génération d'architectes et d'urbanistes attend de se mettre au travail. « Je veux croire, écrivait Ivan Straus dans son *Journal de guerre*, que le temps nous aidera à guérir toutes nos blessures, que d'année en année nous rendrons à notre ville son charme, à ses rues, à ses places et ses jardins les couleurs de la vie... »

Rémy Ourdan
Dessin : Sergueï

Rémy Ourdan
Dessin : Sergeu

Les vingt printemps du « Woodstock français »

A Bourges, en avril 1977, le festival de la chanson commence dans une version libertaire qui donne la première place aux exclus du hit-parade avant de devenir le « son » des années Mitterrand

QUAND l'association Ecoute s'il pleut et la Maison de la culture de Bourges lancent en 1977 la première édition du Printemps de la chanson, le but avoué est de « sortir des sentiers battus de la pollution décollante », d'« aller à contre-courant de ce que diffusent les médias » : le rock sourd ou les niaiseries de la variété Clo-Clo.

Deux ans après la paix au Vietnam, la France résistante n'a pas perdu son âme. Le général Pinochet, la révolution des ceillots au Portugal, les quartiers de haute sécurité de Fleury-Mérogis, le Larzac et Lip habitent l'imaginaire de la révolte. Parachutiste et San Francisco ont fait de Maxime Le Forestier l'initiateur de la nouvelle chanson française, où s'inscrivent Alain Souchon, Bernard Lavilliers, Véronique Sanson ou Michel Jonasz.

Avec le mouvement folk, Alan Stivell et Malicorne, l'idée régionaliste s'est ancrée. Mais le Berry est resté à l'écart. Sa capitale, Bourges, ville de quatre-vingt mille habitants, n'est pas sous les feux de la rampe. Pour s'y rendre par le train, il faut changer à Vierzon. C'est l'horreur de la France profonde vue par Jacques Brel, mais c'est aussi le doux paysage des affiches mitterrandiennes de 1981. Au pied de Saint-Etienne, la cathédrale gothique, le chef-lieu du Cher bichonne ses marais et ses jardins. Ici on vit sur l'arsenal militaire français (les usines de GIAT-Industries), tout en y perpétuant l'esprit de Jacques Cœur, richissime homme d'affaires du cru, né en 1395.

Pourquoi, alors, interdire la Guéule ouverte en 1978, à-t-on choisi d'organiser le « Woodstock français » dans cet « arrê buffet du turbotrain » ? Parce que Bourges possède une Maison de la culture, un de ces établissements pensés par André Malraux en 1959 et destinés à exporter l'art dans les provinces.

Inaugurée en 1964, celle de Bourges exhibe en son hall d'entrée un mobile de Calder. Parce qu'elle est la seule en France à mener, sous la férule du comédien libertaire Alain Meilland, des ateliers-chansons. Daniel Colling, aujourd'hui homme d'affaires à poigne, directeur du Zénith parisien et du Printemps de Bourges, porte alors moustaches et roufquettes. Dans la foule de mai 68, ce jeune Nancéen, éducateur au Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation actives (Cema), aime Jean Ferrat, Claude Nougaro ou Anne Sylvestre.

A Paris, Daniel Colling rend-
Exceptions et records

- Ils ne sont jamais venus : Jacques Brel (en retraite aux Marseillais), Georges Brassens (déjà malade), Jean-Jacques Goldman (pas intéressé), Pierre Perret (passe ses vacances de Pâques en famille), Jean Ferrat (méfiant), Serge Lama et Michel Sardou (par opposition idéologique).
- Ils ont battu les records de durée en concert : Jacques Higelin, en 1980, refusant de quitter le chapiteau après quatre heures de concert et alors que la condensation était si importante qu'il pleuvait sur les spectateurs. En 1982, Francis Lalanne accomplit devant un parterre d'adolescents sa promesse de « tenir jusqu'à l'aube ».
- Des émotions fortes : Atahualpa Yupanqui et Alain Bashung en 1980, Léo Ferré en 1982, U2 en 1983, Nina Hagen en 1984, Johnny Hallyday et Eddy Mitchell chantant *Be Bop A Lula* ensemble en 1985, Johnny Clegg en 1986, Serge Gainsbourg, les Rita Mitsouko et la soirée « Joyeux merdier » organisée par les « alternatifs » français et Bérurier Noir en 1987, Susan Vega en 1993, Mano Solo en 1994, Suicidal Tendencies en 1995.



Le « méga-bœuf » des dix ans du festival avec, de gauche à droite : Paul Personne, Eric Serra, Didier Lockwood, Manu Dibango, Murray Head, Mino Cinélu, Karim Kacel, Bernard Lubat, Tom Novembre, Jacques Higelin et CharliElle Couture.

contre Maurice Frot, baroudeur moustachu, ancien volontaire d'Indochine, écrivain (*Le Roi des rats*, *Nibergue*, chez Gallimard), régisseur de Léo Ferré. Avec Alain Meilland, ils créent le collectif de producteurs et d'artistes. Ecoute s'il pleut. La municipalité de Bourges a basculé à gauche au moment où le premier Printemps ouvre ses portes en avril 1977 : Jacques Rimbault (PCF), mort en 1993, succède à Raymond Boldsé (UDF).

Il pleut. Il pleuvra tous les Printemps. Les organisateurs prévoient « trois mille lits à 3 francs ». Douze mille spectateurs affluent. Les régions insoumises (l'Occitanie de Joan Pau Verdier et Claude Marti), les pays en détresse (le duvallérisme haïtien dénoncé par Toto Bissalini), et la France en rupture de banc (François Béranger, Colette Magny) côtoient les vedettes du rock à la française (Mama Bea), les héritiers de la chanson rive gauche (Mouloudji, les Frères Jacques, Juliette Gréco).

Dans ce magma légèrement babba, « un authentique et véritable bordel », dira ultérieurement l'humoriste Pierre Desproges. Catherine Ribeiro réclame le « jugement dernier » pour le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing. Dick Annegarn entonne « Allons enfants sans patrie ! », et un brouillard se fait mettre au banc des commerçants de la ville pour avoir accepté de confectionner des sexes en pâte d'amande.

Les hostilités sont ouvertes entre la ville et un festival dont la marginalité n'est qu'apparente. Car, si Jacques Higelin balance *Aleries les bébés*, ce premier Printemps tire Charles Trénet d'une longue période d'oubli. Higelin, héros de *BBH 75*, chantant *La Folle Complainte* devant un parterre de

jeunes enthousiastes, bras dessus, bras dessous avec l'auteur de *Douce France*, reste un des moments fondateurs du Printemps.

Financé par la Maison de la culture et Ecoute s'il pleut, la première édition du Printemps est déficitaire de 280 000 francs. Mais le festival n'est pas encore attaqué par les maux de l'argent. Il s'en moque, il est libre, de gauche, et a-commercial. En 1978, Maurice Frot monte *Les Travailleurs de la nuit* : l'histoire de Marius Jacob, bandit anarchiste condamné aux travaux forcés en 1905 et devenu

Il pleut.
Il pleuvra
tous les Printemps.
Les organisateurs
prévoient
« trois mille lits
à 3 francs ».
Douze mille
spectateurs
affluent

merchand forain en Berry.

Le jazzman Bernard Lubat traverse de son libre délire un Printemps florissant : vingt-deux mille spectateurs en cinq jours et quarante-deux spectacles, dont Georges Moustaki, Mireille, Jean-Roger Caussimon, Pia Colombo, Michèle Bernard, Alan Stivell, Louise Forestier ou Steve Waring, tous des discriminés du hit-parade.

Le Printemps essuie ses premières critiques : « Pourquoi cette ségrégation envers le jazz, musique marginale, et le rock, musique sale ? », interroge le quotidien *Libération*, tandis que l'hebdomadaire *Rouge* remarque que « ce festival n'écarte aucun des genres... folk, musique ethnique, jazz, chanson de lutte, à l'exclusion du rock : quelle est la raison de cet ostracisme ? ». Du conformisme dans la résistance ? « A Bourges, écrit le mensuel *Rock & Folk*, on boude Areski et Fontaine, et on applaudit un Renaud [première parodie de Rictus Barrière en 1978], plus démagogue que jamais ».

La vie, sur la place Séracourt, n'est pas de tout repos. Bistrotiers ou boulangers mènent la polémique de la porte close devant « les mangeurs de chips et buveurs de limonade », meutes de punks aux cheveux teints en rouge avant l'heure. Comment s'appellent donc les habitants de Bourges, demandent, unanimement des journaux dans leurs titres : « *Berruyers ou bourgeois* ? »

Le déficit budgétaire est constant. Jacques Rimbault a beau monter au créneau pour obtenir « une subvention d'équilibre », le ministre de la culture et de la communication, Jean-Philippe Lecat, et son M. Chanson, Henri Chapier, font la sourde oreille. Trois ans après sa naissance, le Printemps de Bourges connaît sa première fracture, avec la démission en 1980 de Jean-Christophe Dechico, directeur de la Maison de la culture, partisan d'une édition biennale (« *Le père du Printemps est un enfanticide* », dira Guy Bedos), moins consommatrice de crédits culturels. Une pétition nationale aidant, que signera Georges Brassens, sauve le Printemps.

En avril 1981, le rock français (Hubert-Félix Thiéfaine, Jean-Patrick Capdevielle, Téléphone, Trust, Bernie Bonvoisin) arrive en force. La cathédrale, occupée par des réfugiés basques en grève de la faim, ouvre ses portes (la *Misa Criolla* et le Golden Gate Quartet) aux croisés de la chanson. L'enfant bâtarde des Berruyers est en voie de reconnaissance.

« Messieurs les présidents, messieurs les députés... nous voudrions vous donner un conseil que vous ne suivrez d'ailleurs pas : allez tous à Bourges !... », écrivait Jean-François Kahn en avril 1980 dans *Les Nouvelles Littéraires*, constatant « la déshérence généralisée. De tous les côtés, dans ce pays, surtout si l'on a moins de trente ans, on vous dit, on vous crie, on vous hurle : arrêtez de jouer aux cons, ça suffit !... La chanson est en voie de sécession... Elle ne choisit pas entre Giscard et Rocard, elle crache sur le monde du premier et ignore totalement l'univers du second... » (propos cités dans *Le Printemps de Bourges*, de Stéphane Davet et Frank Tenaillé, Gallimard/Découvertes). En 1981, le cinquième Printemps vient de se boucler, quand François Mitterrand est élu président de la République. La page libertaire est tournée.

Le Printemps va s'identifier au chambardement socialiste et à l'Union de la gauche, en même temps qu'à l'idéologie de la réusite jeune des années 80. L'édition 1982 bénéficie d'une subvention d'Etat d'un montant de 300 000 francs. Maurice Fleuret, excellent directeur de la musique et de la danse, affirme sur place « l'importance culturelle de la chanson », processus auquel « l'Etat doit s'associer ».

Daniel Colling et son équipe de programmeurs, renforcés par des spécialistes du rock (Bernard Batzen) ou des musiques du monde (Jacques Erwan), insistent sur les nouvelles tendances de la musique mondiale, le rock anglosaxon, en particulier : dans une atmosphère de spleen un peu froid, The Cure fête cette année-là dans le Berry la sortie de *Pornography*, album désespéré et novateur.

Le programme de Bourges est dès lors une parfaite compilation du son des années Mitterrand : les Irlandais de U2, les Français Alain Bashung, Etienne Daho, les Rita Mitsouko... il y aura l'entrée en force du rap, de NTM et de MC Solaar, des DJ et des raves. Avant cela, l'arrivée des musiques du monde (sur fond anti-apartheid de Johnny Clegg, qui se produit en 1986 devant seize mille personnes, record absolu du Printemps), et de ses stars : Khaled, Jimmy Cliff, ou Youssou N'Dour.

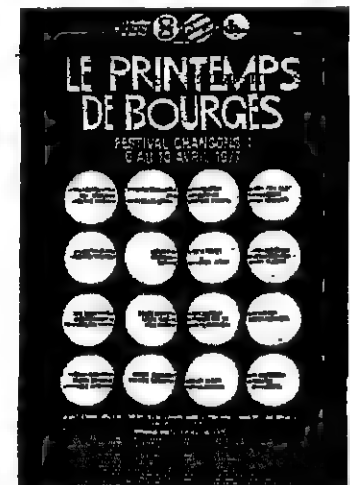
Le président Mitterrand y vient en 1987, car il a lu « dans tous les journaux que des milliers de jeunes étaient attirés ici ». Il se promène avec Serge Gainsbourg, qui réalise un documentaire, *Springtime in Bourges*, un verre de sancerre à la main. Marguerite Yourcenar et William Burroughs sont invités. Le ministre de la culture, Jack Lang, fera de Bourges un passage obligé du bon goût populaire, une

option confirmée par son successeur, le RPR Jacques Toubon. Jack Lang aime ce festival « jeune et créateur », et Bourges le lui rend bien, qui bénéficie des fonds collectés par la nouvelle taxe parafiscale instituée par la Loi Lang de 1985. Cette année-là, le Printemps de Bourges devient une SARL. En 1988, cent vingt mille spectateurs s'y pressent. Ce sont neuf jours de concert, un grand chapiteau, le Stadium, contenant jusqu'à dix mille personnes. Le festival atteint son apogée... et dépose son bilan l'année suivante.

En 1989, année de la chute du mur de Berlin, le premier festival de France mène un essai mégalo-mane et désordonné de culture planétaire : bikutsi camerounais, banghra anglo-pakistanaise, rock chinois ou soviétique (perestroïka oblige) lui font avouer un déficit cumulé de 8 millions de francs. Depuis, le Printemps de Bourges s'est serré la ceinture. Après dix-huit ans de règne communiste, la ville a basculé à droite (Serge Lepeltier, RPR), les sponsors font des économies, les artistes dévient rarement de leur planning de tournée. Colling et son équipe doivent gérer au mieux un budget de 28,9 millions de francs, en se répétant que jamais rien n'est acquis.

Véronique Mortaigne

★ Le Démon du Printemps, fanzine quotidien de quatre pages, conçu et réalisé par un groupe d'élèves du lycée Alain-Fournier de Bourges, sera diffusé avec *Le Monde* à Bourges et dans la région pendant toute la durée du festival. Les Camés et le Printemps de Bourges se sont associés à cette initiative.



1977, la première édition.



L'apogée en 1988.



V. Mo.

Vingt ans en 1996.

L'antenne de toutes les tribus musicales

Chansons, new jack, acid jazz, raï, trip hop, trance, rock, groove, etc.

LE PRINTEMPS de Bourges est une nébuleuse qui attire chaque année environ soixante mille spectateurs payants, dont 56 % âgés de moins de vingt-cinq ans, venus à 58 % de la région Centre. En dehors des lieux officiels s'est développé un festival off effervescent, où se presse un échantillon musclé des quelque « 35 000 groupes de rock de France », annoncés par François Mitterrand en visite à Bourges en 1987. Dans les allées, punks attardés et hippies new age, amateurs de pop anglaise ou de blues à l'ancienne, partagent le même plaisir du sandwich-merguez, spécialité du festival depuis sa création, avec les incertitudes de la météo.

Le Printemps de Bourges bénéficie d'une activité continue, grâce à son réseau Découvertes, mis en

place en 1985, et qui permet à de jeunes talents de se produire durant le festival dans les petites salles, Germinal et la Soute, de la Maison de la culture. Créées il y a onze ans, les antennes Centre, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées permettent la première année de découvrir Juliette et l'Affaire Louis Trio. Depuis, le réseau s'est étendu aux pays européens. Au nombre de vingt-deux en France, les Antennes du Printemps procèdent aux présélections (mille six cent soixante-cinq candidatures en 1995), organisent des tournées (cent cinq mille spectateurs en 1995), éditent des compilations et des albums pour les vainqueurs (en 1995 : DNC, Marousses). Ces scènes parallèles sont des lieux d'observation privilégiés des goûts et des tendances.

Les tribus musicales ont éclaté au seuil des années 90. Le Printemps de Bourges s'en est fait l'écho : un festival de cette ampleur exige aujourd'hui le maniement d'un guide pratique de la forêt vierge des nouvelles tendances : new jack, acid jazz, rave, raï, trip hop, trance, house, hardcore, groove, etc. cohabitent sans toutefois s'agréger autour d'une idée. A Bourges, il y en a donc pour tous les goûts. Du jazz manouche et des nuits « stratosphériques » menées par des DJ à la mode, Catherine Lara et Michel Fugain, Dominique A et Brigitte Fontaine, Lou Reed et Sting, Cypress Hill et Alan Stivell. Et, depuis 1995, du heavy metal et sa violence sonore.

Au seuil de l'an 2000, le Printemps de Bourges mesure la dis-

tance qui le sépare des airs de guitare des années 70 de l'actuelle suprématie de la technologie. Les musiciens des années 90, tels Transglobal Underground ou FuDa-Mental, échantillonnent (le sampling) des sons du monde entier, créent des musiques de laboratoire, dont le passage en scène n'est pas évident, comme l'a prouvé la dernière édition des Transmusicales de Rennes (festival avant-gardiste par opposition au Printemps, festival miroir). En même temps, des idoles du rock contemporain, Björk, P.J. Harvey, Cranberries, s'emploient à faire revenir la méthode en force, bannissant les limites de genre, sans préjugés pour la chanson défendue par le Printemps des origines.

LE MONDE - VIDÉOS - LIVRES
LES LE MONDE
Le programme du câble

150

Le Monde

EDITORIAL

Impossible secret

SECRET de l'instruction et liberté d'information. C'est un bien vieux débat que le garde des sceaux, Jacques Toubon, a choisi de relancer. Le Monde, dans ses éditions du 13 avril, a publié une longue enquête sur l'affaire Gigastorage, s'appuyant sur les nombreuses pièces versées au dossier d'instruction : procès-verbaux d'audition, rapports d'expertise... Quelques heures plus tard, à la demande de la chancellerie, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire contre X pour violation et recel de violation de secret de l'instruction et de secret professionnel.

La rapidité de la réaction ministérielle a de quoi surprendre. Le garde des sceaux est dans son rôle, pour-t-on dire, qui vient ainsi rappeler que la loi de 1881 sur la presse interdit de publier les « actes de procédure criminelles et correctionnelles avant qu'ils aient été lus en audience publique ». C'est oublier combien ce secret de l'instruction a été amené à évoluer sous les impératifs d'une évidence démocratique : sauf à balancer la presse, l'article 38 de la loi de 1881 ne suppose plus une interprétation restrictive. Le temps de la justice n'est pas à tout coup celui de la société. Cette autre évi-

dence est à nouveau apparue dans l'affaire Gigastorage, qui a valu au président du conseil général de Belfort, Christian Proust, une mise en examen pour escroquerie et quinze jours de détention provisoire. En menaçant de diffuser sur le réseau Internet l'intégralité du dossier d'instruction, M. Proust a posé une simple question. Le travail de la justice doit-il demeurer dans une confidentialité qui, au lieu de protéger les « présumés innocents », les accable parfois ?

Dans l'affaire Gigastorage, le débat sur le secret de l'instruction se pose en effet d'une manière inédite. Depuis des années, la plupart des hommes politiques affirment que le silence des médias garantit le respect de la présomption d'innocence. A Belfort, le mis en examen lui-même

prend aujourd'hui ce raisonnement à contre-pied. Le président du conseil général de Belfort multiplie les interviews. « Je me trouve dans l'obligation de démontrer mon innocence et de montrer qu'il n'y a rien dans ce dossier », conclut-il. En l'occurrence, le secret de l'instruction tue la présomption d'innocence.

Avec le développement des affaires, les tentations sont grandes d'imposer le silence. En 1994, Alain Marsaud, député (RPR) et ancien juge d'instruction, avait ainsi proposé au beau milieu d'une séance de nuit de l'Assemblée nationale un amendement interdisant « la publication de toute information au sujet d'une personne faisant l'objet d'une enquête ou d'une instruction judiciaire » avant la saisine définitive de la juridiction de jugement. Ce texte aurait imposé le silence mais à quel prix ? Dans un pays où les instructions sont longues et où le parquet est placé sous l'autorité du garde des sceaux, l'absence de transparence aurait sans aucun doute pour effet de favoriser l'étoffement des affaires. Sans la presse, y aurait-il eu une information judiciaire visant l'ancien ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, ou encore Alain Carignon, l'ancien ministre de la communication ?

AU COURRIER DU « MONDE »

L'éditorial du Monde du 20 mars, consacré à la condamnation de M. Henri Emmanuelli en raison de ses responsabilités comme ancien trésorier du Parti socialiste, a paru sévère ou injuste à certains de nos lecteurs, tandis que d'autres s'étonnaient des protestations suscitées par cette décision de justice. Les extraits de correspondance que l'on trouvera ci-dessous prolongent un



débat qui a occupé nos colonnes, notamment avec la prise de position de M. Robert Badinter (Le Monde du 23 mars), que commente l'un de nos interpellateurs. M. Jean-Claude Pecker élargit la discussion en plaçant pour le droit de critiquer la justice : il invite celle-ci à se regarder dans un miroir.

LA LOI EST DURE...

Dans Le Monde du 23 mars dernier, M. Robert Badinter dénonce, dans un article intitulé « Henri Emmanuelli, bouc émissaire », le sentiment d'« injustice » et d'« amertume » que laisse la condamnation de son ami, député des Landes. Il tente d'expliquer cette injustice en observant que ce dernier a été « sévèrement condamné alors qu'il n'a tiré aucun avantage personnel des procédés illégaux du Parti socialiste ». Qu'il me soit permis de rappeler à M. Badinter, qui d'ailleurs est trop fin juriste pour l'ignorer, qu'il plaide ici en faveur de M. Emmanuelli en retenant ce que l'on appelle juridiquement le mobile de l'infraction. Or, c'est bien heureux ainsi, le droit pénal français ne tient pas compte de ces mobiles pour qualifier juridiquement une infraction : il ne retient que l'intention de la commettre (dite « dol général »). Dès lors que celle-ci est reconnue, l'élément moral de l'infraction est constitué et la condamnation se justifie. Le contraire reviendrait à assurer une impunité pénale pour celui qui n'a tiré aucun profit à la commission d'une infraction, ce qui arrive assez fréquemment. Ce serait la porte ouverte à nombre de déboires pour la société ne saurait tolérer.

Qu'il me soit permis également de rappeler que, lorsque n'importe quel citoyen (et a fortiori un homme politique dont l'intégrité doit être sans faille) accepte volontairement des fonctions aussi importantes que celles de trésorier d'une association ou d'un parti, il se doit de les assumer quelles qu'en soient les conséquences. Ne pas juger les fautes de tels agents constituerait une forfaiture de la part des juges, doublée d'un déni de justice que même M. Badinter refuserait.

La loi est dure, mais c'est la loi. Frédéric Noetinger Paris

UNE RESPONSABILITÉ COMMUNAUTAIRE

Dans Le Monde du 20 mars, la conclusion de l'éditorial consacré à la condamnation d'Henri Emmanuelli est : « Être trésorier d'un parti, c'était, dans ces conditions, accepter de se salir les mains... Les mains sales doivent être lavées par la justice, qu'elles soient celles d'un élu... ». Elle est irresponsable, égale au « je m'en lave les mains » et au « c'est la faute à l'autre ». Cette conclusion attribue à un seul homme, homme seul, les décisions de financement et donc à un seul homme, homme seul, la responsabilité, et de ce fait justifie sa condamnation.

Cette assertion n'est pas acceptable. Elle néglige totalement les conditions d'action de l'époque : nommé ou élu par ses pairs, le trésorier du PS acceptait en connaissance de cause de financer son parti avec l'assentiment de ses pairs lui déléguant leurs pouvoirs et sachant comme il était procédé. Chacun, du haut en bas de la pyramide, du secrétaire général à l'électeur de base que je suis, sa-

vait ou présentait que les moyens financiers ne pouvaient jaillir ex nihilo de la bourse plate du trésorier, et les journalistes étaient alors soit naïfs, soit hypocrites de ne pas écrire qu'il y avait discordance entre les dépenses et les recettes des partis.

Mais, l'alternance n'étant pas en vue, ce sujet n'était pas d'actualité. Vint l'alternance, et le chien pénètre dans le jeu de quilles : malheur à celui qui n'est pas au pouvoir lorsque l'affaire est jugée.

Henri Emmanuelli est responsable comme tous, du président à l'électeur, du journaliste au lecteur, du témoin au juge, d'une responsabilité communautaire d'avoir accepté le fonctionnement d'un régime démocratique légitimant les partis sans leur donner les moyens de fonctionner.

Pierre Lasserre Doazit (Landes)

INIQUE

C'est avec une surprise quelque peu indignée que j'ai pris connaissance de l'éditorial du Monde du 20 mars, au sujet de la décision de justice prise à l'encontre de M. Emmanuelli (...). Les pratiques que l'on condamne aujourd'hui n'ont pas été inventées par le Parti socialiste, et encore moins par son trésorier du moment. Depuis des décennies, tous les partis ont pratiqué ce genre d'« échanges » sans que cela dérange le moins du monde l'établissement, et pour cause !

Il a fallu, au contraire, que les socialistes arrivent au pouvoir, et qu'ils suscitent assez de haine chez certains de leurs adversaires, pour que le système soit démonté. Bien heureusement d'ailleurs, mais qui doit payer ? Seulement le Parti socialiste ? Et qui plus est de quel ? Qu'a-t-il fait de plus que les autres ? Rien. C'est en cela que ce jugement est inique, comme l'a très bien dit Lionel Jospin. Que ce soit de droite ou de gauche, et avant les lois de 1990, seul l'enrichissement personnel est condamnable pour l'époque concernée. Or ce n'est pas ce qui est reproché à M. Emmanuelli.

Il s'agit donc bien d'une décision de corollation politique. Sinon, que les trésoriers de tous les partis, justiciables de la même décision, comparassent à leur tour au lieu d'enterrer les affaires de la majorité, comme il apparaît actuellement.

René Canin Tassin-la-Demi-Lune (Rhône)

LA JUSTICE DANS UN MIROIR

Certes, les trois pouvoirs : exécutif, législatif, judiciaire, sont, ô Montesquieu, « indépendants », en principe, l'un de l'autre. Ce n'est pas une raison, bien au contraire, pour que l'opinion ne puisse critiquer une décision de l'exécutif, ou une loi du Parlement. Pourquoi pas une décision de justice ?

Au début de ce siècle, un tribunal militaire a condamné un in-

nocent, le capitaine Dreyfus. Peu après, une cour de justice a jugé un autre innocent, Emile Zola. Dans les deux cas, les opinions, les partis, se sont émus et mobilisés, de façon profonde, pour ou contre les décisions alors rendues par la justice. Sans cette émotion, sans cette critique, Dreyfus serait mort à l'île du Diable, et la France serait depuis longtemps celle dont rêvait alors Drumont. « l'accusé », M. Jacques Toubon de l'avoir oublié.

J'aurais été « dreyfusard ». Des membres de ma famille furent à l'époque lourdement molestés. Et mon grand-père fut l'un des premiers membres de la Ligue des droits de l'homme, à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir.

Certes, la condamnation d'Henri Emmanuelli n'est pas, quantitativement, aussi dramatique que celle de Dreyfus. Elle n'en est pas moins une mauvaise décision de justice, comme il y a de mauvaises décisions du pouvoir, comme il y a de mauvaises lois.

C'est maintenant à la justice elle-même de se regarder dans un miroir, et de se dire : « N'avons-nous pas été injustes dans notre jugement ? N'avons-nous pas oublié notre nécessaire sérénité ? »

Jean-Claude Pecker, membre de l'Institut

LA VÉRITABLE MISSION DE LA FONDATION JÉRÔME-LEJEUNE

En lisant la première page du Journal Le Monde du 22 mars 1996, je pensais à tous ceux qui nous ont fait confiance et qui, par leur générosité, ont donné vie à ce formidable projet qu'est la Fondation Jérôme-Lejeune, pour faire renaître l'espoir des personnes atteintes de leur intelligence, en aidant les chercheurs et médecins qui y consacrent leur temps et leurs talents. Parents ou proches d'enfants malades, ils ont donné sur le nom même du professeur Jérôme Lejeune.

Les journalistes parisiens ignoraient-ils la détresse de ceux qui sont concernés par les maladies de l'intelligence ? Ce jeune agriculteur qui a donné 5 000 francs sur un revenu modeste l'a fait parce qu'à sa consultation le professeur Lejeune a soigné sa fille, l'a aidé dans sa souffrance et l'a réhabilité dans sa dignité de père.

Quel décalage avec une promesse qui cherche la polémique politique !

Veut-elle briser cette espérance ? Intuitif ? Les opposants à l'avortement créent une Fondation Jérôme-Lejeune avec un titre en pleine page procédant d'une volonté de querelle, dont l'excès intempestif, inhabituel dans vos colonnes, suffit à démontrer la faiblesse. Alors, écoutez-nous, et au lieu de contester sans savoir, aidez-nous plutôt à construire une œuvre porteuse d'espoir, puisqu'elle concerne l'avenir de centaines de milliers d'enfants et d'adultes qui, chaque jour, luttent contre les maladies de l'intelligence. Or celles-ci sont les plus dramatiques, car seul l'homme peut en souffrir et les plus inhu-

manes aussi, puisqu'elles interdisent au patient d'être pleinement lui-même.

Le professeur Jérôme Lejeune est le premier à avoir découvert que la maladie jusqu'alors appelée mongolisme résulte d'une aberration chromosomique dénommée trisomie 21. Il a ainsi ouvert la voie de la génétique moderne. C'était un médecin qui a consacré toute sa vie aux malades. A sa mort, il a dit à ses amis et à ses proches : « Que vont penser mes petites malades ? J'ai le médecin qui devait les soigner et les guérir, et je les abandonne ! » C'est pour eux et leurs parents qui pleuraient en disant « qu'allons nous devenir ? » qu'avec une équipe de scientifiques, de chercheurs et de médecins, nous avons décidé de créer une grande fondation scientifique destinée à financer la recherche sur les maladies de l'intelligence.

Le professeur Jérôme Lejeune défendait la vie parce qu'il savait scientifiquement « que le petit de l'homme est un homme petit », et parce que, en tant que médecin, il n'acceptait pas d'être battu d'avance en supprimant le malade faute de pouvoir guérir la maladie. Comme Pasteur, il avait en lui cette espérance des grands chercheurs, qui le plaçait définitivement du côté des malades contre la maladie. Il répétait : « Nous trouverons. Il est impossible que nous ne trouvions pas. C'est un effort intellectuel beaucoup moins difficile que d'envoyer un homme sur la Lune ».

Chacun de nous connaît dans sa famille ou dans son entourage une personne atteinte de la trisomie 21, la maladie d'Alzheimer ou différents troubles du comportement d'origine génétique. On a longtemps pensé que les maladies étaient incurables. Mais les progrès de la génétique ouvrent aujourd'hui de nouvelles perspectives. La Fondation Jérôme-Lejeune a pour objet d'aider tous ceux qui y travaillent.

Au début du siècle, l'espérance de vie des trisomiques 21 était de treize ans, aujourd'hui la moyenne d'âge porte allégrement ses soixante-deux ans. Il faut aider toutes ces personnes à vivre mieux à tous les âges de la vie. La première réalisation de la fondation sera de créer un centre de soins et de recherche. La Maison Jérôme-Lejeune, au sein d'un hôpital où ces malades seront accueillis, soignés et aidés, ainsi que leurs familles, afin de rendre à chacun cette plénitude de vie que nous appelons la liberté de l'esprit.

La reconnaissance d'utilité publique sur avis favorable du Conseil d'Etat démontre que l'objectif de la Fondation Jérôme-Lejeune a été apprécié comme respectable par cette haute assemblée et que son action mérite d'être encouragée, notamment par les avantages fiscaux consentis aux donateurs.

Jean-Marie Le Méné, membre fondateur de la Fondation Jérôme-Lejeune

Le jeu européen de Pékin contre Washington

Suite de la première page

Puissance commerciale montante, la Chine souhaite enfin adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle estime aujourd'hui qu'elle y est empêchée par les seuls États-Unis. Sur cette exclusion, « inéquitable », une véritable « discrimination politique », selon les mots de Li Peng, le premier ministre chinois s'est exprimé avec fermeté à Paris. « Sans la Chine, l'OMC n'est pas une organisation mondiale, mais une organisation régionale », a-t-il déclaré, avant d'expliquer que « si la Chine n'est pas membre de l'OMC, il y a à cela plusieurs raisons, dont une raison politique : dans le monde, il y a une superpuissance qui ne veut pas de la Chine à l'OMC ». Affirmant que son pays réduit ses tarifs douaniers au rythme demandé, le premier ministre chinois a estimé que les États-Unis « exigent que nous remplissions les conditions des pays développés », ce que « nous ne pouvons pas accepter ».

Face à ce climat sino-américain fortement dégradé, Li Peng a donc profité des changements politiques intervenus en France pour montrer à l'Amérique que la Chine ne manque pas d'amis dans le monde, en Europe notamment. La puissance d'achat du continent chinois est à cet égard une carte de mobilisation considérable. Derrière les commandes chinoises, il y a des emplois — un argument puissant auquel aucun gouvernement en Europe n'est aujourd'hui insensible. La concurrence entre Européens y est d'ailleurs très vive. Les délégations patronales se succèdent dans la capitale chinoise : le ministre britannique de l'Industrie en conduit une, composée de 150 industriels, ce mois-ci.

Si, malgré quelques manifestations de rue sur les droits de l'homme et l'incident autour du toast d'Alain Juppé, Li Peng pouvait afficher, vendredi, une visible satisfaction, c'est qu'il a largement atteint ses objectifs. Il qualifiait d'ailleurs à l'AFP sa visite de « grande réussite ». Par ce séjour en France, l'homme qui avait ordonné en 1989 les tirs sur la place Tiananmen a obtenu sa réhabilitation dans la dernière capitale européenne importante. Il s'est félicité de la position « très claire » de la France sur Taiwan. D'après l'agence de presse officielle Chine nouvelle, Jacques Chirac aurait d'ailleurs confirmé une nouvelle fois à M. Li que, conformément à l'accord de janvier 1994, l'industrie française ne « participerait plus à

l'armement » de l'île nationaliste. Paris enfin souhaite que la Chine puisse adhérer « aussi rapidement que possible à l'OMC ». Tout cela va à M. Chirac une invitation officielle à Pékin de la part du président chinois Jiang Zemin.

Ces engagements ont un prix : ce sont les « 12 milliards de francs de contrats » qui ont été signés, selon Li Peng, au cours de ces quatre jours. « Une visite tout à fait réussie sur le plan économique », a commenté vendredi Yves Galland, le ministre français délégué au commerce extérieur. Il y a bien eu quelques déceptions, chez GEC Alsthom (locomotives), Usinor (acier inoxydable), EDF (centrales thermiques) ou Rhône-Poulenc. Ces groupes espèrent profiter maintenant du climat meilleur instauré dans les relations franco-chinoises pour voir leurs projets aboutir. Du blé, du pétrole et des câbles électriques : les commandes engrangées sont néanmoins substantielles.

UN MESSAGE CLAIR

Les décisions annoncées en matière aéronautique sont cependant les plus importantes, tant sur le plan économique que politique. La commande de 30 Airbus A 320 et la « lettre d'intention » signée entre Aerospatiale et l'Avic (l'industrie chinoise de l'aviation) sur le projet de fabrication en commun en Chine d'un avion à 100 places sont un message clair à l'intention des Américains. Li Peng serait intervenu personnellement pour la signature, imprévue, de ce dernier document, à l'Elysée, jeudi matin. Le premier ministre chinois a réduit la durée de son séjour en France : il a pourtant maintenu son déplacement éclair à Toulouse pour la visite d'Airbus et d'Aerospatiale. Tout cela n'est pas par hasard.

Par cette politique, la Chine a-t-elle vraiment l'intention de coopérer avec l'Europe ? Ne cherche-t-elle plutôt à obtenir de meilleures conditions de la part de son fournisseur quasi exclusif jusqu'à présent, l'américain Boeing ? En fait, le voyage de Li Peng à Paris conduit à s'interroger plus généralement sur la vision chinoise du monde à venir et sur la manière dont la Chine compte s'y insérer. « Le monde progresse vers la multipolarisation, ce qui est plus rassurant qu'un monde dominé par un seul pays », a déclaré Li Peng pour expliquer l'intérêt de la Chine en direction de l'Europe, l'un des pôles de ce nouveau monde. Cette idée rejoint largement celles exprimées par Jacques Chirac à Bangkok lors du sommet euro-asiatique. Elle n'est cependant peut-être pour la Chine qu'un alibi du moment, une arme dans le seul combat qui vaille pour Pékin, celui qui l'oppose à l'autre grande puissance.

Erik Izraelewicz

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES

50 000 CD et CD Rom
23 000 vidéos
300 000 Livres

(Commande par Minitel et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

Jeux de mots
3615 LEMONDE

Les programmes du câble
3615 LEMONDE

BILANS Les pertes de certains grands groupes comme Alcatel ou Bouygues ont donné l'impression d'une régression des résultats des entreprises françaises en 1995. Celles

qui sont cotées en Bourse mais n'appartiennent pas aux quarante premières regroupées dans le CAC 40 ont cependant réussi à tirer leur épingle du jeu. ● EXEMPLES : Stra-

for-Facom, Essilor, Clarins, Legrand ou Sagem qui sont bien implantées sur leur marché. ● SELON LES ETUDES du cabinet Associés en finance portant sur cent dix entre-

prises, celles de taille moyenne affichent une croissance de 140,4 % de leurs résultats et de 10 % de leurs dividendes, tandis que celles du CAC 40 enregistrent en un an une

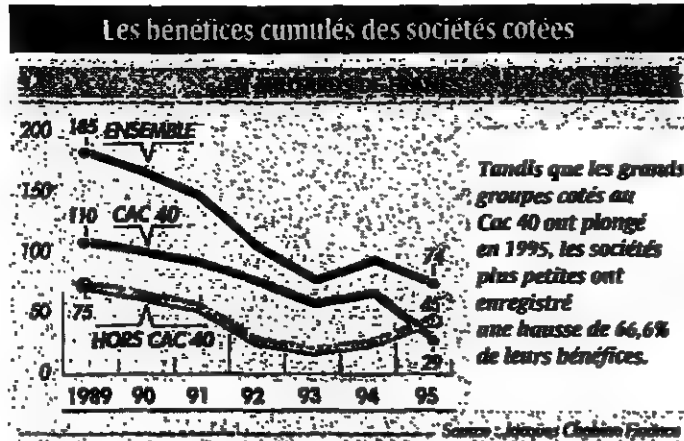
baisse de 38,1 % de leurs bénéfices et n'augmentent leurs dividendes que de 4 %. ● LES GRANDS GROUPES attendent néanmoins un rebond en 1996, une fois leurs comptes apurés.

Les entreprises moyennes ont de meilleurs résultats que les grandes

Bien implantées sur leur marché, contraintes de serrer leur gestion au plus près, elles tirent profit d'une croissance régulière. Malgré la conjoncture maussade de 1995, elles ont pu investir et s'étendre à l'étranger

LA CAUSE semble entendue : 1995 a été une mauvaise année pour les entreprises. Les pertes colossales d'Alcatel (25,6 milliards de francs), celles de Bouygues (4 milliards) ou de la Générale des eaux (plus de 3 milliards), comme les résultats en demi-teinte d'un certain nombre de grands groupes industriels ou financiers, confirment la rudesse de l'exercice passé. Pourtant, malgré la conjoncture maussade en Europe, malgré les dépréciations monétaires et les hausses fiscales, dont celle de l'impôt sur les sociétés, nombre de firmes continuent à annoncer de solides croissances de leurs bénéfices. Bioré Technologies a augmenté son résultat de 33 % ; Rexel, filiale de Pinault-Printemps-Redoute spécialisée dans la distribution électrique, de 36,9 % (à 520 millions de francs). Cap Gemini Societ (services informatiques) est redevenue bénéficiaire après trois années de pertes.

« Il existe une césure sur le marché. D'un côté, de très grands groupes affichent des résultats pitoyables. De l'autre, des sociétés très saines ont poursuivi leur progression », constate Jacques Chahine, responsable de la société de Bourse du même nom. Selon ses calculs portant sur 400 valeurs cotées, les bénéfices cumulés des groupes hors CAC 40 (l'indice qui regroupe les 40 plus grandes valeurs de la Bourse) ont progressé de 66,6 %, pour atteindre 45 milliards, tandis que ceux des 40 entreprises du CAC ont passé de 67 à 29 milliards de francs entre 1994 et 1995. L'évolution est encore plus forte une fois ôtés les éléments exceptionnels, selon le cabinet Associés en finance : les sociétés du CAC 40 enregistrent en un an une baisse de 38,1 % de leurs bénéfices et n'augmentent leurs dividendes que de 4 %. Les autres (un échantillon de 110 entreprises) affichent une croissance de 140,4 % de leurs résultats et de 10 % de leurs dividendes.



Plus que des effets de taille ou de secteur, c'est la politique suivie par les groupes qui semble être le critère déterminant. L'année 1995 a agi comme un révélateur des forces et des faiblesses. Sans croissance évidente sur leur marché intérieur ni à l'exportation, ils n'ont pu compter que sur eux-mêmes.

Pour certains, grands ou petits, l'exercice a été cruel. Renault s'est aperçu qu'il ne gagnait pas d'argent avec ses voitures. BIC, à bout de souffle faute de trouver le moyen de renouveler ses produits, a vu ses profits diminuer de 22 %. Les Galeries Lafayette ont enregistré une perte de près de 300 millions de francs.

PLUS FLEXIBLES

Mais ce sont surtout les groupes qui avaient réalisé de vastes opérations dans l'immobilier et la finance ou des acquisitions onéreuses à la fin des années 80 qui ont le plus souffert. Ils ont dû admettre qu'ils ne pouvaient plus compter sur le temps pour digérer des charges devenues insupportables. Le leur a fallu solder les comptes de cette période faste. D'où une multiplication d'opérations-verté, de provisions excep-

tionnelles dans les bilans, comme chez Paribas, Bouygues ou la Générale des eaux.

Les sociétés de taille plus mo-

destes ont, pour la plupart, été épargnées par ces remises en ordre. L'insuffisance de leurs moyens financiers les a fait se tenir à l'écart de grandes manœuvres, dont le prix se paie aujourd'hui. Plus flexibles, plus proches de leur marché, elles ont pu aussi mener des restructurations dans leur métier bien avant les grands groupes. Alors qu'Alcatel-Alsthom ou Pechiney entament juste les leurs, elles commencent à toucher les dividendes de leurs efforts passés. Essilor, le fabricant d'optique, qui a entrepris une réorganisation importante de ses activités en 1992-1993, a enregistré en 1994 un bénéfice en hausse de 35 % et en 1995 de 29 % (à 498 millions de francs). Après deux années douloureuses, Strafor-Facom (meuble-outillage) a rebondi en 1995. Avec un chiffre d'affaires en hausse de 12,5 %, et

une progression de 123 % de ses bénéfices à 143 millions.

A leur côté, des sociétés habituées à des croissances régulières, bien implantées sur leur marché, ont continué à prospérer. Les profits de Seb se sont accrues l'an dernier encore de 12,5 %, grâce à des produits nouveaux et son réseau international. Sur le marché difficile des matériaux de construction, Imetal a augmenté les siens de 8 %, tandis que Sagem a poursuivi son développement (plus 12,7 % de résultats), aidé par sa gestion rigoureuse et ses métiers porteurs (électronique, télécommunications).

INVESTISSEMENTS VALEURS

A l'inverse des très grandes firmes, ces sociétés ont continué à investir, à s'étendre à l'étranger. Legrand a augmenté de 25 % ses investissements (plus de 1 milliard de

francs) pour lancer de nouveaux matériels électriques, ce qui ne l'a pas empêché d'afficher un résultat en hausse de 17,6 %. Clarins a racheté le groupe Parfacs (parfums) au cours du deuxième semestre. Ermet (résultats en hausse de 76 %), présent dans le nickel et l'acier, s'est adjoint un troisième métier en prenant une participation de 46 % dans la société gabonaise Comilog, producteur de manganeuse.

Le marché boursier a repéré ces bonnes valeurs. Depuis le début de l'année, alors que le CAC 40 a progressé de 11,9 %, l'indice SBF des 250 principales valeurs a progressé de 15,3 %. Les actions de ces sociétés saines s'achètent désormais autour de dix-neuf fois leurs bénéfices, ce qui devient très cher.

Martine Orange

Les grands groupes parient sur un rebond en 1996

ENTAMÉE dans l'optimisme, l'année 1995 s'est achevée dans la déception pour les grands groupes. Alors qu'ils espéraient au début de l'année connaître une croissance de 2,1 % de leur chiffre d'affaires, ils n'ont enregistré qu'une hausse de 1,1 %, en grande partie grâce au premier semestre, selon l'enquête réalisée par le Crédit national auprès des soixante-quinze premiers groupes français, y compris les six plus grandes entreprises de service public.

La stagnation de l'activité à partir du milieu de l'année, les effets toujours douloureux des dépréciations monétaires, en particulier du dollar, de la lire et de la livre, ont érodé les ambitions des grands groupes. Surpris, les dirigeants ont choisi de serrer au plus près les stocks, les créances, les dépenses. L'investissement a été le premier poste sacrifié. Les investissements physiques, qui auraient dû croître de 7,6 % selon les prévisions initiales, n'ont augmenté que de 0,4 % (34,4 milliards de francs) en 1995, ce qui ne permet pas de rattraper le recul de l'ordre de 27 % accumulé entre 1990 et 1993. Cette limitation drastique des en-

gagements sur l'avenir a permis aux grands groupes de conserver un taux d'autofinancement très élevé (115 %) et de poursuivre leur désendettement : les charges financières, qui ont été réduites d'un tiers entre 1993 et 1995, devraient être inférieures à 1 % du chiffre d'affaires en 1996.

OFFENSIVE INTERNATIONALE

Les investissements financiers ont été tout aussi modestes : ils se sont élevés, dans les grands groupes, à 70,8 milliards de francs (dont 40 milliards à l'étranger), ce qui constitue « un niveau inférieur de moitié à celui des années 1989 et 1990, marquées par une vague de croissance », note le Crédit national. En revanche, les grands groupes ont eu peu recours aux ajustements d'effectifs, limités à 0,4 %. Alors qu'en 1994, année de bonne conjoncture, ils avaient encore supprimé 2,6 % de leur personnel, l'an dernier, le recul a été limité à 0,4 %. « L'essentiel des ajustements d'effectifs a été opéré entre 1990 et 1994 », note le Crédit national. Constatant que l'exercice 1995 a été fort compromis, les dirigeants ont choisi d'en tirer

parti, en nettoyant définitivement leur bilan du poids du passé. Les provisions exceptionnelles ont atteint une ampleur inédite. Cet apurement des comptes a participé à la dégradation de la marge brute d'autofinancement, qui marque un recul de 1,2 % en 1995 contre une hausse de 13,7 % l'année précédente. A la suite de ces opérations, les grands groupes sont désormais en état pour « bénéficier à plein et immédiatement de toute amélioration de la demande ».

Tous croient à un rebond de l'activité en 1996. Les dirigeants prévoient une croissance de 2,6 % de leur chiffre d'affaires, de 3,2 % de leur résultat. S'ils pensent poursuivre les diminutions d'effectifs (0,4 %), ils envisagent, en revanche, une reprise des investissements physiques au rythme de 5,3 %. Mais leur attention devrait surtout se porter sur la croissance externe. Dotés de bilan solide, de ressources financières facilement disponibles, ils souhaitent désormais consolider leurs positions internationales.

M. O.

Havas ne veut pas perdre son influence au sein de la CLT

Des discussions sont en cours avec les actionnaires du groupe luxembourgeois

PIERRE DAUZIER n'est pas découragé. Vendredi 12 avril, lors de la présentation publique des résultats du groupe, le PDG de Havas a affirmé que sa « stratégie n'avait pas changé ». Dans l'audiovisuel comme dans la publicité, la presse, l'édition, l'affichage ou le tourisme, Havas a pour objectif de maîtriser l'ensemble des opérations qui vont « de la conception des produits à leur distribution auprès du consommateur. Télévision, livre ou micro-ordinateur, c'est le contrôle de cette chaîne qui oriente nos investissements », a-t-il réaffirmé. La récente et brutale dilution du

groupe Havas dans la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) - Albert Frère, PDG de Bruxelles-Lambert, a procédé à une augmentation de capital qui a fait basculer 50 % de la CLT dans les mains du groupe allemand Bertelsmann (Le Monde du 4 avril) - n'empêche donc pas Pierre Dauzier de continuer à clamer haut et fort sa volonté d'« occuper une place forte » dans l'audiovisuel, en France et en Europe.

Sans rien livrer de ses mouvements, Pierre Dauzier a fait savoir qu'il multiplie les efforts pour que

Havas ne perde pas son influence au sein de la CLT. Ainsi, même si c'est une faille juridique qui a permis à Albert Frère, PDG du Groupe Bruxelles Lambert, d'acquiescer à Bertelsmann et d'enlever à Havas, au moins momentanément, ses prétentions à devenir un jour l'actionnaire prépondérant du groupe de communication belge-luxembourgeois, la solution ne devrait pas passer par les tribunaux. Pierre Dauzier a souligné que des discussions « d'assez grande ampleur » étaient en cours entre les groupes Havas et Canal Plus, le groupe allemand Bertelsmann, le Groupe Bruxelles Lambert (GBL) et Audiofin, qui contrôlent la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT), pour tenter de repositionner Havas au sein de la CLT.

BOUQUET DE PROGRAMMES

Un deuxième sujet de préoccupation pour Pierre Dauzier est l'éventuelle participation de la CLT à un bouquet de chaînes de télévision - diffusées par satellite et en numérique - concurrent de celui de Canal Plus (Le Monde du 12 avril). Havas

semble, là encore, résolu à peser de tout son poids pour empêcher la CLT de financer la concurrence de sa filiale Canal Plus. S'il n'y arrivait pas, cela ne signifierait pas qu'Havas (actionnaire de la CLT et de Canal Plus) « soutiendrait » deux bouquets concurrents : « Peut-être pourrais-je participer à un deuxième (comme actionnaire de la CLT), mais j'ai la conviction qu'on n'évitera pas la concurrence américaine de Disney ou Time Warner en lançant un deuxième bouquet numérique européen concurrent ».

Pierre Dauzier s'est par ailleurs refusé à commenter la présence d'Albert Frère (Groupe Bruxelles Lambert, GBL) au conseil d'administration d'Havas. Celui-ci, qui avait annoncé sa démission pour protester contre l'alliance d'Havas avec Bertelsmann, Canal Plus et Murdoch dans le dos de la CLT, est semble-t-il revenu sur sa décision. De nouvelles péripéties sont donc probables dans ce feuillet de la télévision numérique.

Y. M.

Des résultats largement positifs

Avec un chiffre d'affaires de 44,6 milliards de francs en 1995 (+ 4,8 % à périmètre constant par rapport à 1994), Havas a dégagé un résultat net (part du groupe) de 1,1 milliard de francs contre 936 millions de francs l'année précédente. Si l'on tient compte de l'absorption des actifs de la Générale occidentale (GO) à partir d'octobre 1995, le chiffre d'affaires a progressé de 18,8 %. Ces résultats reflètent « la bonne activité commerciale de l'ensemble des secteurs du groupe », indique la direction d'Havas.

La régie et les journaux gratuits ont progressé de 6,8 % à 21,55 milliards de francs, l'affichage (à structure constante) de 4,1 %, et le tourisme de 7,7 % à 8,33 milliards de francs. Les fonds propres du groupe (12,29 milliards de francs) sont en hausse de 24,8 %, malgré l'imputation sur les réserves consolidées des 3 milliards de francs qui ont financé l'apport de GO. La trésorerie nette d'Havas atteint 932 millions de francs.

Américains et Européens d'accord sur les normes automobiles

LES CONSTRUCTEURS automobiles européens et américains sont tombés d'accord, à l'issue de deux jours de réunion, pour homogénéiser progressivement leurs normes de manière à réduire les coûts, améliorer la sécurité de leurs véhicules et accroître les exportations sur leurs marchés respectifs.

Cet accord entre professionnels marque le début d'une nouvelle période mettant fin à plusieurs décennies de disputes sur les normes de sécurité ainsi que de contrôle de qualité de leurs produits, tels que l'épaisseur des pare-chocs, la conception des ceintures de sécurité ou l'usage d'un troisième feu stop arrière. Les différences de normes peuvent augmenter de 10 % le coût final de certains véhicules.

DÉPÊCHES

■ SNCF : le budget prévisionnel de la Société nationale de chemins de fer, qui sera présenté au conseil d'administration du 24 avril, prévoit une perte de 12,1 milliards de francs en 1996 et une réduction des effectifs de 4 500 salariés. La dette pourrait s'établir à la fin de l'année à 206 milliards de francs, générant 13 milliards de francs de frais financiers annuels. Les investissements seront de 18,9 milliards, soit 3 milliards de plus qu'en 1995, en raison notamment des travaux du TGV Méditerranée. La direction de l'entreprise souligne toutefois que ce budget est « provisoire ». Il ne tient pas compte notamment du débat en cours sur l'avenir de la SNCF et des promesses gouvernementales concernant la reprise de sa dette.

■ MYKERS : le tribunal de commerce de Limoux (Aude) a placé en redressement judiciaire, vendredi après-midi, la société Mykys SA, qui regroupe 227 distributeurs de chaussures et les ateliers de production sur quatre sites de l'Aude (474 salariés).

■ AIR INTER EUROPE : l'intersyndicale des personnels navigants techniques (PNT, pilotes et mécaniciens de bord d'Air Inter Europe a appelé à un arrêt de travail de 24 heures le vendredi 19 avril, pour protester contre « la destruction organisée et le dépeçage commercial » de la compagnie.

■ RHÔNE-POULENC : le chimiste français et l'américain Dupont de Nemours vont investir dans une société commune, avec un partenaire chinois, 140 millions de dollars pour la construction d'une usine chimique en Chine, dans la province de Liaoning.

■ EDF : via son holding Charta, EDF a pris une participation de 35 % dans le capital de Total Energie, premier ensemble français dans le domaine de la production d'électricité photovoltaïque (solaire). Cette coopération est destinée à favoriser la réalisation d'opérations conjointes d'électrification de sites isolés, non raccordés aux réseaux électriques sur les marchés étrangers.

■ LONHRO : le conglomérat britannique (mines, hôtels) a annoncé, vendredi 12 avril, son intention de renforcer ses liens avec le groupe minier sud-africain Anglo-American. Selon l'accord entre les deux groupes, l'Anglo-American, qui conforte sa maîtrise sur les gisements miniers de Lonhro, détient une option lui permettant d'accroître jusqu'à 29 % sa participation dans le groupe britannique.



Le Conseil d'Administration de LUCIA s'est réuni le 10 avril 1996 sous la présidence de Monsieur Dominique de la MARTINIÈRE en vue d'arrêter les comptes de l'exercice 1995.

Conformément aux prévisions qui avaient été faites à la fin du premier semestre, cet exercice renoue avec l'équilibre et se solde par un bénéfice consolidé part du Groupe de 20,2 Millions de Francs.

Ce résultat doit être comparé à la perte de 92,3 Millions de Francs comptabilisés au terme de l'année 1994 et à celle de 440,7 Millions de Francs pour l'exercice 1993.

Cette évolution procède des effets positifs des mesures arrêtées lors des précédents exercices, appuyés par l'amélioration des résultats d'exploitation locative et hôtelière et devraient être confortés par la baisse des taux d'intérêts intervenue ces derniers mois.

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 AVRIL 1996

DIVERSIFICATION Les notaires cherchent à devenir des intermédiaires de choix dans le conseil patrimonial. Une façon de compenser les problèmes liés à la crise de l'immobilier et de profiter d'un accès direct au patrimoine des Français que leur procure leur charge d'officier ministériel.

● LA PROFESSION semble se scinder en deux groupes. D'un côté, les notaires qui ont décidé de faire de cette activité un point fort, et attendent marquer leurs distances avec l'Unofi (Union notariale financière), qui a créé ses propres produits mais joue peu la

transparence. De l'autre, ceux qui, faute de connaissances suffisantes en la matière, font systématiquement appel à l'Union financière. ● PEU DE NOTAIRES peuvent finalement pré-

tendre à la qualité de conseils en patrimoine. Sur les 7 550 notaires français, seuls environ 400 sont suffisamment équipés et formés pour faire du conseil patrimonial de qualité.

Les notaires s'aventurent dans le conseil patrimonial

Cela fait bientôt dix ans que les notaires se sont lancés sur le marché des placements. Mais le nombre des vrais spécialistes est faible, et certains, par facilité, cherchent surtout à vendre des produits maison

DU CONSEIL JURIDIQUE et fiscal à l'analyse patrimoniale globale, il n'y a qu'un pas. Les notaires, d'autant plus motivés que leur activité a quelque peu pâti de la crise immobilière, n'hésitent plus à le franchir. « Il ne s'agit pas vraiment d'une nouveauté », remarque M. Denis Watin-Augouard, notaire à Paris. « Nous renouons plutôt avec une tradition ancestrale. Rappelez-vous l'évocation de Balzac. Le notaire a toujours été le confident et le conseil patrimonial de la famille. Simple, il s'était laissé dépasser par les événements et n'avait pas toujours su suivre l'évolution des marchés financiers. »

Aujourd'hui, les notaires entendent rattraper le temps perdu. « Nous étions devenus de simples rédacteurs d'actes », reconnaît M. Bernard Dumas, l'un des animateurs du développement de l'activité patrimoniale du notariat. Face à la concurrence accrue des autres professionnels (banques, assureurs, etc.), il nous fallait absolument réagir pour pouvoir survivre. C'est ce que nous avons fait à la fin des années 80. »

Dès cette époque, le conseil supérieur du notariat se dote d'une structure financière, l'Unofi (Union notariale financière), et met parallèlement en place l'Institut notarial du patrimoine (INP), destiné à former les notaires. Un peu plus tard, la profession élargit la charte déontologique de la profession afin de préciser les missions du « notaire consultant en gestion de patrimoine » et organise une campagne de garantie destinée à « dominer » le client susceptible



d'être lésé par un notaire peu scrupuleux.

Rapidement, l'Unofi se développe. Détenue en majorité par le Conseil supérieur du notariat (67,6 % du capital) associée à deux assureurs, la Sécurité nouvelle (22,5 %) et l'UAP (9,9 %), l'Union notariale financière devient non seulement une société de conseil patrimonial, mais se met à distribuer ses propres produits : contrats d'assurance-vie, SCPI, fonds communs de placement, auxquels s'ajoute une gamme de prêts immobiliers.

C'est là que le bât blesse. Les notaires peuvent-ils continuer de cla-

mer leur indépendance, dès lors que leurs diagnostics patrimoniaux débouchent directement sur des produits maison ? En réalité, les choses sont plus compliquées que cela. En matière de gestion patrimoniale, la profession semble se scinder en deux groupes. D'un côté, les notaires qui ont décidé de faire de cette activité l'un de leurs points forts, et entendent marquer leurs distances avec l'Unofi. De l'autre, ceux qui, faute de connaissances suffisantes en la matière, font, au contraire, systématiquement appel à l'Union financière des qu'ils sont confrontés à un cas d'analyse patrimoniale.

Les premiers ont suivi une formation au sein de l'INP et sont,

dans la plupart des cas, détenteurs d'un DES (diplôme d'études spécialisées) en gestion de patrimoine délivré par les facultés de Clermont-Ferrand ou de Caen. Ils n'ont pas hésité à embaucher un (ou plusieurs) collaborateurs spécialisés de ce domaine, et mettent tous les moyens en œuvre pour se faire une place dans le monde hautement concurrentiel du conseil patrimonial. Leur « plus » ? Leurs compétences juridiques et fiscales. Les notaires sont souvent imbattables pour l'optimisation fiscale et les stratégies successorales. A cela s'ajoute leur bonne connaissance du client, de sa situation professionnelle mais aussi, et surtout, familiale.

Les notaires spécialisés en gestion de patrimoine l'ont bien compris : sans indépendance, point de salut. Indispensable dans la mesure où leur conseil débouche sur le choix de produits d'épargne qui leur paraissent les mieux adaptés au profil patrimonial de leur client. Ils sont d'ailleurs, en retour, rémunérés à la commission par l'heureux élu qui commercialise le produit sélectionné. Les productions Unofi ne sont guère plébiscitées. « En aucune manière, je ne me sens obligé de préconiser un produit de l'Unofi », tient à préciser M. Dumas.

« Notre fiabilité réside dans la liberté de choix, poursuit-il. Nous faisons en quelque sorte notre propre marché, sélectionnant les meilleurs produits d'épargne à partir des données dont nous disposons et que nous échangeons. » Une association interne a été créée à cet effet, l'ADGPN (Association de dé-

veloppement en gestion de patrimoine notariale), qui a notamment pour but de favoriser la circulation de l'information entre professionnels. Par ailleurs, depuis deux ans, un GIE (groupement d'intérêt économique), composé de juristes, d'universitaires et de notaires, a été formé afin d'intervenir dans des montages financiers difficiles.

Mais tous les notaires ne peuvent prétendre de la même façon à la qualité de conseils en patrimoine. Certes, les sessions de

monial de la profession. Les notaires qui se déclarent aptes à faire du conseil en patrimoine sans en avoir les moyens sont donc encore légion. Leur rôle se limite à déléguer purement et simplement le règlement des problèmes financiers de leurs clients à un conseiller d'Unofi.

La frontière devient alors bien ténue entre les officiers ministériels que sont les notaires et les commerçants financiers pourtant tant décriés par le notariat que

Le meilleur et le pire

L'Unofi (Union notariale financière) propose des produits de placement spécifiques. Certains peuvent être performants, à l'image du bon de capitalisation Unofi Capital (7,37 % de rendement net en 1994) ou encore du contrat d'assurance-vie à prime unique Unofi Epargne (7,26 % nets en 1994). Mais ce n'est pas toujours le cas, et rien n'empêchera l'Union financière de recommander telle SCPI en perte de vitesse ou tel fonds commun de placement médiocre (secteur où les produits Unofi ne brillent guère).

Le plus gênant, c'est que l'Union financière notariale est plutôt avare de communication et ne figure jamais dans les palmarès comparatifs que publie régulièrement la presse spécialisée. A force de confidentialité, l'Unofi finit par susciter la méfiance. Il faudrait qu'elle se décide à se transformer en une véritable banque du notariat et accepte de jouer le jeu d'une vraie concurrence.

formation de l'INP rencontrent chaque année un grand succès. Elles ont déjà accueilli plus de 5 000 notaires. Mais suivre un module de formation ne suffit pas toujours. Loin s'en faut. « Sur les 7 550 notaires exerçant actuellement, environ 400 seulement (dont une vingtaine sur Paris) sont équipés pour faire de l'analyse patrimoniale digne de ce nom », estime M. Axel Depoix, qui défend ce rôle patri-

sonnel des conseillers de clientèle des banques. Aussi pertinente et professionnelle soit-elle, l'analyse patrimoniale du représentant de l'Unofi aboutira en effet systématiquement sur l'un des produits que l'Union financière diffuse : assurance-vie, FCP, SCPI. Ce qui n'est pas forcément une garantie de performance.

Laurence Delain

Le PEA, un îlot préservé

A l'heure où les gouvernements successifs reviennent à la baisse les mesures destinées à encourager l'épargne, le PEA (plan d'épargne en actions) a jusqu'ici été préservé. Il s'agit d'une enveloppe idéale pour gérer un portefeuille d'actions françaises hors fiscalité.



FISCALITÉ

Premier avantage : les plus-values et les revenus d'actions sont totalement exonérés d'impôt au-delà d'un délai de cinq ans.

Deuxième avantage : les cessions de titres effectuées dans le cadre d'un PEA ne sont pas prises en compte dans le calcul du seuil qui déclenche l'imposition des plus-values pour les valeurs mobilières (100 000 francs en 1994), et les avoirs fiscaux auxquels donnent droit les dividendes versés sont exonérés d'impôt.

Troisième avantage : l'investisseur qui conserve son plan pendant au moins huit ans pourra convertir le capital acquis en rente viagère totalement détaxée. En contrepartie, quelques règles de fonctionnement devront être respectées.

Les versements effectués devront être investis en valeurs éligibles au PEA (ou rester en attente sur un

compte d'espèces non rémunéré associé au plan) : actions de sociétés françaises, bons de souscription et droits d'attribution attachés à ces actions, actions de SICAV détenant au moins 60 % d'actions françaises, parts de fonds communs de placement (FCP), dont l'actif est composé au minimum à 75 % d'actions françaises.

Il n'est possible d'ouvrir qu'un seul PEA par contribuable (deux pour un couple marié). Les versements ne peuvent excéder 600 000 francs sur un plan. Mais les dividendes et les avoirs fiscaux versés ne sont pas pris en compte dans ce plafond.

En cas de sortie anticipée avant cinq ans, l'épargnant risque d'être imposé sur les plus-values réalisées et sur les revenus encaissés. Le taux d'imposition sera de 26,4 % pour un retrait avant deux ans et de 19,9 % entre deux ans et cinq ans. Toutefois, ces gains ne seront taxés que si le total des cessions de l'année excède la valeur liquidative du PEA interromptu (dépassé 100 000 francs en 1994). Par ailleurs, tout retrait partiel avant huit ans entraînera la clôture du plan. Après huit ans, un tel retrait ne met pas fin à celui-ci, mais il interdit tout nouveau versement.

Laurent Edelmann

Acheter une résidence secondaire

Pourquoi ne pas profiter des week-ends de printemps pour partir à la chasse d'une résidence secondaire ? De récentes mesures gouvernementales permettent cette année d'acheter un bien ancien avec un PEA (plan d'épargne logement) (lire ci-dessous). Même si elle est moins sensible que dans les grandes agglomérations, la baisse du prix du mètre carré concerne également l'habitat rural.



IMMOBILIER

Selon les dernières statistiques, fournies par les Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural), qui recensent les propriétés rurales transformées en résidences secondaires, le prix des maisons de campagne se situe, en moyenne nationale, à plus de 450 000 francs pour la période 1992-1993.

La majorité des transactions concerne des propriétés bâties sur un terrain de moins de trois hectares, achetées, pour la plupart, par des membres issus des classes moyennes et supérieures. Même si quelques investisseurs adoptent une stratégie spéculative consistant à

revendre le bien après restauration complète des bâtiments, la plupart des acheteurs les destinent à un usage de villégiature. Plusieurs précautions s'imposent tout de même.

La première consiste à ne pas se laisser abuser par l'impression que donne la maison en plein été. C'est plutôt l'hiver, quand il fait froid ou quand il pleut, que l'on perçoit le mieux les défauts d'une bâtisse, qu'il s'agisse de son isolation ou de l'étanchéité de sa toiture.

De même, si les charmes de l'habitat diffus s'exacerbent durant la belle saison, rien de pareil l'hiver où les voies d'accès peuvent s'avérer difficilement praticables. Par ailleurs, une maison de campagne isolée constituera une cible idéale pour les cambrioleurs qui ratissent les campagnes en morte saison.

Il est également impératif de parcourir les gazettes locales pour vérifier que l'environnement, a priori paisible, n'est pas menacé, dans un proche avenir, par un projet d'infrastructure important, comme le passage d'une ligne de TGV, l'ouverture d'une bretelle d'autoroute ou, pire, la construction d'un aéroport.

Arnaud de Fréminville

Le plan d'épargne logement reste sans équivalent

SI L'UNANIMITÉ existe aujourd'hui en matière de conseil patrimonial, elle a un nom : épargne logement. Le fameux plan d'épargne logement (PEL) voit jour après jour ses attraits se renforcer par la grâce de la baisse des taux.

La garantie de rémunération de 5,25 % - en fait 5,22 % après remboursement de la dette sociale (RDS) - est sans équivalent à moyen terme. Les 5,25 % offerts par le PEL ne sont soumis qu'à un seul impôt, le RDS de 0,5 %. Les possibilités d'emprunt qui sont attachées au PEL et les mesures exceptionnelles de déblocage annoncées par le gouvernement ne font que renforcer l'intérêt du PEL. Surtout que le niveau de rémunération ne peut pas être remis en cause, il est figé à l'ouverture du plan.

Ainsi les plans ouverts entre le 16 mai 1986 et le 6 février 1994 offrent encore aujourd'hui du 6 % (5,975 après RDS). Contrairement à ce qui se passe pour le livret A ou le compte d'épargne logement

(CEL), le taux en vigueur lors de la signature du contrat ne peut plus être modifié.

Le PEL peut être ouvert avec un versement minimal de 1 500 francs et doit ensuite être alimenté de façon régulière pendant quatre ans. Les dépôts sont plafonnés à 400 000 francs et rémunérés à 5,22 % nets d'impôts (en fait 3,94 % d'intérêts proprement dits auxquels s'ajoute une prime égale au quart des intérêts acquis dans la limite de 10 000 francs).

QUATRE ANS

Avec une durée théorique du blocage de l'épargne pour bénéficier de la rémunération la plus avantageuse de quatre ans, il s'agit bien d'un placement à moyen terme. Il faut le double pour ne pas être pénalisé avec un contrat d'assurance-vie ou un PEP (plan d'épargne populaire).

Même en cas de sortie anticipée d'un PEL, les pénalités ne sont pas trop dures. Au bout de dix-huit mois, la rémunération est équivalente à celle du livret A (3,5 %) si

l'opération d'épargne débouche sur un emprunt. Mais il vaut mieux attendre quatre ans. Au-delà, à partir de la cinquième année, l'épargnant peut décider chaque année de prolonger son plan en gardant les mêmes caractéristiques jusqu'à la fin de la dixième année. Ce qui en fait tout simplement le meilleur produit de trésorerie existant.

Le mécanisme du PEL a été pourtant conçu avant tout pour offrir des prêts immobiliers à des taux inférieurs à ceux des crédits ordinaires. Il est intéressant de les utiliser, d'autant plus que le gouvernement a adopté des mesures exceptionnelles qui permettent d'emprunter davantage ou pour plus longtemps et élargissent le champ des biens pouvant être financés. Ainsi, le délai accordé pour faire jouer les droits à prêt après la clôture du plan est porté à deux ans pour les fermiers intervenant cette année. Il est possible, seulement en 1996, d'utiliser un prêt lié à un PEL pour financer l'acquisition d'une résidence se-

condaire ancienne. Enfin, les droits à prêt sont majorés de 20 %. Le titulaire d'un plan peut : emprunter un montant de 20 % supérieur à ce qu'il aurait pu prétendre, emprunter la même somme sur une période plus longue de 20 % ou combiner les deux (10 % de prêt supplémentaire et une durée de remboursement allongée de 10 %).

RETRAITS SOUS CONDITIONS

Les détenteurs du PEL auront également la possibilité de procéder à des retraits d'argent déposés sur leur plan sans perte des avantages sous certaines conditions. Seuls les plans ouverts avant le 30 juin 1993 sont concernés et la mesure adoptée par le Parlement, mais dont les décrets d'application ne sont pas encore parus, ne sera plus applicable après le 30 septembre 1996. Les prélèvements ne devront pas dépasser 100 000 francs, limite qui s'appliquera à l'ensemble d'un foyer fiscal.

E. L.

■ NOUVEAU MARCHÉ : deux nouvelles sociétés ont été admises à la cote du nouveau marché, High Co (conseil en marketing) et Jolix-Regol (cottage d'assurances). Concernant High Co, les titres sont diffusés dans le public dans le cadre d'un placement garanti clos le 15 avril. Les actions seront cotées à partir du 17 avril. Pour Jolix-Regol, les titres seront diffusés à la fois par placement garanti et par une offre à prix ferme. Les deux opérations auront lieu du 18 au 23 avril. La date de cotation n'a pas encore été fixée. Le nouveau marché, qui a commencé à fonctionner le 20 mars, ne compte qu'une seule société pour l'instant, Infonico. Une trentaine d'entreprises sont attendues sur ce nouveau compartiment boursier en 1996.

■ OUTRE-MER : le prêt à taux zéro, qui a connu en métropole un bon succès depuis son lancement en octobre 1995, pourrait être introduit dans les départements d'outre-mer (DOM) en subordonnant le prêt spécial immédiat (PSI) des lors qu'il pourra « être adapté aux besoins et aux conditions des DOM », indique le ministre de l'Outre-mer. Le PSI permet l'accès à la propriété « intermédiaire », c'est-à-dire pour les gens disposant d'un plafond de ressources supérieur ou égal à 135 % du plafond pour une HLM en métropole. Il peut être subventionné pour les ménages à plus faibles revenus.

■ CHEQUES : tout chèque volé ou perdu peut être déclaré immédiatement auprès d'un nouveau centre mis à la disposition des détenteurs de chèques par la Banque de France, depuis jeudi 11 avril. Le Centre national d'appel des chèques perdus ou volés est contactable vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, par téléphone, les incidents signalés étant aussitôt intégrés dans le fichier national des chèques irréguliers (FNCI) de la banque centrale, qui peut être consulté par 30 000 commerçants ou prestataires de services abonnés au service Résist. Le numéro mis à la disposition des détenteurs de chèques est le 36-68-32-08 (2,23 francs la minute).

REVUE
DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	12-04-96	DIF.
Danone	3750	+4,32
Banque	780	-0,25
Eridania Béghin	834	+5,11
Fromageries Bel	5090	-0,19
LYMHE Most Vultion	1279	+1,02
Pernod-Ricard	315,60	-0,59
Remy Cointreau	145,50	+1,11
Saint-Louis	1430	-0,69

ASSURANCES	12-04-96	DIF.
AGF-Ass.Cen.France	141,40	-1,73
Axa	307,10	-0,71
CAN	152,40	-1,67
SCOR SA	182,80	-2,34
UNIP	109,10	-4,29
Union Amur-Fidat	630	-1,25

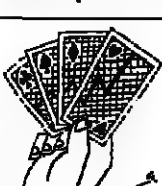
BATIMENT ET MATERIAUX	12-04-96	DIF.
Bouygues	514	+0,98
Ciments Fr.Priv.B	248	-0,72
Colas	921	-1,09
Eiffage	791	-2,34
Saurin	5,75	+1,5
CTM-Entrepose	327,80	+6,31
Immat	740	+2,06
Jean Lefebvre	329	+1,23
Lafarge	338,40	+1,13
Poliet	509	-0,76
Saint-Gobain	629	+2,11
SGE	129,50	-0,46

CHIMIE	12-04-96	DIF.
Air Liquide	896	-2,50
Casagrande (B)	498	-0,40
Michelin	248	-8,80
Pirelli-Omn(Ly)	591,10	-2,95
Rhône-Poulenc A	129,50	-0,26
Roussel Uclaf	1715	-2,62
Sano	386	+1,51
Synthelabo	400,60	+0,88

CONSUMMATION NON ALIMENTAIRE	12-04-96	DIF.
BIC	583	+4,46
Chargers	1369	+1,58
Christian Dior	703	-0,57
Caritas	587	-1,83
DMC (Dofus M)	266	-0,70
Esso Int	1915	-0,37
Groupe Andre S.A.	445	-0,86

Net intérêt pour les valeurs pétrolières

WALL STREET s'est enrhumé et, pour une fois, la Bourse de Paris n'a pas éternué ! Tout juste s'est-elle contentée de prendre un peu de repos pour terminer la semaine sur ses niveaux de jeudi dernier. En quatre séances, lundi étant férié en raison



des fêtes de Pâques, l'indice CAC 40 a perdu - très symboliquement - 0,01 % à 2 074,74 points. Les financiers ne se lassent pas d'être les stars de la cote, et notamment Paribas. Il ne se passe désormais plus une semaine sans que le titre ne tienne le devant de la scène. Dès mardi, première séance de la période, Paribas était encore très entourée, affichant le plus gros volume de transactions d'une séance relativement calme. André Lévy-Lang, dans un entretien à l'hebdomadaire financier *Investir*, attribue la récente bonne performance de Paribas en Bourse au réajustement des dossiers de la Navigation mixte (*Le Monde* daté 7-8 avril) et de l'immobilier, le président de Paribas précisant qu'avec une dotation d'un peu moins de 2 milliards de francs sur la Cogedim en 1995 « les coûts résiduels de cette activité entrent maintenant dans le cadre normal de l'exploitation ». Le président de Paribas estime que, ces incertitudes étant levées, l'action intéresse à nouveau les grands investisseurs internationaux et notamment les An-

glo-Saxons. Il a par ailleurs balayé les rumeurs selon lesquelles la Société générale pourrait lancer une OPA sur Paribas : « Je rencontre Marc Vénat [président de la Société générale] pratiquement chaque semaine. Il a clairement démenti et à plusieurs reprises tout projet d'OPA sur Paribas ». Paribas termine la semaine à 324,80 francs, en repli de 1,2 %. Depuis le début de l'année, le titre a gagné 21 %.

Les résultats des entreprises ont encore donné cette semaine l'occasion aux boursiers de décerner des blâmes et des satisfactions. Du côté des bonnes notes, la Lyonnaise des Eaux n'est pas la dernière. Jeudi, après la présentation des résultats du groupe, le cours de l'action a nettement progressé. Plusieurs explications sont avancées par les analystes : pour la société de Bourse Leven, la stratégie de restructuration sur les métiers de l'eau et surtout l'élimination des foyers de pertes et des activités trop cycliques sont des éléments jugés séduisants. Pour Leven, qui maintient son opinion à l'achat, le groupe a les moyens d'atteindre ses objectifs en 1998. D'autres estiment que la valeur intrinsèque du titre de cours par rapport à la Générale des Eaux, dont l'écart normal se situe aux alentours de 5 %, alors que jusqu'à présent il était de l'ordre de 15 %. Vendredi en clôture, l'action a terminé sur un gain hebdomadaire de 6,50 % à 500 francs.

Du côté des pétrolières, Elf Aquitaine a largement bénéficié non seulement de la hausse des

cours du pétrole brut, mais surtout de l'annonce d'une nouvelle découverte dans le golfe de Guinée. Si l'on ajoute à ces deux raisons une recommandation de Paribas Capital Market d'arbitrer Elf Aquitaine au détriment de Total, on comprend plus facilement que le titre ait gagné 6,95 % à 373,80 en quatre séances. Depuis le début de l'année, le cours d'Elf était littéralement « plombé », reconnaissent les opérateurs en raison notamment d'anticipations de mise sur le marché des 10 % détenus par l'Etat. Aux étrangères, Elf Gabon a terminé la semaine à 1 060 francs en progression de 18,4 % sur la seule séance de vendredi. Cette performance est attribuée à la bonne progression des résultats 1995, ainsi qu'à un relèvement du dividende à 16,50 dollars contre 11,50 dollars en 1994.

A 186,80 francs, Cap Gemini Sogeti termine à son plus haut niveau de l'année, en hausse de 11,86 % sur son cours de jeudi 11 avril. La perspective de la fusion entre Cap Gemini Sogeti avec sa holding Sogeti est appréciée par les analystes boursiers, qui estiment que celle-ci se fait dans de bonnes conditions. Cet intérêt s'est manifesté dans les recommandations boursières : l'opinion de la société de Bourse James Capel est passée de « neutre » à « acheter ». Les actionnaires de Sogeti se verront proposer 3,5 actions nouvelles contre une action Sogeti.

François Bostnavaron

DISTRIBUTION	12-04-96	DIF.
Carrefour	3687	-0,32
Casino Guichard	179,70	-0,88
Castorama DI (LI)	887	-2,52
Comptoir Mod.	1851	-2,57
Danone	3750	-1,77
Galeries Lafayette	1636	-1,68
Guilbert	785	-0,88
Guyenne Casagrande	1689	-2,17
Pinault-Prin.Red.	1376	-1,59
Primagaz	590	-4,42
Promodes	1321	-2,14
Rexel	1146	-0,34

ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE	12-04-96	DIF.
Alcatel Alsthom	470	-0,52
Alcatel Cable	463,30	-0,13
CS Signaux(CSEE)	233,90	-3,68
Intersectivité 1	551	-0,88
Labinal	698	-1,56
Legrand	967	-2,78
Mara-Hachette	131	-3,39

IMMOBILIER ET FONCIER	12-04-96	DIF.
G.F.C.	112	-1,83
Rue Imperiale(Ly)	4200	-1,29
Sefimex	342,10	-0,84
Simco	470	-1,29
UIF	459,90	-2,11
Lucia	52,50	-2,86
Silic	790	-0,40
Sogeti(Fin)	710	-1,42

INVESTISSEMENT ET PORTEFOLLE	12-04-96	DIF.
Bollore Techno.	378	-0,85
Comus Euro.Réun	90,30	-3,42
CCIP	1151	-0,94
Eurafrance	1900	-1,29
Gas et Eau	2200	-1,24
Lagardère (MIB)	152,70	-0,91

MARINE ET NAVIGATION	12-04-96	DIF.
Marine Werdol	410	-1,67
Navigation Mixte	750	+1,21
Nord-Est	136	-3,40
Paribas	324	-1,29
Suez	211,70	-1,35
Worms & Cie	276,50	-3,85
Partinace	212	-4,23
Montaigne P.Gest.	640	-2,83

MÉTALLURGIE MÉCANIQUE	12-04-96	DIF.
Bertrand Faure	158,50	-3,65
Dassault-Aviation	478	-3,58
De Dietrich	261	-7,53
Eramet	365	-0,82
Fives-Lille	399	-0,78
Legris Indust.	236,40	-7,22
Métaleurop	56	-2,25
Pechiney CIP	248	-2,80
Pechiney Ind.	115	-3,53
Peugeot	187	-0,85
Ranault	144,90	-8,81
Strafor Pacom	369	-0,93
Valco	269	-13,66
Valloirec	251,90	-0,07

MINES D'OR, DIAMANT	12-04-96	DIF.
Anglo American	323	-1,52
Buffalo-Ford	17,80	+2,91
De Beers	160	-2,69
Orionstar	80,10	-0,18
Gencor Limited	19,05	-0,28
Harmony Gold	61,80	+1,88
Randfontein	41,45	-1,34
Saint-Helena	38	-3,82
Western Deep	237,50	+6,04

PÉTROLE	12-04-96	DIF.
Elf Aquitaine	370,90	+6,76
Esso	646	-3
Geophysical	347	-2,15
Total	353	-0,83
BP France	333,90	-2,6
Erap-Elf CPet.	333,90	-2,6

SICOMI OU EX-SICOMI	12-04-96	DIF.
Ball Inverness	539	-0,80
Interball	270	-7,92
Kleppner	621	-2,52
Locindus	893	-1,20
Selectionbank	107,30	-1,38
Unibail	516	-0,76
Genefim	149	-6,62
Immobail	128,10	-1,35

TRANSPORTS, LOGISTIQUE, SERVICES	12-04-96	DIF.
Accor	763	-0,39
BIS	520	-4,91
Canal	1160	-3,35
Cap Gemini Sogeti	186,50	+11,01
CEP Communication	476,50	-0,10
Club Méditerranée	473	-8,84
Eaux (Gle des)	318	-2,52
Ecco	1108	-5,54
Euro Disney	13,90	-2,50
Filippacci Media	355	-1,35
Hercus	444,80	-1,35
Lyonnaise Eaux	498,80	+6,91
Publicis	415,10	+3,08
S.T.T.A.	1070	-0,56
Sigos	497,50	-0,54
Sodexho	1960	-1,81
Technip	467,50	-0,95
Scac Delmas(SVD)	830	-0,95
Dauphin OTA	280	-6,22
OGF Omn Gas-Fin.	327	-0,95
TFI-1	527	-3,24

VALUERS A REVENIR PSE OU INDEX	12-04-96	DIF.
Emp.Est 6/93-97	101,86	+0,02
EDF-GDF 3%	7750	+0,01
CNS TMO 82-97 (5)	101,40	-0,03
CNS Parib.97TMOIS	...	-0,03
CNS Suez 97 TMOIS	...	-0,03
CNS TMO 1/82-97(5)	101,40	-0,03

LES PERFORMANCES
DES SICAV OBLIGATAIRES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie)

le 3 avril

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. 3 ans	Rang	Perf. 5 ans	Valeur liquid.
---------	---------------------	------	-------------	------	-------------	----------------

OBLIGATAIRES FRANÇAISES DE CAPITALISATION

Performance moyenne sur 1 an : 11,52 %, sur 5 ans : 50,53 %

PARTNER OBLIGATIONS 2002	LA MONDI	1	18,82	5	67,86	19884,37
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	2	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	3	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	4	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	5	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	6	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	7	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	8	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	9	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	10	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	11	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	12	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	13	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	14	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	15	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	16	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	17	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	18	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	19	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	20	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	21	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	22	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	23	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	24	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	25	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	26	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	27	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	28	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	29	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	30	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	31	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	32	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	33	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	34	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	35	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	36	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	37	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	38	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	39	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	40	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	41	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	42	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	43	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	44	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	45	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	46	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	47	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	48	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	49	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	50	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	51	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	52	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	53	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	54	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	55	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	56	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	57	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	58	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	59	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	60	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	61	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	62	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	63	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	64	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	65	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	66	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	67	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	68	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	69	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	70	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	71	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	72	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	73	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	74	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	75	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	76	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	77	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	78	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	79	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	80	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	81	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	82	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	83	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	84	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	85	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	86	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	87	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	88	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	89	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	90	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	91	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	92	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	93	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	94	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	95	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	96	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	97	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	98	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	99	17,78	...	...	16839,69
OPF INDICE GESTION	CDG GEST	100	17,78	...	...	16839,69

La crainte de l'inflation fait baisser les obligations américaines

Les cours du pétrole, du blé, du soja, du maïs ainsi que ceux de nombreux métaux (plomb, nickel) sont orientés à la hausse. Les rendements à long terme sont remontés aux Etats-Unis à leur plus haut niveau depuis huit mois

Le scénario d'un retour de tensions inflationnistes aux Etats-Unis inquiète les investisseurs. L'indice CRB, qui mesure l'évolution globale des prix des matières premières, a atteint cette semaine son plus haut niveau depuis

huit ans. Les indices de prix de gros et de détail au mois de mars aux Etats-Unis, s'ils n'ont pas reflété de véritable dérapage, ont toutefois été supérieurs aux prévisions. Les obligations américaines ont nettement reculé, le ren-

dement de l'emprunt d'Etat à trente ans revenant à son plus haut niveau depuis le mois d'août 1995. Cette baisse des titres américains n'a pas empêché le dollar de progresser et d'atteindre ses cours les plus élevés depuis

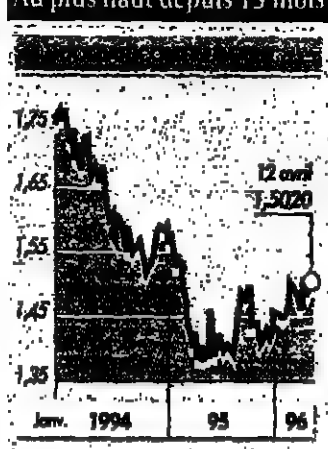
vingt-six mois face au yen et depuis un an face au mark. La hausse du billet vert a permis au franc de gagner du terrain face à la monnaie allemande, permettant à la Banque de France d'abaisser le taux de ses appels d'offres.

LA TENSION EST MONTÉE d'un cran, cette semaine, sur les marchés obligataires américains. Le rendement de l'emprunt d'Etat de référence à trente ans (Long Treasury Bond) est remonté mercredi 10 avril jusqu'à 6,97 % (6,87 % vendredi soir), son plus haut niveau depuis le mois d'août 1995. Depuis le début de l'année, il a progressé de 1 %, ce qui correspond à une dépréciation de 16 % de la valeur des titres. Jugé totalement infatigable, il y a quelques semaines encore par la quasi-totalité des économistes, le scénario d'un retour de tensions inflationnistes aux Etats-Unis commence à prendre une certaine consistance. Il est en tout cas pris très au sérieux par de nombreux investisseurs. Pour un détenteur d'obligations, l'inflation est le pire des maux car elle réduit le rendement réel des titres. La valeur des coupons fixes versés annuellement et du nominal remboursé à l'échéance se trouve dépréciée en cas de hausse des prix.

L'indice des prix de gros a augmenté de 0,5 % au mois de mars outre-Atlantique, alors que les analystes prévoyaient une progression limitée à 0,4 %. Sur un an, il s'inscrit en hausse de 2,4 %. C'est des prix à la consommation à pour sa part cri de 0,4 % (2,8 % sur un an), contre 0,3 % attendu.

Cette accélération - certes modeste - des prix trouve son origine

Au plus haut depuis 13 mois



Après huit mois de baisse, l'indice CRB a atteint son plus haut niveau depuis 13 mois, à 130,5, contre 119,0 à la fin de l'année dernière.

dans la forte hausse des produits énergétiques (+3,7 % pour l'essence). Le cours du baril de pétrole brut - light sweet crude - a poursuivi son ascension cette semaine sur le marché à terme de New York. L'échéance mai a franchi la barre des 25 dollars, son niveau le plus élevé depuis cinq ans.

Le pétrole n'est pas la seule matière première à voir sa valeur pro-

gresser. Les cours du blé, du soja, du maïs sont eux aussi orientés à la hausse, comme ceux de nombreux métaux (plomb, nickel). L'indice CRB (Commodity Research Bureau), qui mesure l'évolution globale des prix des matières pre-

mières, a atteint son niveau le plus élevé depuis huit ans. Les mauvaises récoltes, la rigueur de l'hiver, le faible niveau des stocks et la meilleure santé de l'économie mondiale (rebond aux Etats-Unis, reprise au Japon, frémissements en Europe), qui se traduit par une demande accrue, sont généralement les raisons invoquées pour expliquer la hausse des matières premières. Pour les

économistes monétaristes, toutefois, celle-ci résulte moins d'un déséquilibre entre offre et demande que d'un phénomène monétaire. Il y a trop de monnaie en circulation aux Etats-Unis, ce qui a pour effet de la déprécier et de provoquer du

même coup une hausse des prix des biens et des marchandises. Selon certains experts, les Etats-Unis paieraient aujourd'hui la note de la politique monétaire extrêmement accommodante menée de 1992 jusqu'au début de 1994. Au cours de cette période, la Réserve fédérale des Etats-Unis avait maintenu les taux d'intérêt réels à court terme (hors inflation) à un niveau proche

de zéro, afin de sauver le système bancaire américain. Ces liquidités se seraient réfugiées à Wall Street et sur le marché des titres du Trésor américain. Mais aujourd'hui cette inflation financière (l'indice Dow Jones a progressé de 75 % au cours des trois dernières années) serait en train de se déplacer aux actifs réels, les ménages américains décidant de vendre une partie de leurs portefeuilles de valeurs mobilières pour s'acheter un nouveau magnétoscope ou une deuxième voiture.

Ainsi s'expliquerait la chute parallèle de Wall Street et des emprunts d'Etat américains, le rebond de l'activité aux Etats-Unis et les tensions sur les prix.

UN PHÉNOMÈNE MONÉTAIRE

Toujours selon cette thèse, le Japon serait lui aussi très tôt exposé à des tensions inflationnistes, en raison de sa politique monétaire très souple (le taux d'escompte nippón se situe à 0,5 % depuis le mois de septembre dernier) et d'une création massive de yens par le biais des interventions de la banque centrale pour soutenir le dollar, phénomènes qui se traduisent par une envolée de l'agrégat de monnaie M1 (+16 % au mois de février).

Même l'Europe, malgré ses taux de chômage très élevés qui semblent la préserver de tensions sur les salaires, ne serait pas à l'abri d'une accélération des prix. L'agrégat de monnaie M3 a progressé de 12,6 % au mois de février en Allemagne, tandis que les prix à la consommation ont enregistré une nette progression (comprise entre +0,6 % et +0,7 %) au mois de mars en France. Le gouvernement de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, s'est d'ailleurs efforcé de préciser que ce chiffre médiocre « montre qu'il faut rester toujours vigilant ». Les marchés obligataires européens sont toutefois protégés de la remontée des taux longs américains par le décalage conjoncturel qui existe entre les Etats-Unis et le Vieux Continent. Le rendement de l'emprunt d'Etat français est redevenu, vendredi, au même niveau que celui du bon du Trésor américain de même échéance (6,58 %). Quant à l'écart de taux à long terme entre la France et l'Allemagne, il a continué à se réduire pour s'inscrire en fin de semaine à 0,09 %, son plus faible niveau depuis le mois de décembre 1993.

Conjugée à la hausse du franc vis-à-vis du mark, l'évolution favorable de cet indicateur, suivi avec une attention extrême par la Banque de France qui y voit une mesure de sa crédibilité, a permis à l'institut d'émission français d'abaisser, jeudi, de 0,10 %, le taux de ses appels d'offres, ramené à 3,70 %.

On a noté en particulier une demande non négligeable en provenance de Suisse, où la L-Bank avait confié à l'Union de banques suisses le soin de lancer, un jour auparavant, un emprunt de 150 millions de francs suisses qui viendra à échéance dans cinq ans et demi. La comparaison était très en faveur de l'emprunt français. Le taux d'intérêt nominal de l'emprunt suisse n'est que de 3,75 %. Les deux transactions ont fait l'objet de contrats d'échange pour fournir à l'emprunteur allemand des dollars américains.

de confirmer son intention de lever 1,5 milliard de francs pour une durée de dix ou douze ans. Il s'agit de la banque japonaise du commerce extérieur, Eximbank, dont les obligations seront garanties par le Japon. L'affaire est placée sous la direction de Paribas, qui prévoit d'en arrêter les conditions lundi 15 avril.

La semaine qui vient de s'écouler a été différente des autres dans le compartiment français, car il n'y a eu qu'une seule opération d'arbitrage, et d'une durée moyenne. Son bénéficiaire est un établissement public allemand de premier plan, L-Bank, qui sollicitait le marché pour 2 milliards de francs en proposant, par l'intermédiaire de la BNP et de la banque J. R. Morgan, des obligations munies de coupons de 6 %. L'emprunt était trop court pour attirer les compagnies d'assurances. Il s'adressait à d'autres catégories d'investisseurs français et il a également retenu l'attention d'épargnants étrangers.

On a noté en particulier une demande non négligeable en provenance de Suisse, où la L-Bank avait confié à l'Union de banques suisses le soin de lancer, un jour auparavant, un emprunt de 150 millions de francs suisses qui viendra à échéance dans cinq ans et demi. La comparaison était très en faveur de l'emprunt français. Le taux d'intérêt nominal de l'emprunt suisse n'est que de 3,75 %. Les deux transactions ont fait l'objet de contrats d'échange pour fournir à l'emprunteur allemand des dollars américains.

de confirmer son intention de lever 1,5 milliard de francs pour une durée de dix ou douze ans. Il s'agit de la banque japonaise du commerce extérieur, Eximbank, dont les obligations seront garanties par le Japon. L'affaire est placée sous la direction de Paribas, qui prévoit d'en arrêter les conditions lundi 15 avril.

La semaine qui vient de s'écouler a été différente des autres dans le compartiment français, car il n'y a eu qu'une seule opération d'arbitrage, et d'une durée moyenne. Son bénéficiaire est un établissement public allemand de premier plan, L-Bank, qui sollicitait le marché pour 2 milliards de francs en proposant, par l'intermédiaire de la BNP et de la banque J. R. Morgan, des obligations munies de coupons de 6 %. L'emprunt était trop court pour attirer les compagnies d'assurances. Il s'adressait à d'autres catégories d'investisseurs français et il a également retenu l'attention d'épargnants étrangers.

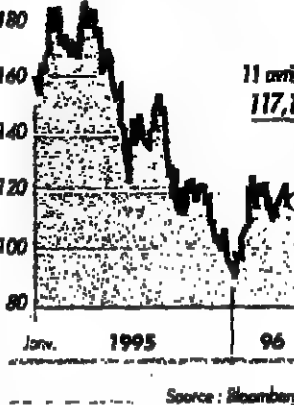
MATIÈRES PREMIÈRES

Faiblesse du café

COURS DU CONTRAT À TERME

AVRIL 1996 SUR LE CAFÉ

en dollars par tonne



Source : Bloomberg

SANS ÊTRE vraiment déprimé, le marché du café est un peu morose. Les cours ont peu bougé depuis un mois. Ils se sont établis en fin de semaine dans une fourchette comprise entre 110 et 120 cents par livre pour l'arabica (entre 2 425 et 2 650 dollars par tonne), coté à New York. Le robusta s'est traité à Londres à 1 920 dollars par tonne. Le marché, relève un négociant parisien, « se résume à approvisionner ce dont les projections ont besoin à très court terme ».

Pourtant, les pays producteurs accumulent des stocks difficilement chiffrables. On estime ceux de la Colombie entre 5 millions et 9 millions de sacs de 60 kg et ceux du Brésil, premier producteur mondial, à près de 15 millions de sacs. Encore ne sont-ils sans doute pas tous commercialisables. Chez les consommateurs en revanche, les stocks sont dégaris et représenteraient seulement deux mois de consommation. Les exportations sont pour l'instant limitées. En Afrique, hormis l'Ouganda qui vend régulièrement, l'ensemble des producteurs exporte peu. La baisse des cours et les privatisations entreprises sous l'égide des institutions internationales ont eu raison des paysans qui ne souhaitent y perdre davantage.

Dans ce marché réservé, on attend, pour juillet, une récolte brésilienne de 25 millions de sacs. Cet afflux de grains noirs sur les marchés mondiaux fera peut-être oublier les calamités climatiques de 1994 et l'effondrement de la récolte 1995-1996 du Brésil à 13 millions de sacs. Le « Brésil » est très attendu par les industriels, qui l'utilisent pour leur mélange de base. Pour sa part, la Colombie devrait produire 12,5 millions de sacs et en exporter 11 millions. Comment réagiront les importateurs ? Les professionnels, sans être pessimistes, sont perplexes, car on assiste à une réelle contraction de la demande dans les pays développés, attribuée à la mauvaise conjoncture économique. Toute la question est de savoir si ce changement de comportement sera durable ?

Christophe Vetter Pierre-Antoine Delhomma Carole Petit

Marché international des capitaux : forte activité en francs français

LA RENAISSANCE du marché des obligations internationales libellées en francs est directement liée à l'appétit que manifestent cette année les compagnies d'assurances françaises pour des placements à long terme. Il est bien normal que de nombreux emprunteurs étrangers répondent à une demande qu'ils savent forte et offrent en suscription des obligations qui viendront à échéance dans dix ou douze ans.

Toutefois, dans leur grande majorité, ces emprunteurs étrangers n'ont que rarement besoin de francs. Le plus souvent ils veulent obtenir le produit de leur opération dans leur monnaie nationale ou en dollars. A cette fin, ils concluent des contrats d'échange avec des établissements financiers spécialisés. C'est une solution classique qui a l'avantage de débarrasser les débiteurs des risques liés aux fluctuations des cours des devises. Pour eux, tout se passe finalement comme s'ils avaient directement levé des fonds dans la monnaie qui leur convient. Il reste qu'ils ne procéderaient pas de la sorte s'ils n'y trouvaient pas un avantage supplémentaire, celui de se procurer des ressources à bon compte. Les candidats qui sollicitent le marché français sont parmi les meilleurs du monde. Ils se montrent généralement très exigeants, soucieux du coût final de leur transaction. Or, actuellement, passer par le franc est un des moyens les plus économiques pour se procurer des ressources en dollars.

Une telle conjoncture est assez rare. On peut certes compter sur la persistance d'une

demande soutenue de la part des investisseurs. Mais on s'interroge sur les raisons qui permettent, par le biais d'un emprunt en francs, de déboucher sur des résultats financiers très avantageux dans une autre devise. S'il s'agit d'un simple décalage technique momentané, le volume des nouvelles émissions internationales en francs pourrait diminuer bientôt. Si au contraire la cause est plus profonde, le marché devrait continuer à bénéficier d'une activité très soutenue ces prochaines semaines.

LES BÉNÉFICES DE L'ANTICIPATION

Les avis sont partagés, mais les optimistes qui penchent pour la seconde éventualité avancent une explication assez plausible. Ils estiment que la situation actuelle reflète les anticipations de plusieurs spécialistes quant au financement du déficit de la Sécurité sociale. Le montant envisagé (140 milliards de francs) est si élevé que la Caisse d'amortissement de la dette sociale, l'entreprise chargée d'obtenir les fonds nécessaires, pourrait être amenée à contracter d'importants emprunts en devises, afin d'éviter de surcharger brutalement le marché du franc. Elle échangerait aussitôt le produit de ses emprunts étrangers contre des francs. Et c'est précisément cette perspective qui serait à l'origine de l'opportunité dont profitent présentement, en sens inverse, les débiteurs qui émettent des obligations en francs français.

Quoi qu'il en soit, plusieurs candidats japonais sont sur les rangs. L'un d'entre eux vient

de confirmer son intention de lever 1,5 milliard de francs pour une durée de dix ou douze ans. Il s'agit de la banque japonaise du commerce extérieur, Eximbank, dont les obligations seront garanties par le Japon. L'affaire est placée sous la direction de Paribas, qui prévoit d'en arrêter les conditions lundi 15 avril.

La semaine qui vient de s'écouler a été différente des autres dans le compartiment français, car il n'y a eu qu'une seule opération d'arbitrage, et d'une durée moyenne. Son bénéficiaire est un établissement public allemand de premier plan, L-Bank, qui sollicitait le marché pour 2 milliards de francs en proposant, par l'intermédiaire de la BNP et de la banque J. R. Morgan, des obligations munies de coupons de 6 %. L'emprunt était trop court pour attirer les compagnies d'assurances. Il s'adressait à d'autres catégories d'investisseurs français et il a également retenu l'attention d'épargnants étrangers.

On a noté en particulier une demande non négligeable en provenance de Suisse, où la L-Bank avait confié à l'Union de banques suisses le soin de lancer, un jour auparavant, un emprunt de 150 millions de francs suisses qui viendra à échéance dans cinq ans et demi. La comparaison était très en faveur de l'emprunt français. Le taux d'intérêt nominal de l'emprunt suisse n'est que de 3,75 %. Les deux transactions ont fait l'objet de contrats d'échange pour fournir à l'emprunteur allemand des dollars américains.

Christophe Vetter Pierre-Antoine Delhomma Carole Petit

Wall Street n'a pas entraîné les places boursières internationales dans son mouvement de baisse

LES PLACES boursières internationales ont connu une évolution contrastée cette semaine, reflétant la déconjonction sensible entre la Bourse de New York et le reste des places mondiales. Ces dernières ont au mieux gagné quelques points, comme Francfort et Londres, ou marqué gentiment le pas, à l'image de Paris ou Tokyo, alors que Wall Street, victime du marché obligataire américain, a subi une nette correction à la baisse.

Les fortes tensions sur le marché obligataire, après la publication le 5 avril d'un nombre de créations d'emplois deux fois supérieur aux prévisions en mars aux Etats-Unis, sont en grande partie responsables du recul de la Bourse new-yorkaise. En cinq séances, l'indice Dow Jones a perdu 150,29 points, soit 2,64 %, à 5 532,59 points. Entre son record historique enregistré le 3 avril (5 689,74 points) et son plus bas niveau de séance atteint mercredi (5 415,53 points), la baisse atteint 4,8 %. Cette correction, estimant par ailleurs les ana-

lystes, pourrait encore se poursuivre. Jeudi 4 avril, Wall Street était en tête de toutes les grandes places avec un gain annuel de 11,06 %. Aujourd'hui, elle se retrouve derrière Francfort (+11,44 %) et Paris (+10,83 %) et Tokyo (+9,02 %).

Les opérateurs des deux côtés de l'Atlantique redoutaient la réaction de Wall Street à la publication des chiffres des créations d'emplois aux Etats-Unis. Ce chiffre, qui avait fait état de cent quarante mille créations d'emplois en mars, a été publié vendredi saint, jour où Wall Street était fermée. Le marché obligataire, ouvert pour une partie de la journée, avait pu réagir immédiatement et le taux d'intérêt sur les émissions à 30 ans était passé de 6,67 % jeudi soir à 6,82 %, vendredi 5 avril, en clôture. Ce taux a continué à grimper dans le courant de la semaine, flôtant 7 %, en raison de craintes d'inflation ravivées par une forte hausse des prix des matières premières. Le mouvement de baisse de Wall Street, qui avait terminé

mercredi à 5 485 points, s'est calmé en fin de semaine grâce à une détente du marché obligataire, après la publication des chiffres de l'inflation pour mars, bien reçus par les opérateurs.

Selon Jack Baker, de Furman Selz, « la psychologie des investisseurs a changé... Ils ont réellement envie de vendre ». « C'est un bon signe que [Wall Street] ait pu limiter ses pertes mais le marché reste dans une phase de consolidation », a-t-il observé, soulignant qu'une reprise ne peut avoir lieu avec les taux d'intérêt aux niveaux actuels.

En Europe, la Bourse de Francfort a inscrit un nouveau record historique avant de prendre son bénéfice en fin de semaine. L'indice DAX des trente valeurs vendettes a terminé la période à 2 511,78 points, gagnant toutefois 0,67 % en quatre séances. En fait, les courtiers francfortois ont fait un triomphe au dollar, qui repassait mercredi la barre des 1,50 deutschemark sur le marché des changes de Francfort pour la première fois depuis un an. Les va-

leurs exportatrices, fortement dépendantes du billet vert, ont enregistré des hausses supérieures à la moyenne, a observé la West LB dans sa note boursière hebdomadaire.

De son côté, la Commerzbank a relevé que la baisse des entrées de commandes dans l'industrie allemande en février et une diminution décevante du taux de chômage au mois de mars donnent une image sombre de la conjoncture. Mais l'économie américaine en cours de rétablissement aura une influence positive sur les exportations de l'industrie allemande en 1996.

CONSOLIDATION À PARIS

La Bourse de Londres a également terminé sur une note légèrement positive, l'indice Footsie ne subissant pas d'écarts trop importants, sur un marché qui, à l'image des autres places européennes, n'a pas suivi Wall Street dans sa nervosité. L'indice Footsie des cent principales valeurs a terminé la semaine à 3 766,8 points contre

3 755,6 points le jeudi 4 avril, avant le long week-end de Pâques, soit un gain de 0,3 %. Wall Street n'a donc eu qu'une influence modérée sur la Bourse de Londres, les investisseurs estimant désormais que les craintes de hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis ne valent pas pour l'Europe. Ils croient au contraire à une baisse des taux en Allemagne. L'activité a également été stimulée par la seule OPA importante en cours à la Bourse de Londres, celle de Rentokil sur BET, deux groupes spécialisés dans l'entretien et les services aux entreprises. Rentokil a, en effet, relevé son offre la portant à 2,1 milliards de livres contre 1,8 milliard lors de son lancement en février.

La Bourse de Paris a terminé la période sur ses niveaux de jeudi 11 avril après avoir inscrit deux records annuels en début de semaine. Vendredi, en clôture, l'indice CAC 40 s'est inscrit à 2 074,74 points contre 2 074,96 points huit jours auparavant. Les boursiers sont confiants estimant que cette consolidation est saine

après les gains de ces dernières semaines.

Une saine consolidation était également de mise à la Bourse de Tokyo où, huit jours plus tôt, les valeurs nipponnes avaient atteint leur plus haut niveau depuis quatre ans. L'indice Nikkei a reculé de 35,37 points sur la semaine, à 21 660,47 points, soit une baisse de 0,16 % par rapport à la clôture de la semaine précédente. Ce recul fait suite à deux hausses hebdomadaires consécutives de 1,3 % et 3,4 %. Cette baisse n'affecte pourtant pas le sentiment optimiste du marché. Deux éléments viennent appuyer cette conviction : la progression du Topix, indice à plus large base de calcul, et l'augmentation du volume des transactions. L'indice élargi a gagné 14,23 points à 1 672,69 points (+0,86 %) et les transactions sont passées en moyenne quotidienne de 540,1 millions d'actions à 638,6 millions d'actions, soit une progression de 18,4 %.

F. Bn.

ne résistance e qu'en Allemagne

La résistance de la monnaie allemande, qui a permis à la Bourse de Francfort de marquer le pas, est-elle une véritable résistance ou une simple illusion ? Les investisseurs étrangers, attirés par les faibles taux d'intérêt en Allemagne, ont pu se laisser emporter par l'optimisme. Mais la situation économique réelle, avec une croissance décevante et des tensions sociales, pourrait remettre en question cette confiance. Les marchés financiers allemands restent donc sous haute surveillance.

AUJOURD'HUI

SPORTS

CYCLISME La quatre-vingt-torzième édition de Paris-Roubaix, dimanche 14 avril, est également celle du centenaire de l'épreuve. Deux cents coureurs devaient y parti-

ciper, dont l'italien Franco Ballerini, tenant du titre, le Russe Andreï Tchmil, vainqueur en 1994, l'italien Gianluca Bortolami et le Belge Johan Museeuw. ● FONDÉE en 1896, cette

épreuve est devenue mythique grâce à son tracé ponctué par les chemins pavés, qui composent cette année 50,2 kilomètres du parcours total, soit près de 3 kilomètres de moins

qu'en 1995. ● LES ORGANISATEURS - qui entendent ne pas descendre en dessous du seuil symbolique des 50 kilomètres - préfèrent réduire quelques portions en choisissant des

routes pavées mieux entretenues. ● CETTE NOUVELLE forme devrait permettre de séduire certains grands coureurs qui répugnent encore à tenter l'aventure.

A cent ans, Paris-Roubaix vibre toujours pour et sur les pavés

Le choix de tronçons moins accidentés permet aux organisateurs de limiter les risques de chute ou de crevaison tout en respectant l'esprit d'une course qui, à tort ou à raison, passe pour l'une des plus éprouvantes

ROUBAIX de notre envoyé spécial Depuis sa fondation, en 1896, le Paris-Roubaix raconte les mêmes histoires variées à l'infini : le courage et la ténacité de coureurs amateurs ou professionnels venus se frotter à la course la plus inflexible. La pluie, les crevaisons, les chutes et les champions, toujours sublimes, en ont fait un mythe bâti sur des pavés.

Il y a un siècle, deux industriels roubaisiens, Théodore Vienne et Maurice Perez, lorgnaient sur le Paris-Brest et le Paris-Bordeaux cycliste et imaginaient une course qui reliait Paris à leur ville. Ils envoyèrent un émissaire - un journaliste - pour reconnaître le parcours. Celui-ci, parti un jour de déluge, capitula à mi-chemin, trempé et ballotté dans la boue. Il rentra à Roubaix pour traiter les deux hommes de fous : le Paris-Roubaix est né. Ils furent cinquante et un à s'élancer le 19 avril 1896 ; ils devaient être deux cents le 14 avril 1996 pour fêter le centenaire.

Les pavés, eux, sont de moins en moins nombreux. Depuis 1967, le bitume les grignote petit à petit à la faveur de l'intensification des routes, de l'urbanisation ou de la construction du TGV-Nord. Au point que Paris-Roubaix risque d'en perdre son fondement symbolique. Jacques Goddet (directeur de la course de 1929 à 1987) enverra donc un éclaircie dans la région pour dénicher d'autres routes tourmentées pour les coureurs. « Le balancier de la destruction s'est arrêté et le repart dans le sens de la protection, de la restauration et de la reconstruction », explique aujourd'hui Jean-Marie Leblanc, directeur de la Société du Tour de France, qui gère la course.

A force de débats ou de suppléments, les gens du Nord et les hommes politiques qui re-

chignent à faire d'un « enfer » cycliste leur patrimoine ont pris conscience du trésor. En 1992, la procédure de classement engagée par Ségolène Royal, alors ministre de l'environnement, a fait tomber de nombreuses résistances. En 1995, le conseil général du Nord a consenti 3,5 millions de francs pour restaurer 2 kilomètres. Un petit tronçon de 300 mètres a revu le jour dans les faubourgs de Roubaix.

« En près de vingt ans, la physiologie de la course a été transformée, poursuit Jean-Marie Leblanc. Jusqu'en 1967, les secteurs pavés appartenaient, pour l'essentiel, à des routes départementales. Puis, très logiquement, on a goudronné au lieu de paver. La course s'est aplanie. En 1967, l'arrivée s'est disputée entre dix hommes au sprint. Nous avons décidé de retrouver des pavés. Mais ils avaient changé. Ce n'étaient plus des routes mais des chemins ruraux, étroits, tordus par les chars à bœufs et les tracteurs. Paris-Roubaix entre alors dans une nouvelle ère, la course devient une aventure. »

En 1994, l'aventure se révèle

très dangereuse. Certains secteurs pavés sont parfois au-delà du supportable pour les coureurs, qui se coupent les jambes et le moral sur des chemins édentés, creusés de nids-de-poule. « Nous étions allés trop loin, dit Jean-Marie Leblanc. Les cinquante kilomètres choisis pour le centenaire sont convenables et restent dans l'esprit de la course. »

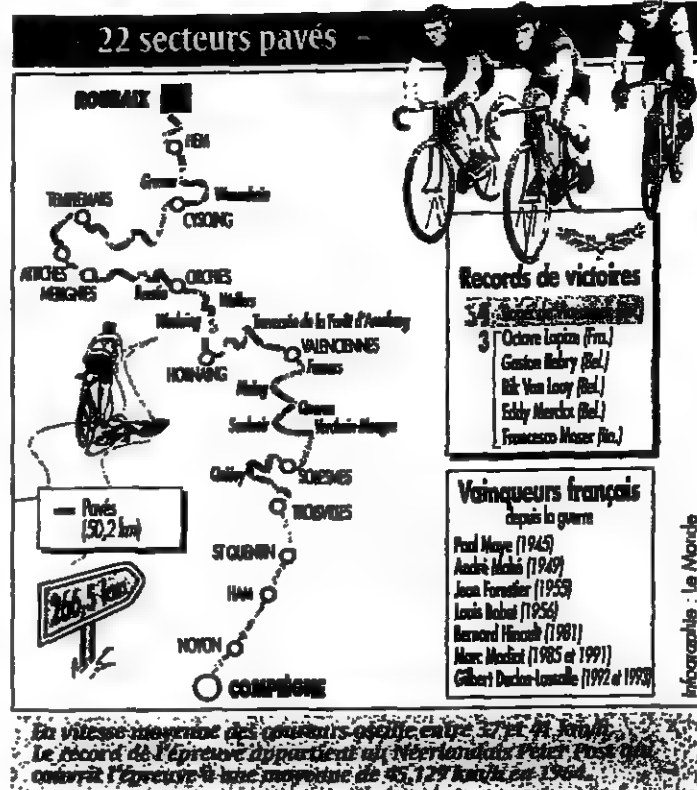
SANS INDOURAIN Le tracé 1996 respecte la poésie du Paris-Roubaix. Il y a la tranchée d'Arenberg, qu'il ne faut surtout pas croire facile, avec ses sages boulets auréolés de quelques brins de verdure. Saignée beige dans la forêt de Raimse-Saint-Amand, près de la mine éteinte, cette ensorcelée, longue de quelques trois kilomètres, est le premier juge de la course avant bien d'autres.

A Ennevelin, la patine fait les pavés gris luisants ; à Camphin-en-Pévèle, la rue de Bouennes s'étale en terre de Sienne. Le carrefour de l'Arbre achève une allée qui roit dans le soleil embrumé. Sur le chemin des Prières, à Orchies, deux hommes juchés sur

un tracteur repartent, leur besogne terminée. Avec un large balai, ils ont écarté les « casants », des morceaux de pavés brisés, et taché les trous les plus traités d'une poussière brique. Si la survie des pavés n'inspire plus d'inquiétudes alarmées, le souci de Jean-Marie Leblanc est la qualité du peloton. Le Paris-Roubaix séduit de moins en moins les champions, quand il fut prisé par Fausto Coppi, Louison Bobet ou Eddy Merckx. En 1995, seuls cinq des vingt premiers coureurs mondiaux prirent le départ. Les autres avaient jugé le tracé trop risqué.

Cette année encore, Miguel Indurain, quintuple vainqueur du Tour de France, n'est pas là. Laurent Jalabert calme un genou blessé sur le Paris-Nice en faisant le tour du Pays basque. Une dérogation a permis à son équipe, l'ONCE, de ne pas venir. Jean-Marie Leblanc compte ramener de tels champions à la raison avant cinq ans. Mais leur absence n'empêche pas le Paris-Roubaix de fêter dignement ses cent ans.

Bénédict Mathieu



La clématite, liane apprivoisée

Fragile et délicate à cultiver, voici une plante grimpante qui récompense à profusion la patience du jardinier

IL N'Y A PAS SI LONGTEMPS que cela, les jeunes garçons construisaient des cabanes dans les bois avant de s'y cacher pour fumer des lianes. Les jours de fête - quand la buraliste ne les rabrouait pas -, ils tiraient sur des P4, qu'ils se partageaient démocratiquement. La fumée bleue des lianes était plus piquante et plus saine.

On ne les fume peut-être plus, mais on plante toujours des clématites dans les jardins, et la liane des bois est une forme sauvage de cette plante grimpante, certes plus modeste, qui appartient à la famille des renonculacées, comme nombre de plantes herbacées, dont cette peste de bouton-d'or qui, à défaut de grimper, rampe sur le sol.

Il existe de nombreuses variétés de clématites décoratives. Leur couleur va du blanc pur au violet foncé, la taille de la fleur d'une pièce de 5 francs à l'assiette à dessert. Certaines sont délicieusement parfumées. D'autres fleurissent au sortir de l'hiver, au printemps, ou plus ou moins continuellement jusqu'à l'automne. Des variétés sont doubles lorsqu'elles fleurissent en mai-juin, simples lorsqu'elles remontent en septembre. Certaines ont des fleurs plates, d'autres en clochettes. D'autres, enfin, ont des feuilles persistantes. Ce sont de grandes trileuses, à réserver aux climats doux.

LE PIED ENTRAÎNÉ À L'OBLIQUE

Toutes ont en commun de ne pas se plier avec grâce aux volants du jardinier, de préférer un air plutôt humide et un sol qui ne le soit pas trop, le soleil sur leur feuillage. L'ombre sur leur pied. D'ailleurs, la clématite, l'active même qu'en pleine floraison le pied se dessèche brutalement et creve, victime d'un champignon fatal. Mais, quand elle se plaint là où elle est plantée, elle croît alors magnifiquement et fleurit sans compter. En fait, il est assez aisé, si l'on prend quelques précautions, d'en garantir treillages, grilles, vieux fruitiers en espalier, façades de maison, de les marier avec des rosiers grimpants ou des arbustes caducs, voire de les planter dans de hautes jarres, d'où elles retomberont gracieusement.

Difficile à planter, compliquée à tailler (son bois est aussi souple qu'un verre de lampe), la clématite se mérite : sa présence commune dans les jardins a fait oublier sa préciosité de porcelaine chinoise. Lui choisir un endroit aéré. On lit souvent qu'elle aime le soleil, c'est exact, mais à un soir brûlant elle préférera toujours la mi-ombre au soleil du midi, celui du matin. Son pied devra être enterré à l'oblique, de façon que sa base émette des racines supplémentaires, dans un sol défoncé sur une quarantaine de centimètres en tous sens.

Les cultivateurs de clématites n'aiment guère le calcaire, aussi faudra-t-il mélanger le sol d'origine avec un bon terreau, moitié par moitié. La plantation est une opération rendue particulièrement délicate par la fragilité des plantes vendues dans les jardinerie : le diamètre de la tige ne dépasse souvent pas celui d'une allumette. Il faut donc coucher délicatement la motte dans le trou et combler de terre sans tasser, puis arroser pour que la terre neuve fasse corps avec celle du pot dans laquelle le pied a été vendu. Quelques jours plus tard, faire un nouvel apport de terre en surface et protéger le pied avec une tuile, une planche ou une pierre plate des rayons du soleil.

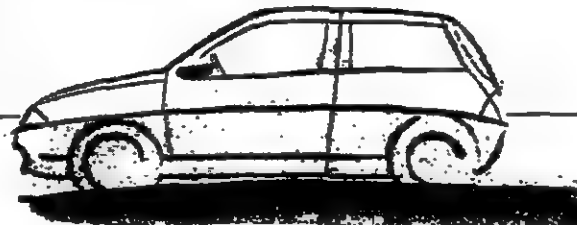
Les variétés à grand développement (*Clematis montana* et *tangutica*) ne se taillent qu'exceptionnellement et sont à réserver à des murs ou à des vieux pommiers, qu'elles n'abîmeront pas (contrairement aux rosiers-églantiers, qui pèsent très lourd). Les autres, dont la taille des fleurs est généralement plus grande, sont à planter contre des treillages adaptés à leur croissance, qui généralement n'excède guère 3 mètres de hauteur. De toutes les façons, la pousse des clématites est désordonnée, et les tailler relève de la minutie pour

celles qui n'aiment guère cela et de la coupe claire pour les autres, qui ont rabattues début mars à 30 ou 40 centimètres du sol.

DES NOMBREUSES VARIÉTÉS

Les variétés sont si nombreuses qu'il est difficile de faire son choix. Nous n'aimons guère les mostrueuses fleurs des variétés les plus récentes, surtout celles qui sont doubles, et moins encore la bicolor et si répandue *Nelly Moser*. Il existe, en revanche, de magnifiques clématites à fleurs petites, dont les tons frais sont un ravissement vos de près et de loin. Parmi celles-ci, *Apple Blossom* (blanc-rose), *alpine* (bleu lavande), *montana* (rose), *Orange Peel* (jaune soufre), *M^{me} Julia Correvon* (rouge grenat) et *Spoonei* (blanche) sont des merveilles. Un peu plus grandes, les fleurs de *Velours bleu*, *d'Alençon* (rouge) et de la très classique *Jackmanii* (violet foncé) sont également très belles.

Armandi et *balcanica* sont des variétés persistantes qui peuvent pousser jusque dans la région parisienne (on en voit de beaux pieds même à Londres). La première a de



grandes feuilles épaisses et épanouies de jolies grappes de fleurs blanches odorantes. La seconde, à des feuilles divisées et pousse de façon plus désordonnée ; ses fleurs tachetées de rouge sont splendides. Cela vaut la peine de les essayer dans un coin abrité du jardin.

Alain Lompech

★ Les Pépinières Travers sont les spécialistes français de la clématite. Catalogue riche d'environ cent cinquante variétés en culture et plantes d'une qualité exemplaire. Cours Charette, 45650 Saint-Jean-Le-Blanc. Tél. : 38-56-13-70. 67 F (variétés courantes) ; 88 F (variétés de collection) ; 120 F (variétés persistantes). Expédition jusqu'à fin avril.

Aujourd'hui, avant même le premier coup de crayon, nous avons le feu vert pour faire quelque chose d'original. Insiste Enrico Fomina, « père » stylistique de la Lancia Ypsilon, auquel on doit aussi le joli spider Alfa-Romeo. Lyrique, l'ingénierie Fomina assure, quitte à laisser perplexe, que l'Ypsilon « retrouve tout l'héritage de la marque, avec des éléments de style inspirés de la Lancia Arden de 1939 et de la Lancia Appia » des années 50. Lyrique, mais prudent. Avec son dessin parfois un peu alambiqué, l'Ypsilon, concède-t-il, « peut ressembler à une musique un peu difficile d'accès que l'on n'appréciera vraiment qu'après plusieurs écoutes ».

Jean-Michel Normand

★ Lancia Ypsilon : à partir de 64 900 francs.

La Lancia Ypsilon, tendance « baroque »

Cette voiture, on en parle à l'italienne, avec de grands gestes, tant son caractère extraverti est communicatif. Toute en lignes arruées, la nouvelle et anticonformiste petite Lancia Y (prononcer « Ypsilon ») jongle avec une esthétique baroque. A l'avant, le capot-moteur semble avoir été posé sur les ailes, et les optiques triangulaires d'intégrité à la calandre dans un mouvement d'ellipse. L'arrière décline la même géométrie, mais la forme arrondie de la lunette brouille un peu le jeu de miroirs. Sur les côtés, les poignées de porte sont placées en hauteur, sur le

montant laqué noir, « pour éviter toute interruption disgracieuse », et la moulure de protection latérale est audacieusement incurvée. L'intérieur est en cohérence : panneaux de porte aux courbes élégantes et originales, instrumentation de bord (très complète mais un peu confuse) placée en position centrale. Hormis son aspect extérieur, la Lancia Y est pourtant assez classique. Bien équipée (direction assistée de série), cette auto de 3,72 mètres réalisée sur la base d'une Fiat Punto propose deux motorisations connues (1,2 et 1,4 litre) et son comportement routier correspond aux normes de sa catégorie. Cependant, la ligne sophistiquée de celle qui prend

la succession de la Lancia Y10 n'est pas un simple exercice de style, mais une illustration supplémentaire du renouveau de l'automobile italienne, plus fiable, plus agaçante (et proposée à des prix assez raisonnables). En France, ce regain a surtout profité aux Fiat Bravo-Brava, Punto et autres Barchetta, alors que les Alfa-Romeo et Lancia de la nouvelle génération peinent à rattraper le terrain perdu par leurs aînées.

« Dans les années 70-80, nous avons oublié notre style à force de faire des voitures pour tout le monde, comme les Japonais.

SPACE BOU TIQUES

AU PETIT MATELOT
Du week-end à la ville
vêtements de qualité
vestes de quart
27, rue de la Grande Armée 10^e

VETEMENTS WESTBURY
JÉSUS RUIZ
TAILLEUR SUR MESURES
Les meilleures draperies
Prix raisonnables
5, Passage Charles Dallery
(2^e étage) PARIS (11^e)
Tél. : (1) 48 05 04 79
M^o Votaire ou Ledru-Rollin

Luxeuse draperie
pour vous sur mesure
DE LA RETOUCHE
AU BEAU VÊTEMENT
LEGRAND
Tailleur
Hommes et Dames
27, rue du 4-Septembre
PARIS 2^e
Tél. : 47.42.70.61

MON IMPER
Le Spécialiste
IMPER ET PRE-À-PORTER H. et F.
AQUASCUTUM, BURBERRY,
BARTONS, GORE-TEX, etc.
63, rue de Valenciennes
75009 Paris
Tél. : 48-74-46-98
- 10 % lecteurs

Le Monde ÉDITIONS
DIX PORTRAITS POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE
Reporters sans frontières
Préface de Robert Badinter
Introduction de Noël Copin
168 pages, 85 F
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde ÉDITIONS
PLANTU MAGIC CHIRAC
EN VENTE EN LIBRAIRIE

VOYAGES
Vols, séjours et circuits
Guides touristiques
Votre agence 24 h/24
3615 LEMONDE

LIEU

Napoléon III à tous les étages

LE STYLE du temps changerait-il de forme ? Ou du moins le style branché serait-il en train d'abandonner la ligne pure et dure des années 80 ? Il faut le croire après une visite à l'Hôtel France et Choiseul, rue Saint-Honoré, à Paris, la dernière adresse que la Filofax et « fax society » s'échange depuis que l'endroit a pris un nouveau départ sous la direction inspirée de Jean-Louis Costes, l'ex- et célèbre fondateur du regretté Café Costes, aux Halles.

Changement de pensée radical entre l'esprit novateur de cet Aveyronnais de la capitale qui allait faire confiance, en 1984, à un Philippe Starck presque inconnu pour inventer avec lui la renaissance du grand café, et le réalisme néo-Second Empire du quatre étoiles rouge et or, signé Jacques Garcia, qu'il nous présente aujourd'hui.

Des cent vingt chambres d'un établissement centenaire devenu obsolète pour son quartier, le nouveau propriétaire ne retiendra que quatre-vingt-cinq clés, et se permettra de refaçonner l'ensemble dans le goût d'un XIX^e siècle débridé et tenu. Nulle part de repos pour l'œil.

CONTRE-MOUVEMENT

Comme si l'avant-garde n'avait plus peur de plonger à mains vives dans le vieux fonds décoratif, Costes s'empare ici d'un bel immeuble fin XVIII^e autour d'une cour carrée à l'italienne et, partant de deux salons rococo exemplaires, demande à son architecte de s'en inspirer à outrance. Comme si l'heure n'était plus à l'austérité années quatre-vingt, mais à la libération des dépouilles libérales, l'hôtel de la rue Saint-Honoré se pose en enseigne post-révolutionnaire. Entendons par là : ramage, plumage et confort bourgeois assument leurs excès pour faire sourire de leur extravagance tout en garantissant le sérieux d'un hôtel de son rang.

En devenant le meneur d'un contre-mouvement, Jean-Louis Costes aurait-il senti l'approche d'une certaine lassitude qui non seulement prenait les gourous du design, mais aussi leurs clients, leurs fidèles et leurs victimes ? Si c'est le cas, il a fait fort.

Aucune chambre n'est copiée sur sa voisine, mais toutes ont ce souci de l'authentique qui tour à tour nous amène dans les salons de Victor Hugo à Guernsey ou dans les appartements privés de Pierre Loti à Rochefort. Tout cela ne manque ni de grâce ni de parti pris obsessionnel qui pousse à la curiosité de savoir comment les entrepreneurs s'y sont pris. Non contents de chiner chez les antiquaires et dans les salles de ventes armées, lustrées, tables d'appoint, trumeaux, marqueteries et canapés en bois tournés, ils en ont rapporté une pêche si fructueuse qu'ils ont pu donner même aux salles de bains leur part de boiserie ornée et ouvragée. Voyage dans un Paris d'Hausmann à l'identique où l'on croise mannequins et femmes d'affaires en collant noir et souliers plats.

LA RÈGLE DU JEU

Si Costes et Garcia ne ménagent pas leurs effets dans les étages, ils n'ont pas hésité à énoncer la règle du jeu dès l'accueil. A nouvelle doctrine, nouvelle lumière. Ici, le tamisé est réglé au plus bas, les fauteuils capitonnés au plus capiteux et les bois dorés ne reflètent que lustrés et chandeliers.

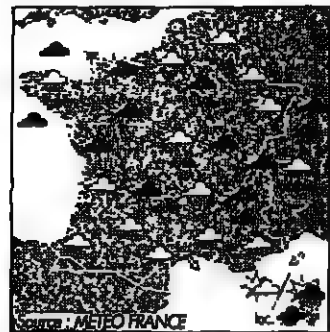
Derrière la décoration, dont on a voulu faire le personnage principal, s'en profile un autre plus conciliant qui est le fonctionnement moderne d'un établissement où la liberté de mouvement et d'horaires, de circulation et de services, autorise à tout moment l'hôte de passage à s'imaginer ailleurs que dans un hôtel.

Michèle Champenois

★ Hôtel France et Choiseul, 239, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 42-44-50-00. Chambres à partir de 1 590 F.

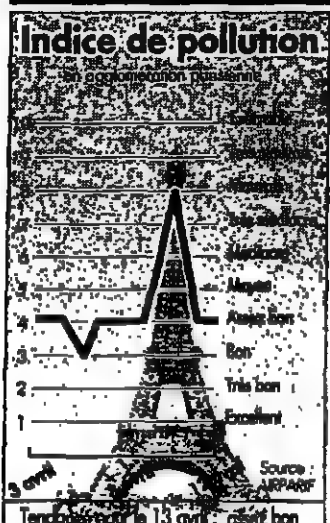
Temps printanier au sud

UNE NOUVELLE perturbation va arriver dans la nuit de l'Atlantique. Elle donnera des pluies conséquentes sur le quart nord-ouest dimanche. Un puissant anticyclone centré en mer du Nord empêchera la pénétration de ces pluies sur le reste du pays et continuera à canaliser de l'air frais sur les régions du nord-est. La partie méridionale du pays restera protégée par les hautes pressions espagnoles et gardera un temps printanier. Dimanche, il pleuvra dès le



Prévisions pour le 14 avril vers 12h00

La qualité de l'air



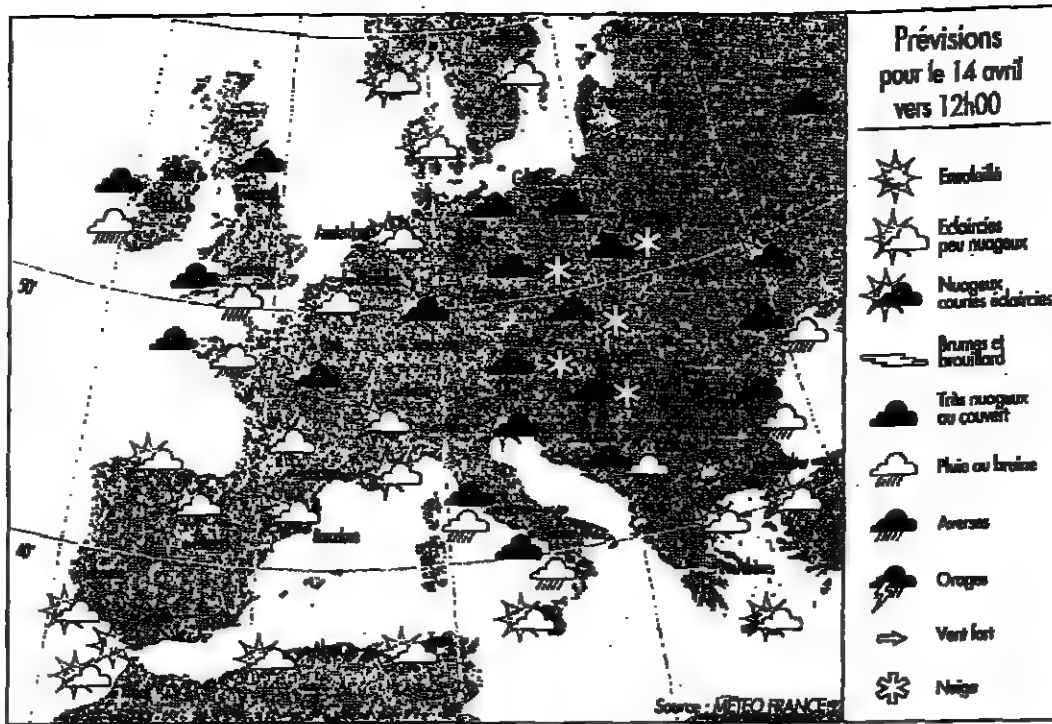
Tendances pour le 13 avril : ciel bon

matin en Bretagne; ce temps humide ne connaîtra que peu de répit à Quimper ou Saint-Malo. Les pluies vont gagner lentement la Basse-Normandie et les Pays de la Loire l'après-midi. Des Charentes à la Touraine, brouillards et nuages bas seront nombreux le matin. Ils laisseront passer un pâle soleil à la mi-journée, mais le ciel se couvrira rapidement l'après-midi. Les pluies venant de l'océan commenceront à tomber en fin de journée. L'Ile-de-France, la Haute-Normandie et le Massif-Central commenceront la journée sous les nuages bas et parfois dans le brouillard. Cette grisaille matinale finira par se déchirer en matinée, nuages et éclaircies se partageront alors le ciel.

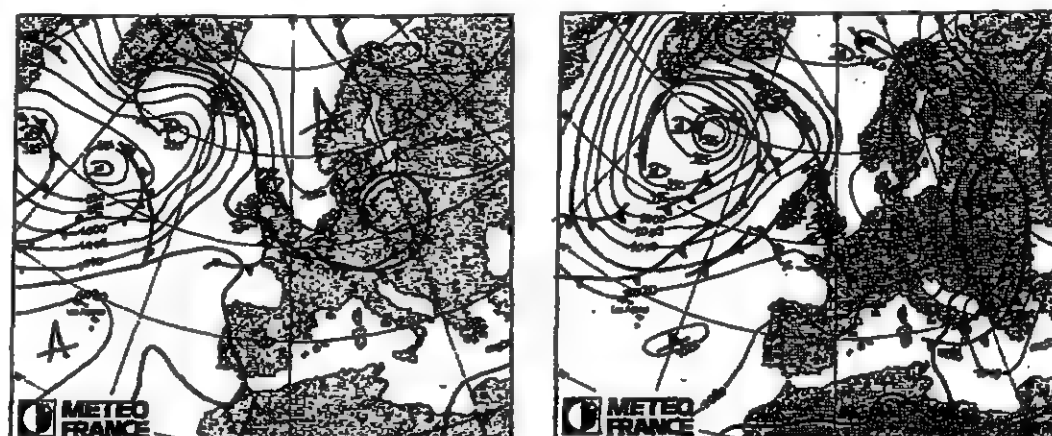
Les régions situées au nord et à l'est de la Seine bénéficieront d'un temps plus clément. En contrepartie, on assistera au retour des gélées matinales sur les Ardennes et le long de la frontière allemande. Cette fraîcheur se maintiendra toute la journée, malgré les éclaircies: il ne fera pas plus de 10 degrés l'après-midi à Roubaix, Orchies ou sur les pavés de Waller-Arenberg. En Franche-Comté et dans le nord des Alpes, la matinée sera bien maussade. Les petites pluies se disperseront et le soleil finira par réapparaître timidement l'après-midi.

Plus au sud, les conditions printanières continueront à régner. Malgré un voile de nuages élevés, l'impression de beau temps persistera en Aquitaine et Midi-Pyrénées; on atteindra encore facilement 20 degrés à Pau ou Tarbes. Le soleil sera bien présent du Var au Roussillon grâce au mistral et à la tramontane qui souffleront modérément. Le temps sera un peu plus incertain de la Côte d'Azur à la Corse. Des nuages bourgeonnants risquent de donner quelques averses éparses l'après-midi.

(Document établi avec le support technique de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	TOURS	CHICAGO	LISSABON	PRETORIA
du 12 avril	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21
max/min	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21
max/min	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21
max/min	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21
max/min	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21
max/min	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21
max/min	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21
max/min	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21
max/min	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21
max/min	20/25	18/24	28/37	22/27	18/21

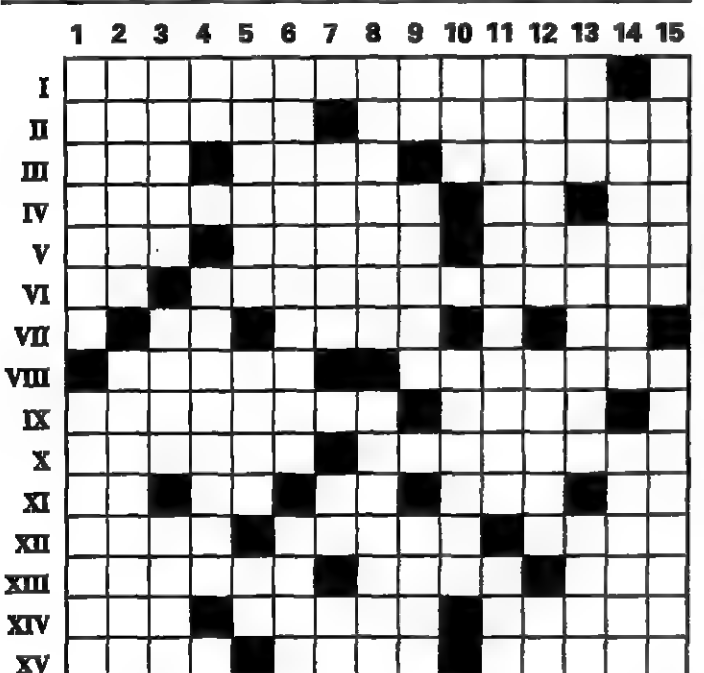


Situation le 13 avril, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 15 avril, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6800



ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE A80

la durée suivante	France	Luxembourg, Pays-Bas	de l'étranger (hors Europe)
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0000-0000) is published daily for 5 francs per year. LE MONDE is published 5 times a week, except on Sundays and public holidays. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

For advertising rates, contact: LE MONDE, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. Tel: 03 44 43 76 00. Fax: 03 44 43 76 30.

HORIZONTALEMENT

1. Est plus fort que l'as. - 11. Dik'ère manie avec prudence pour éviter les blessures. Qui nous dit tous nos moyens. - 13. Démonstratif. Lac. C'est de résister. - 14. Faisaient rire les Romains. Divinité. Conjonction. - 15. Partie de la Loire. Du pied à la tête. Quand il est propre, peut être chatouillé. - 16. Note. Très exigeante. - 17. Quelque chose de dégoûtant. Ouverture. Dieu. - 18. Sur la Meuse. Difficile à guérir. - 19. Qui ne semblent pas de tout rongés. Poisson. - 20. Un prêt érudite. Pas du tout sombres. - 21. Note. Symbole. Point de départ. Trop gras et salé. Avait une tête d'oiseau. - 22. Le demanda peut-être pas son reste. Canal. Une quantité angulaire. - 23. Menu, s'il n'y a pas de grosses pièces. Peut former un troussseau. Fleuve. - 24. Qui a besoin de repos. Pierre dans un jardin. Mai en point. - 25. Ville d'Italie. Héros antique. Bien nettoyés.

VERTICALEMENT

1. Un homme qui ne descend pas pour rien. On reste assis quand on nous le coupe. - 2. Un canal naturel. Présentations comme des roses. - 3. Pas évaporée. Administré. Du poids à perdre. - 4. Pronom. Un magistrat dans l'Italie

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe: 36 63 81 22

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC

ou 36-29-04-56

CD-ROM: (1) 44-08-78-30

Index et microfiches: (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2/3 films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 24, Avenue du G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimé au Monde: 12, rue M. Guesbroux, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général: Dominique Auby

Directeur général: Gérard Mordacq

Directeur commercial: Gabriel Peyron

133, avenue des Champs-Élysées

75409 Paris Cedex 08

Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-76-30

d'autrefois... 3. Porte un tablier. Apprécié.

Bout de bois. - 6. Sorte de secours. Fruit. - 7. Petits mammifères. Note. La moitié de rien. - 8. Des gens qui avaient du mal. Aime les endroits frais. - 9. Lettre. Couper avec les dents. Patrie de philosophes. - 10. Une dent. Très attristé. - 11. Qui ne pourront pas être rattrapés. Vide quand on se met à table. - 12. Est particulièrement ennuieux quand il nous tient la jambe. Sommet dans les Alpes. Pas forcément approuvé. - 13. Assortit des couleurs. Faire un repit. Se montrer très fier. - 14. Comme un rythme normal. Appelé Bernard quand il est sur le sable. - 15. Pas maintenu. Qui se sont mis en grève.

SOLUTION DU N° 6799

HORIZONTALEMENT
1. Illusions. - 2. Laos. Trente. - 3. Lulé. In. - 4. Uri. Isolés. - 5. Sacerdotal. - 6. Initiatrice. - 7. Odeur. Tenon. - 8. Nirvana. Eve. - 9. Se. Astrée.

VERTICALEMENT

1. Impôt. Fleur. - 2. Laos. Trente. - 3. Lulé. In. - 4. Uri. Isolés. - 5. Sacerdotal. - 6. Initiatrice. - 7. Odeur. Tenon. - 8. Nirvana. Eve. - 9. Se. Astrée.

Guy Brody

Précision. - Dans notre numéro daté vendredi 12 avril, nous avons par erreur numéroté le problème de mots croisés 6799, alors qu'il s'agissait du n° 6798. Nous donnons ce jour la solution de cette grille et nous ne publierons ni problème ni solution sous le n° 6798 pour éviter toute confusion.

LE CARNET DU VOYAGEUR

ÉTATS-UNIS. L'avionneur américain

McDonnell Douglas envisage de construire un avion gros porteur de quatre cents places pour concurrencer le Boeing 747. - (AFP)

ALLEMAGNE. Les avions d'Air

France à destination de Düsseldorf, dont l'aéroport a été ravagé par un incendie le 11 avril, atterrissent à Cologne jusqu'au lundi 15 avril. Un service de car assure la liaison entre les deux villes allemandes. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE. L'agence

des palais royaux historiques envisage de louer au public soixante appartements du château royal d'Hampton Court, ancienne résidence de Henry VIII située sur les

PARIS EN VISITE

Lundi 15 avril

■ **HÔTELS ET JARDINS DE LA RUE DU BAC** (55 F + prix d'entrée), 10 h 30, sortie du métro Rue du Bac (Pierre-Yves Jaslet).
■ **MONTMARTRE** (60 F), 11 heures, sortie du métro Abbesses (Vincent de Langlade).
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée): chefs-d'œuvre de la peinture française du XVII^e siècle, 11 h 30; La Crucifixion, de Mantegna, 12 h 30; exposition L'âge d'or du petit portrait, 13 h 30; scènes d'intimité en Hollande au XVII^e siècle, 14 h 30; les arts précieux du Moyen Âge, 19 h 30 (Musées nationaux).
■ **L'OPÉRA-GARNIER** (50 F + prix d'entrée), 13 h 30, en haut des marches extérieures à gauche (Tourisme culturel).
■ **LA CONCIERGERIE**, 14 heures (50 F + prix d'entrée), 1, quai de l'Horloge (Odysse), 15 heures (37 F + prix d'entrée), 1, quai de l'Horloge dans la cour (Monuments historiques).
■ **LA GRANDE MOSQUE DE PARIS** (50 F + prix d'entrée), 14 heures, place du Puits de l'Ermine (Institut culturel de Paris).
■ **L'ARSENAL** (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Sully-Morland (Isabelle Haullier).
■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 12, rue Daru (Elisabeth Romann).
■ **L'HÔTEL DE BOURRIENNE** (37 F + prix d'entrée), 14 h 30, 58, rue

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Consultation japonaise

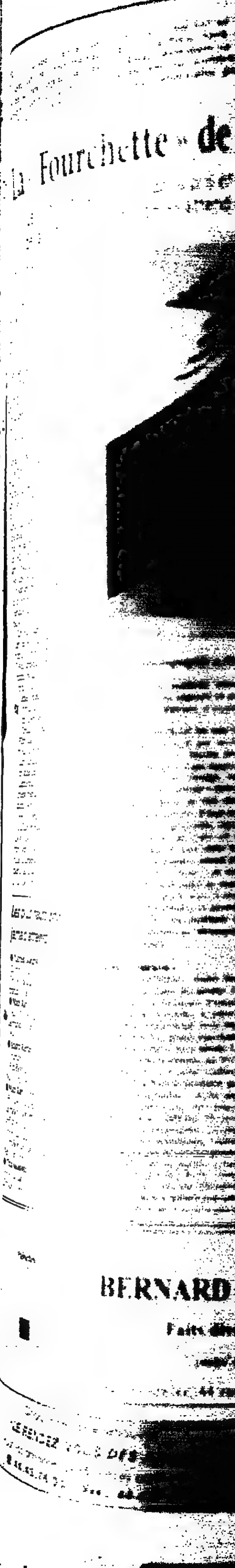
LA CONSULTATION électorale qui s'est déroulée au Japon mercredi 10 avril est, sans conteste, l'événement le plus considérable au point de vue national depuis la capitulation. La structure politique traditionnelle du pays s'est, sous les coups de l'occupant, à peu près complètement effondrée. Les oligarchies militaires et ploutocratiques qui, naguère encore, tenaient en laisse le gouvernement et le Parlement ont été emportées par le désastre dont elles étaient les premières responsables.

Dans le vide ainsi créé, le grand quartier général allié, par l'entremise d'un gouvernement à sa merci, règne en maître. Les élections de cette semaine auront justement pour effet de reconstruire en face des vainqueurs, pour la première fois, une force politique de quelque importance. On conçoit que certains alliés, plus particulièrement les Russes et les Australiens, aient reculé devant la perspective, et, en faisant valoir l'insuffisance du nouveau démocratisme au Japon, aient demandé l'ajournement d'élections jugées par eux prématurées.

Les Américains, en revanche, vraisemblablement dans la conviction que cette consultation ne pouvait que servir l'action du général Mac Arthur, ont insisté pour qu'elle eût lieu à la date prévue. Leur volonté, fermement exprimée, a prévalu. On ne voit pas bien, à vrai dire, la différence que quelques semaines, ou même plusieurs mois, auraient pu apporter à la situation.

Alors que l'on s'attendait à une apathie du corps électoral, il apparaît que la proportion des abstentions n'a pas dépassé 25 %, chiffre relativement faible si on le compare à celui de 1937 qui était de 34 %. Les femmes notamment, admises cette fois-ci aux urnes, sont venues voter en masse.

(14-15 avril 1946.)



CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 14 - LUNDI 15 AVRIL 1996

VENTES Les grandes ventes de 1^{er} mai à Londres) et Sotheby's printemps sont un des baromètres (18 avril à New York et 2 mai à Londres), dominant ce marché en deux maisons anglo-saxonnes, s'appuyant sur nombre de collectionneurs américains, publics et privés, souvent seuls capables d'acheter une épreuve 500 000 francs ou plus. ● **UN CHEF-D'ŒUVRE** d'André Kertész - la *Fourchette* (1928) - est mis en vente le 23 avril à New York.

Il s'agit d'un *vintage*, c'est-à-dire une épreuve réalisée dans la foulée de la prise de vue par son auteur. L'épreuve remarquable pourrait dépasser les 600 000 francs. ● **LA**

FRANCE est en retard dans l'organisation de ventes aux enchères, sauf pour la photographie du XIX^e siècle, domaine phare dans un pays qui a inventé le procédé.

La « Fourchette » de Kertész allèche le marché de la photographie

Le cliché de l'artiste hongrois pris en 1928 s'était vendu 16 000 francs en 1975. Chez Christie's, à New York, où il sera la vedette de la vente du 23 avril, on en attend quarante fois plus. Signe de l'explosion des prix dans un secteur dominé par les Etats-Unis

C'EST UNE FOURCHETTE, une simple fourchette flottant sur une assiette. Une photographie en noir et blanc, à peine plus grande qu'une carte postale, aux teintes chaudes, avec une ombre noire fort pure. En bas à gauche, une signature, celle d'André Kertész. En bas à droite, une date, 1928. L'image sera mise aux enchères par Christie's à New York, le 23 avril lors de ses ventes de printemps, qui « font » le marché de la photographie. La mise à prix avoisine les 120 000 dollars, 600 000 francs. « Cher pour une photo », peut-on entendre, en France. Pas aux Etats-Unis.



La photographie a été réalisée en 1928 à la fin d'un dîner chez le peintre Fernand Léger.

L'histoire de cette fourchette traduit l'évolution spectaculaire du marché de l'image fixe en quelques années à peine. Et cette vente montre combien l'Amérique écrase un marché où Kertész tient une place de choix. André Kertész était Hongrois. Il débarque à Paris en 1925, attiré par la capitale des arts. Juste après son arrivée, il réalise une image dans l'atelier de Mondrian, merveille de lignes enchevêtrées - une épreuve a été vendue 250 000 dollars par Christie's en 1991.

En 1928, Kertész dîne dans l'atelier de Fernand Léger. A la fin du repas, il prend cette vue minimaliste, critiquée par ses contemporains pour son apparente facilité, mais qui est devenue - formes, lignes, matière, ombre, objet décontextualisé - un emblème du modernisme. Un an plus tard, l'image fait partie de l'exposition Film und Foto de Stuttgart, qui, pour la première fois, rassemble cent cinquante photographes du monde entier sous le nom de modernisme. La *Fourchette* est également publiée dans les journaux et dans *Arts et métiers graphiques* (1930). L'orfèvre Peter Bruckmann l'utilise même comme publicité alors qu'aucune marque n'apparaît sur l'ustensile. Fort est devenue exemplaire pour les théoriciens de la nouvelle photographie : à la fois un document à usages

multiple (presse, publicité, industrie) et une œuvre exposée et publiée dans les revues d'avant-garde. Mais pour atteindre un prix-record, l'image ne doit pas seulement être historique. Encore faut-il détenir ce que l'on appelle communément un *vintage*, une épreuve tirée par l'artiste « dans la foulée » de la prise de vue, donc conservée dans son jus. Il faut aussi une épreuve impeccable, signée et datée. C'est le cas. Dans cet art du multiple, mieux vaut enfin que les épreuves existantes soient peu nombreuses. A ce jour - et sous réserve qu'un particulier se manifeste -, on connaît trois exemplaires de la *Fourchette*. Le premier est conservé à l'Art Institute de Chicago ; le second au Metropolitan de New York.

Je la garderais, elle va prendre une valeur énorme. » Mais le vendeur ne change pas d'avis. Cette image, et une autre de Kertész, sont vendues 16 000 francs à un marchand de San Francisco. « C'était énorme pour l'époque, où je vendais des photos en moyenne de 400 à 600 francs », explique Agathe Gaillard. Vingt ans après, la *Fourchette* vaut quarante fois plus cher. L'image fait un bref passage chez le courtier américain Mark Kelman, avant d'être acquise, en 1976, par la Jedermann Collection, c'est-à-dire Frank Kolodny, « un de ceux qui ont fait le marché de la photographie aux Etats-Unis », explique Alain Paviot, marchand français de haute réputation, qui conclut : « Ce Kertész est porté par un excellent pedigree. » Reste à savoir quel chiffre peut atteindre l'épreuve. « C'est un des fleurons de notre vente », confie Rick Wester, responsable du département photographie de Christie's à New York. Nous comptons dépasser largement les 120 000 dollars. » Le record des ventes photos peut-il être battu ? Ce sera difficile, tant les 400 000 dollars pour les mains de Georgia O'Keeffe par Alfred Stieglitz semblent insurmontables.

Nombre de spécialistes rappellent la bataille que se livrent, en

progression est d'ailleurs régulière. Mais il est modeste et a toujours besoin de quelques coups d'éclat, à 500 000 francs et plus, pour porter le gros bataillon des photos vendues entre 5 000 et 40 000 francs. Car ce marché, ce sont les Américains qui « l'ont fait, le contrôlent et le protègent », affirme Alain Paviot. Notamment dans les ventes de Christie's et Sotheby's à New York (moderne et contemporain) et à Londres (XIX^e siècle). Les Américains qui ont imposé la notion de *vintage*. Eux qui ont imposé quelques auteurs, tous Américains ou ayant travaillé là-bas : Man Ray, Kertész, Stieglitz, Modotti, Weston, Steichen, Moholy Nagy. La conséquence de cette mainmise américaine est que nombre de chefs-d'œuvre français et européens ont quitté la France pour les Etats-Unis. « Nous avons la chance d'avoir de nombreux collectionneurs prêts à mettre 100 000 dollars dans une photographie », dit, sans nuance, Rick Wester. Ils sont les seuls. Ainsi, les trois *Fourchettes* de Kertész sont désormais américaines. Ainsi, un remarquable ensemble de Le Secq, grand « primitif » français, est mis en vente par Christie's à Londres, le 1^{er} mai. Pour gagner l'Amérique ?

Michel Guerrin

et communiste, pour toi

Pro-deux du Parti démocratique de la

di 12 avril, par un numéro deux du « PDS », principal parti de l'Alliance progressiste, vers image résolument moderne de la rivière de l'ancien Parti communiste.

Instruction en Bosnie

par l'Etat de la Bosnie, les autorités de la justice ont effectué une enquête sur les crimes commis pendant la guerre de Bosnie. Les enquêteurs ont interrogé des témoins et ont recueilli des preuves. Les résultats de l'enquête seront publiés prochainement.

aponais

crétaire au commerce

Les plus hauts prix jamais atteints

- Alfred Stieglitz : *Les Mains de Georgia O'Keeffe* (1920), 398 500 dollars (2 millions de francs), Christie's New York, 1993.
- Man Ray : *Noir et blanc* (1926), 354 500 dollars (1,8 million de francs), Christie's New York, 1994.
- André Kertész : *L'Atelier de Mondrian* (1926), 250 000 dollars (1,3 million de francs), Christie's New York, 1991.
- Man Ray : *Larme de verre* (vers 1930), 240 000 dollars (1,2 million de francs), Sotheby's New York, 1995 et *Hier, aujourd'hui, demain* (1930-1932), 222 500 dollars (1,1 million de francs), Christie's New York, 1993.
- Tina Modotti : *Two Callas*, 189 500 dollars (950 000 francs), Christie's New York, 1994.

UN PETIT TRÉSOR

Reste le troisième... André Kertész l'a donné, dans les années 30, au journaliste français Florant Fels, qui a fait travailler la photographie pour son journal *Voilà*. Mathias Fels, son fils, grand marchand de tableaux à Paris, en a hérité. Ce dernier a voulu la vendre, en 1975. Il s'est adressé à Agathe Gaillard, qui a ouvert à Paris la première galerie de photographie. « Je me souviens de l'image entre mes mains », raconte Agathe Gaillard. La plupart des tirages postérieurs, réalisés d'après la plaque de verre originale, sont tachés, car la plaque s'était abîmée. Regardez bien cette épreuve, il n'y a aucune altération du gris. » Agathe Gaillard prévient donc Mathias Fels : « A votre place,

SALON DU PATRIMOINE, Carrousel du Louvre, Paris, jusqu'au 14 avril, de 10 heures à 19 heures. Tél. : 43-16-48-41.

Le Carrousel du Louvre accueille la deuxième édition du Salon du patrimoine - Salon qui devrait s'intituler plus précisément « Les Métiers du patrimoine ». En effet, l'écrasante majorité des alvéoles qui garnissent les espaces souterrains du Grand Louvre sont occupés par les mille et un métiers du patrimoine : facteur de clavier, laqueur, doreur à la feuille, tailleur de pierre, fondeurs, restaurateur de tableaux, bronzier, créateur de vitraux... Devant le public interrogateur, un sellier répare un troussequin, un fresquiste brosse un décor.

A côté de ces professions traditionnelles, les nouveaux outils du patrimoine sont également présentés. La jeune agence M3 (Multi Média Muséum) propose l'informatisation des collections des musées. Art Média, venue de Savoie,

offre ses services pour prévenir le vol des objets d'art. LEM (Laboratoire d'étude des matériaux) met au service des praticiens de la restauration une batterie de techniques « à la page » : spectrométrie, diffractométrie, chromatographie liquide et gazeuse. Géco-asséchemment utilise un procédé électronique pour assécher les murs humides, classique maladie des vieux bâtiments.

LE CONCOURS LÉPINE DE LA MÉMOIRE

Une vingtaine d'écoles proposent également leurs services. Certaines, comme l'Ecole Estienne (métiers du livre) ou l'Ecole Bouille (aménagement, architecture intérieure), ont pignon sur rue depuis longtemps. D'autres sont moins connues : par exemple les Beaux-Arts de Cambrai, qui initient des jeunes au travail du bois, le Cerfay (Vannes-le-Château), qui propose une formation pour les arts du verre, l'Ecole française d'enluminure (Angers), qui initie à la calligraphie.

Sont également présentes quelques villes ou

régions qui veulent se promouvoir à travers leurs richesses patrimoniales : Poitiers, Rochefort, Saint-Nazaire, la Savoie, le Centre, Rhône-Alpes. Les associations pululent. Certaines sont généralistes, voire universelles, comme Patrimoine sans frontières, qui se préoccupe du sort des villes martyres (Beyrouth ou Sarajevo). D'autres ont un objet plus limité : la rénovation du parlement de Bretagne (Rennes), incendié le 4 février 1994, ou la vie secrète des paquebots.

Il ne manque ni les Institutions (la direction du patrimoine du ministère de la culture) ni les (trop rares) mécènes. Amateurs, professionnels et para-professionnels sont là, attentifs à chaque démonstration. C'est ce qui fait le charme et l'intérêt de cette espèce de concours Lépine d'un nouveau genre où les inventions, petites et grandes, millénaires et futuristes, sont au service d'une mémoire déclinée sur les supports les plus variés.

Emmanuel de Roux

RENDEZ-VOUS DES ARTS

BERNARD PIFFARETTI
Faits divers & variés
jusqu'au 24 avril
Jean Fournier, 44 rue Quincampoix Paris IV

DADO
Vernice: 16.93 24 52 00

27 mars 28 avril 1996
Julio Le Parc
les années lumière

Chaque semaine retrouvez
LE RENDEZ-VOUS DES ARTS
Pour vos annonces publicitaires contactez
43 43 43 20 / 43 43 43 77 31

TROIS ANS DE LA GALERIE
ATILA, BOD-VIVES, LJUBA, MARTAGEX, DUPLAN,
MACRÉAU, D'ORGEIX, STORÉL, DARMIN.
Galerie Alain Margaron - 5, rue du Perche - Paris 3^e

RICHARD TEXIER
Avril Mai Juin 96
LA MANUFACTURE DES OEILLETS
25 - 29 Rue Raspail IVRY SUR SEINE 46 71 81 81

Dazibao

par Alain Rollat

IL SOURIT, M. LI PENG, quand on lui parle des droits de l'homme. Il n'est pas fâché, M. Li Peng, quand on insiste sur les droits de l'homme. Il s'étonne même, M. Li Peng, qu'on puisse le croire agacé par la question des droits de l'homme : « *Al-je l'air irrité ?* » Il revendique simplement, M. Li Peng, le « droit à la différence » dans l'expression des droits de l'homme. La Chine n'est pas la France. Élémentaire, n'est-ce pas ? Donc, la conception chinoise des droits de l'homme ne peut pas être la conception française. Comment dit-on cartésien en mandarin ? M. Li Peng a l'assurance tranquille de tous les bienfaiteurs de l'humanité. N'est-il pas le patron d'une idéologie qui cherche à établir le bonheur du peuple pour mieux l'octroyer aux membres du peuple ? Priorité au corps social ! La Chine d'abord, les Wei Jingsheng après. Les autres images de l'actualité télévisée apportent de l'eau au moulin de M. Li Peng. C'est au nom du droit de leur peuple à disposer de lui-même que les artistes palestiniens font exposer leurs roquettes en Galilée. C'est pour protéger le droit de leur peuple à l'existence que les tankistes israéliens pionnent le Liban. Dogme contre dogme.

La société de communication accélère le processus. Les atteintes aux droits de l'homme n'indignent plus que le temps des bulletins d'information. Nous sommes accoutumés à la négation de valeurs que nous voulions universelles parce que la primauté des pouvoirs sur les personnes est devenue une norme contagieuse. Il y a pourtant une lanterne derrière le sourire crépusculaire de M. Li Peng. Si le droit à la différence est désormais le masque de l'iniquité, cela montre bien que le renouveau des droits de l'homme réside dans la revendication de leur indifférenciation.

Tirage du Monde daté samedi 13 avril 1996 : 473 456 exemplaires

Julia ROBERTS John MALKOVICH

Après "Les Liaisons Dangereuses" le nouveau film de STEPHEN FREARS

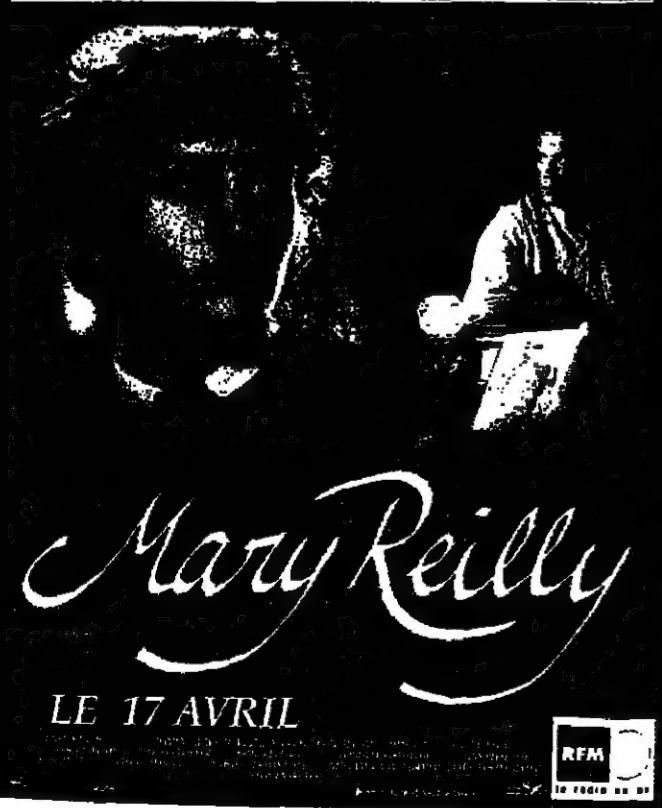
"UNE HISTOIRE D'AMOUR, BELLE ET ÉTRANGE."
POSITIF

"UNE SENSUALITÉ PRIMAIRE ET ANIMALE, DONT L'ÉROTISME SURPREND."
STUDIO : ***

"FÉROCE ET ROMANESQUE."
PREMIÈRE : ***

"FASCINANT."
LE POINT

"STEPHEN FREARS PARVIENT À NOUS MARQUER AU PLUS PROFOND."
LES CAHIERS DU CINÉMA



Mary Reilly

LE 17 AVRIL

RFM

Gigastorage : information contre X pour violation du secret de l'instruction

Cette procédure demandée par M. Toubon vise implicitement « Le Monde »

LE GARDE DES SCEAUX, Jacques Toubon, a demandé, vendredi 12 avril, au ministre public d'engager des poursuites visant implicitement *Le Monde* à la suite de la publication, dans nos éditions du 13 avril, d'un long article consacré à l'affaire Gigastorage. Dans la soirée, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire contre X pour violation et recel de violation du secret de l'instruction et du secret professionnel. Le réquisitoire vise également l'article 38 de la loi de 1981 sur la presse, qui interdit de publier les « actes de procédure criminelle et correctionnelle » avant qu'ils aient été lus en audience publique.

L'article incriminé détaillait sur une page le contenu des accusations retenues à l'encontre du président du conseil général du territoire, Christian Proust, mis en examen pour escroquerie et placé en détention provisoire pendant quinze jours. *Le Monde* avait eu accès au volumineux dossier d'instruction, qui compte actuellement plus de quatre cents cotes. L'article évoquait notamment des procès-verbaux d'audition ainsi que des rapports d'expertise, des études commandées par les responsables

de l'aménagement du territoire et un pré-audit commandé au cabinet Arthur Andersen par le directeur de la Sybel.

Défini par l'article 11 du code de procédure pénale, le secret de l'instruction ne s'impose pas à tous de la même manière : les juges d'instruction, les greffiers, les experts et les officiers de police judiciaire y sont strictement tenus, tandis que les personnes mises en examen, les parties civiles, les témoins et les journalistes n'y sont pas soumis.

UNE SEULE DÉCISION

Ces dispositions à géométrie variable fragilisent les procédures judiciaires : si un journaliste publie une information qui lui a été transmise par une partie civile ou un témoin, il n'y a en effet ni violation du secret de l'instruction, ni recel de violation de ce secret. « Pour établir un recel de violation de secret de l'instruction, il faut établir qu'il y a eu violation, résumait en 1994 l'ancien procureur de Paris, Bruno Cotte, lors d'un colloque. L'expérience montre que c'est pratiquement impossible. » De fait, les condamnations pour ces chefs sont rarissimes : depuis l'adoption du texte, en 1958, il existe une seule

décision judiciaire. Prononcée en 1990 par la cour d'appel de Paris, elle visait l'hebdomadaire *Paris-Match* et le magazine *Photo*, qui avaient publié des clichés du cadavre d'une jeune fille assassinée par le « japonais cannibale » et des images de la mort de Jacques Mesrine.

Les procédures pour recel de violation de secret de l'instruction sont d'autant plus difficiles à faire aboutir que les journalistes bénéficient depuis trois ans du « secret des sources ». Introduite lors de la réforme du code de procédure pénale du 4 janvier 1993, cette disposition les autorise à ne pas révéler le nom des personnes qui leur ont transmis des informations. La violation du secret professionnel est punie par une peine d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 francs. Pour la publication des actes de procédures criminelles ou correctionnelles avant qu'ils aient été lus en audience publique, la peine prévue est une amende de 25 000 francs.

Anne Chemin

Lire aussi notre éditorial page 15

Chirac pour l'état civil, Rey-Chirac pour l'usage

PAR UNE QUESTION ÉCRITE au ministre de la Justice, enregistrée à la présidence de l'Assemblée nationale, le 1^{er} avril, Jean-Louis Masson, député (RPR) de Moselle, s'interrogeait sur la déclaration à l'état civil d'un enfant sous le nom de ses deux parents. Pour ce faire, il a saisi l'information officielle diffusée par l'Élysée, via l'Agence France-Presse, le 25 mars, après la naissance du premier petit-fils du président de la République. Prénommé Martin, était-il indiqué, celui-ci a été « déclaré sous le nom de Rey-Chirac ». Né le 22 mars, il est l'enfant de Claude Chirac, fille du chef de l'État, dont elle est conseillère en communication, et de Thierry Rey, champion olympique de judo à Moscou en 1980 (catégorie super-légers) et animateur d'une émission hebdomadaire sur Canal Plus.

Optant, dit-il, pour l'humour, M. Masson souhaite donc savoir « s'il s'agit là d'une faveur ne bénéficiant qu'aux descendants des présidents de la République en exercice ou s'il s'agit, au contraire, d'une évolution jurisprudentielle, permettant dorénavant à chaque citoyen de bénéficier de facilités identitaires ». Depuis de nombreuses années, ce député, père lui-même de trois filles, réclame une réforme afin d'établir « une stricte égalité entre le père et la mère pour la transmission du nom aux enfants », en remarquant que « les ministres successifs ont toujours fait la sourde oreille » à sa demande.

De longue date, la jurisprudence interdit de dé-

clarer un enfant à l'état civil sous le double patronyme père-mère, mais la législation prévoit, depuis une loi de décembre 1985, que « toute personne majeure peut ajouter à son nom, à titre d'usage, le nom de celui de ses parents qui ne lui a pas transmis le sien ». « À l'égard des enfants mineurs, précise-t-elle en son article 43, alinéa 2, cette faculté est mise en œuvre par les titulaires de l'exercice de l'autorité parentale. » Ce nom usuel peut figurer sur les documents administratifs (carte d'identité, permis de conduire, etc.) après le patronyme, entre parenthèses ou sur une ligne distincte. Le demandeur est libre de déterminer l'ordre des composantes de son nom d'usage et peut, à tout moment, renoncer à ce nouveau nom.

Vérifications faites, la question écrite de M. Masson ne se justifie pas, car Martin, qui semble avoir été reconnu d'abord par sa mère, a été enregistré à l'état civil sous le seul nom patronymique de Chirac. Il n'en demeure pas moins que ses parents, comme la loi les y autorise, souhaitent qu'il porte, comme nom d'usage, celui de Rey-Chirac. Cette anecdote n'aurait pas suscité autant de commentaires si elle n'avait pas été dite par Martin Chirac, ce qui est également impossible et factuellement inexact.

Olivier Biffaud

Michel Codaccioli

Les Britanniques avaient bien présenté un programme d'« éradication » de la maladie de la « vache folle » en 1995

À LA SUITE de nos informations faisant état d'un programme d'éradication de la maladie de la « vache folle » présenté par la Grande-Bretagne en mai 1995, et rejeté par le Comité vétérinaire permanent de Bruxelles (*Le Monde* du 12 avril), un porte-parole de la Commission européenne a déclaré, vendredi 12 avril, que la démarche des Britanniques ne visait pas à éradiquer ladite maladie.

D'après Gerry Kiely, porte-parole du commissaire européen à l'agriculture Franz Fischler, les Britanniques « n'ont jamais présenté un programme d'éradication de l'épizootie. Ils ont seulement demandé à bénéficier d'une aide pour financer l'abattage des animaux déjà malades ». Les mesures visées, a ajouté le porte-parole bruxellois, « n'auraient eu aucun impact sur la maladie ».

Force est pourtant de constater que le courrier envoyé le 30 mai 1995 par la représentation permanente du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne fait état d'un programme d'éradication, modeste peut-être, puisque les sommes demandées s'élevaient au total à 208 millions de livres (1,6 milliard de francs), mais réel. L'annexe présentant les caractéristiques de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en Grande-Bretagne porte le

titre « Soumission à un programme d'éradication ». Contrairement aux affirmations de la Commission, le programme n'aurait pas seulement porté sur les bêtes déjà abattues. Les Britanniques présentent en effet un calendrier d'indemnisation qui court de la campagne 1988-1989 à la campagne 1998-1999 (16 millions de livres pour 1995-1996 ; 10 millions de livres pour 1996-1997 ; 8 millions de livres pour 1997-1998 et autant pour 1998-1999). Les autorités britanniques estiment alors que la maladie est sur le point d'être vaincue. Elles soulignent qu'un programme d'éradication aurait plusieurs avantages.

« Il est difficile d'isoler les effets de l'ESB des autres facteurs qui peuvent affecter le marché, note le document de la partie anglaise. Cependant, il y aurait des avantages à éradiquer l'ESB, à la fois pour le marché domestique et pour le marché d'exportation des carcasses, de la viande de bœuf, du lait et des produits laitiers. » Le second « avantage » visé est la santé du cheptel. Le troisième est « la possibilité, à terme, de lever les interdictions de consommation de certains abats dans l'alimentation du bétail et des oiseaux, voire dans l'alimentation humaine ».

E. F.

Pas de procès dans l'affaire de l'incendie du Parlement de Bretagne

LE JUGE D'INSTRUCTION Pascal Lemoine a rendu, jeudi 11 avril, une ordonnance de non-lieu dans l'affaire de l'incendie du Parlement de Bretagne. Le procureur de la République de Rennes a donné, le lendemain, une « conférence de presse exceptionnelle » pour commenter cette décision. Le palais du Parlement, siège de la cour d'appel de Rennes depuis 1790, avait été détruit dans la nuit du 4 au 5 février 1994 après une journée d'émeutes provoquée par les marins-pêcheurs. Ayant neutralisé le système d'alarme à trois reprises la nuit du sinistre, le concierge de l'édifice avait été mis en examen. Selon M. Lemoine, « il n'a pu être suffisamment établi et démontré que son comportement professionnel fautive était en rapport de causalité avec les blessures subies [par deux pompiers] pour justifier son renvoi devant le tribunal correctionnel ». Deux pêcheurs qui avaient lancé des fusées de détresse – dont une avait provoqué l'incendie – n'ont pas été inquiétés.

■ CABLE : la chaîne câblée de télévision française consacrée au classique et au jazz, Muzzik, lancée le 19 février (*Le Monde* du 13 février), sera reprise, dès le 27 avril, sur des réseaux câblés en Espagne et dans la ville d'Amsterdam (Pays-Bas). Selon Frédéric Vinzia, président de MCM, télévision musicale par câble et satellite, Muzzik sera diffusée en Espagne vingt-quatre heures sur vingt-quatre sur dix-sept sites du réseau Câblevision, notamment à Madrid, Barcelone, Séville, Santander et Bilbao. Muzzik devrait compter quatre-vingt mille abonnés en Espagne à la fin de 1996. Muzzik sera transmise, en option, à Amsterdam dès le début du mois de mai.

■ JUSTICE : le tribunal correctionnel de Chambéry a déclaré prescrits, vendredi 12 avril, les faits reprochés à Guy Névache, ancien troisième adjoint et premier vice-président du Syndicat intercommunal de l'agglomération grenobloise (Siegap), mis en examen pour « ingérence » en octobre 1992. On lui reprochait d'avoir acquis l'appartement de fonction qu'il occupait en tant que secrétaire général du Siegap pour 1 million de francs alors qu'il était estimé par les Domaines à 1 100 000 francs (*Le Monde* daté 11-12 février). (Corresp.)

■ « LE MONDE » DU LUNDI 15 AVRIL, daté mardi 16 avril, sera accompagné d'un magazine « Initiatives » de trente-six pages, consacré au temps de travail. Au sommaire, des enquêtes sur le terrain, les enjeux et les mutations, ainsi qu'une série d'expériences en région.

Les nationalistes corses inspirés par le « modèle calédonien »

BASTIA

de notre correspondant

Même si ses adversaires au sein de la mouvance nationaliste dénoncent toujours les tentatives « hégémoniques » du FLNC-canal historique, la prolongation de six mois de la trêve de l'organisation clandestine annoncée vendredi 12 avril (*Le Monde* du 13 avril) peut laisser espérer une période d'apaisement comme la Corse n'en a pas connue depuis la création du FLNC, il y a vingt ans. Après avoir affirmé leur volonté de tout faire pour apaiser les rancœurs meurtrières entre les différentes mouvances, les nationalistes clandestins ont fait savoir qu'ils veulent favoriser le développement d'échanges entre la droite et la gauche aussi bien qu'avec chaque tendance du mouvement nationaliste : selon eux, les questions essentielles pourraient être ainsi abordées à partir d'une approche consensuelle, accompagnée d'une démarche parallèle de l'État.

« La méthode employée en Nouvelle-Calédonie n'est pas un mauvais exemple, il existe en Corse quelques Jean-Marie Tjibou et Jacques Lafleur », commente l'un des responsables du FLNC-canal historique. Les clandestins reconnaissent désormais l'Assemblée de Corse comme siège de l'autorité et de la concertation : « Nous participons déjà par l'intermédiaire de Corsica Nazione [qui inclut la Cimokla, vitrine légale du FLNC-canal historique] au groupe informel de réflexion qu'a initié le président de l'Assemblée de Corse. » En effet, depuis février 1995, Jean-Paul de Rocca Serra, député RPR de Corse-du-Sud et président de l'Assemblée de Corse, réunit occasionnellement les représentants de chaque groupe.

José Rossi, député (UDF-FR) et président du conseil général de Corse-du-Sud, est l'autre personnalité évoquée pour conduire un éventuel « processus discret de dialogue » : l'ancien rapporteur du projet de statut Jose jouit lui aussi d'un grand crédit. Il resterait alors à l'État (le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré a conclu vendredi sa série de consultations politiques et économiques des acteurs de la vie de l'île) à désigner son propre chargé de mission : « Il lui faudrait quelques mois de travail intensif en Corse pour élaborer une solution acceptée de tous », concluent les clandestins.

Le premier un cessez-le-feu

La Corée

FRANCE

DIRIGEANTS